été 81 n°6 10 frs

AGORA

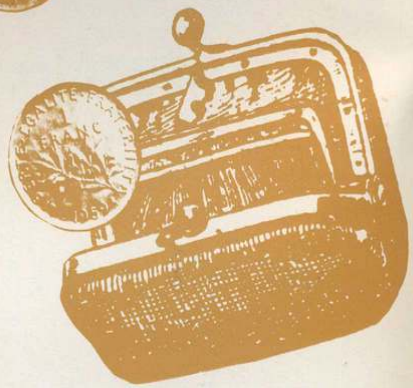
revue libertaire internationale

- **Syndicats: "Résister" s'exprime**
- **Irlande: Outta control!**
- **Zurich, Brokdorf, Nimegue: Jours de colère**

MEDIAS: LES PAROLES MUTILEES!

agora

CE N'EST PAS PARCE QU'ON EST LIBERTAIRES QU'ON N'A PAS DE FRAIS... ABONNEZ-VOUS A «AGORA»!



BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

.....

Abonnements :
4 numéros - 35 Frs.
soutien : 70 Frs et plus.
Diffusion militante :
5 exemplaires - 45 Frs.
10 exemplaires - 90 Frs.

A retourner à «Agora» :
B.P. 1214
31037-Toulouse-cédex.
Chèques à l'ordre de
Claude ARISO.

• EN VENTE A : ■ **«La Cité»**, 43 rue Clémenceau, 11000 Carcassonne. ■ **«Germinal»**, 19 rue des Suisses, 13200 Arles. ■ **«Graffiti»**, 11 rue Riquet, 31000 Toulouse. ■ **Anglade**, 44 rue Merly, 31000 Toulouse. ■ **Amoros**, 14 rue de l'étoile, 31000 Toulouse. ■ **«L'En-Dehors»**, 46 rue du Mirail, 33000 Bordeaux. ■ **Groupe Sébastien Faure**, 7 rue du Muguet, 33000 Bordeaux. ■ **«Gai savoir»**, 9 rue de l'Argenterie, 34500 Béziers. ■ **«La dérive»**, 7 rue de la République, 38000 Grenoble. ■ **«L'université»**, 2 square des Postes, 38000 Grenoble. ■ **«La Crue»**, 245 rue Bourgogne, 45000 Orléans. ■ **«La Capotière»**, rue des Carmes, 45000 Orléans. ■ **«Le temps des cerises»**, 5bis rue Gustave Simon, 54000 Nancy. ■ **«L'Etincelle»**, 30 rue Pasteur, 64000 Pau. ■ **«Le Futur antérieur»**, 5 rue du Théâtre, 66000 Perpignan. ■ **Cercle d'Etudes Sociales**, 48 rue des Augustins, 66000 Perpignan. ■ **«La Gryffe»**, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon. ■ **«Ondes et rives»**, 2 rue Fritz, 67000 Strasbourg. ■ **«La Taupe»**, 2 quai de l'amiral Lalande, 72000 Le Mans. ■ **«Imagine»**, 51 rue de Lappe, 75011 Paris. ■ **«Le jargon libre»**, 6 rue de la Reine Blanche, 75013 Paris. ■ **«La Commune de la butte aux cailles»**, 11 rue Barrault, 75013 Paris. ■ **O.C.L.**, 33 rue des Vignoles, 75020 Paris. ■ **«Rencontres»**, 36 rue de l'hôtel de ville, 81100 Castres. ■ **«Alinéa»**, 4 rue Charles Poncy, 83000 Toulon. ■ **«Optima»**, 17 rue de la Marne, 85000 La Roche-sur-Yon. •

N°5 ETE 81

«AGORA»
revue d'informations libertaires internationales

Editée par : «Pensée et Action».
Périodicité : trimestrielle.
Directeur de publication : Solon Amoros.
Dépôt légal : 2° trimestre 1981.
Commission paritaire : n° 62.601.
I.S.S.N. : n° 0245-3530.
Imprimerie : «Sacco», 44 chemin de Catala, 31100 Toulouse.
Tél : 49-32-01.

Equipe de rédaction : Claude Ariso, Juanito Marcos, Michel Auvray, Solon Amoros, Tony Alvarez, Violette Marcos.
Rédaction et Administration :
«AGORA»
B.P. 1214
31037 - Toulouse - cédex.
Prix du numéro : 10 Frs.
Abonnement : 4 numéros - 35 Frs.
Abonnement de soutien : 70 Frs ou plus.
Diffusion militante :
- 5 exemplaires : 45 Frs.
- 10 exemplaires : 90 Frs.
Pour tout versement : libellé à l'ordre de Claude Ariso.
CCP n° 3-286-90-N, Toulouse.

sommaire

CIBLE

3 • Nous rêvons.

EN MARGE

4 • P.S.: Main basse sur la ville.

6 • Syndicats: Une exigence de démocratie.

9 • B.D.: Elections, piège à oreilles.

SANS FRONTIERES

10 • Irlande: Outta Control!

14 • Hollande: La bataille de Nimègue.

16 • URSS: Libertaires et goulag.

17 • Suisse: Zurich en feu!

19 • Chili: Solidaridad.

20 • Italie: Anarcho-syndicalisme à l'italienne.

23 • Brokdorf: «Cette centrale redeviendra prairie».

AGORA S'AFFICHE

26 • Nucléaire: Les survivants envieront les morts.

TATIE CRONSTADT

28 • Cinéma anti-kaki.

REPERES

29 • Médias: Parole mutilée.

31 • Monsieur Gutemberg est mort.

33 • La pub est un animal papivore.

35 • Le poids du fric, le choc des patrons.

36 • Citizen Hersant.

37 • «Big Brother» est à nos portes.

NOTRE MEMOIRE

39 • La Commune de Budapest: 1919.

ARGUMENTS

44 • Ludique or not ludique?

47 • Gaston Couté.

48 • Kiosque.

EN BREF

49 • Faut tout vous dire.

49 • Encres noires et rouges

50 • Bulletin de Santé.

CRAYON NOIR

52 • Anarchik.

cible

Hier, la droite nous criait: «*Que personne ne bouge!*».

Aujourd'hui, la gauche répète: «*Soyez donc raisonnables!*».

Nous, ceux d'en bas, contre vents et marées, continuons à avancer...

...NOUS RÊVONS

«Vous rêvez,
Oui, bien sûr, nous rêvons toujours, sans cesse,
VOUS ESPEREZ TROP,
Oui, bien sûr, nous avons appris à espérer et nous espérons tout
VOUS EN VOULEZ TROP,
Oui, bien sûr, nous en voulons trop, plus encore, nous voulons tout
VOUS ETES TROP PRESSÉS,
Oui, bien sûr, avancer, arriver, recommencer.

VOUS REVEZ,
Oui, inévitablement, le rêve d'aujourd'hui promesse du lendemain,
VOUS ESPEREZ TROP,
Oui, bien sûr, et sans honte d'être esclaves de l'espérance
VOUS EN VOULEZ TROP,
Oui, bien sûr, c'est notre droit rageur, plus encore, notre devoir.
VOUS EXIGEZ,
Oui, bien sûr, avec passion ou avec tristesse.

Et de toutes façons
Et de toutes façons, c'est mieux ainsi,
mieux vaut un peuple qui bouge
même s'il est parfois irréfléchi
même s'il est parfois trop prudent,
même s'il est parfois bas, sale, vil,
c'est mieux ainsi, de toute sa condition humaine, simple et étrange,
cela vaut mieux qu'un troupeau de moutons soumis aux calculateurs d'intérêts
c'est pourquoi personne ne doit avoir honte de dire, honte de crier
nous rêvons, oui, nous rêvons sans cesse, sans limite à notre rêve, nous rêvons jusqu'à l'inimaginable.

Nous rêvons toujours,
et nous espérons tout, nous avons appris l'art d'attendre,
l'art d'espérer en d'interminables nuits d'impuissance, nous savons espérer et nous espérons tout, tout,
et nous voulons tout, nous voulons l'impossible pour atteindre le possible
nous voulons le possible pour atteindre l'impossible
C'est mieux ainsi, vous le savez tous,
même si parfois nous sommes irréfléchis
même si parfois nous sommes bas, sales, vils,
c'est mieux ainsi de toute notre condition humaine, simple et étrange,
cela vaut mieux qu'un troupeau de moutons soumis aux calculateurs d'intérêts,
c'est pourquoi si l'on ose un jour nous dire :

VOUS REVEZ,
Oui, bien sûr, nous rêvons toujours, sans cesse
Si l'on nous dit : VOUS ESPEREZ TROP
Oui, bien sûr, nous avons appris à espérer et nous espérons tout
Si l'on nous dit : VOUS EN VOULEZ TROP
Oui, bien sûr, nous en voulons trop, plus, nous voulons tout.
Si l'on nous dit : VOUS ETES TROP PRESSÉS,
Oui, bien sûr, avancer, arriver, recommencer, oui, nous sommes pressés.»

(Lluis Llach)

EN MARGE

PARTI SOCIALISTE

main basse sur la ville !

En théorie, le Parti Socialiste est un parti de gauche. Pratiquement, sur le terrain, on a parfois du mal à y croire. Et pourtant on en parle peu, obsédés qu'on est par les pratiques staliniennes. Alors, il faut bien s'attarder sur la social-démocratie au pouvoir: c'est ce que nous faisons avec Colomiers.

Dans l'opposition, le PS est progressiste. Quand il règne, il se transforme en patronat des plus traditionnels. Cherchez la différence.

SURTOUT, PAS DE SCANDALE !

Colomiers, (25.000 habitants, à la périphérie de Toulouse), n'est pas une cité-dortoir, ni une ville-problème. Apparemment. Elle a connu pourtant ces derniers mois un conflit du travail assez original, puisqu'il a opposé les élus municipaux P.S. à des éducateurs. Que s'était-il donc passé ?

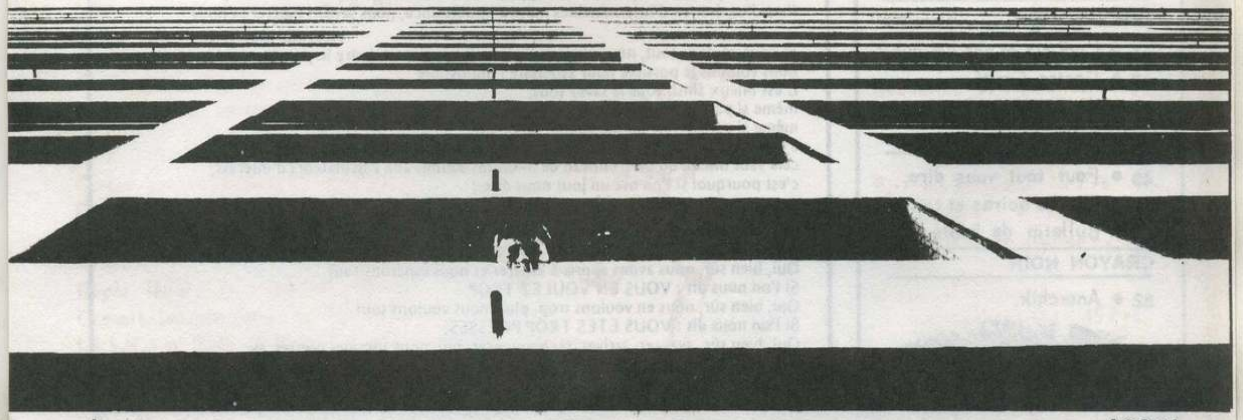
Des éducateurs d'un club de prévention avaient osé refuser les nouvelles orientations de l'association dont ils dépendaient. Après brimades et avertissements, deux licenciements furent prononcés. L'intersyndicale départementale (CGT-CFDT), les syndicats locaux, le comité de soutien et une association d'usagers du club (créée au cours du conflit) mèneront la lutte pendant trois longs mois: 160.000 tracts diffusés, des manifs, une grève de la faim. Fin avril, l'action débouche enfin sur un résultat: les éducateurs licenciés sont réintégrés (sur un autre quartier) et l'association des usagers obtient des sièges dans le conseil d'administration de l'association gestionnaire.

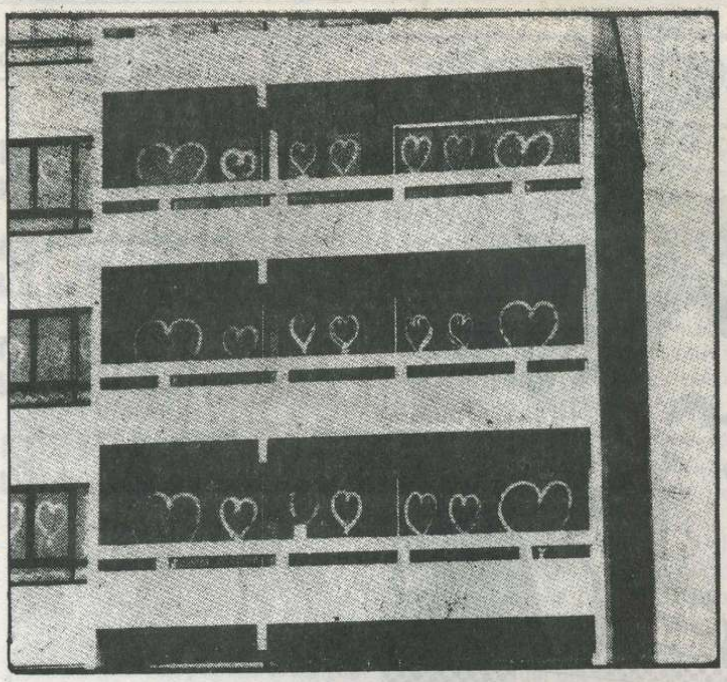
A première vue, rien de très extraordinaire dans ce conflit, si ce n'est qu'il s'achève par une victoire et qu'il fut conduit dans l'unité syndicale, des choses assez rares ces temps-ci. Au-delà de ces deux points, l'affaire prend une toute autre ampleur lorsque l'on sait que, lors de la dernière négociation, il y avait face à l'intersyndicale, non pas l'association incriminée, mais les véritables employeurs: le député-maire PS de la ville, le président (PS) du conseil général de la Haute-Garonne, un conseiller municipal (PS) de Colomiers (membre également du conseil général) et surtout le secrétaire fédéral du PS en personne. La présence massive de cette belle brochette d'élus pressés d'en finir, quitte à trop se dévoiler, s'explique par le fait que certains mécontents et parmi eux l'intersyndicale, ne se proposaient pas moins que de manifester et de diffuser des tracts pendant le meeting que Mitterrand tenait à Toulouse à la veille du premier tour des élections... De quoi faire frémir ses responsables. Surtout pas de vagues, pas de scandales... D'autant plus que quelques jours avant, l'intersyndicale avait occupé le siège toulousain du PS. La gauche contre les travailleurs: tout un programme...

NOUS SOMMES AU TEMPS DES FEODALITES

A Colomiers, on rencontre l'architecture suburbaine classique: villas, petits ensembles où vivent les cadres moyens de la SNIAS, et les ouvriers, aux fins de mois plus ou moins difficiles, de chez Bréguet-Dassault. La mairie, socialiste depuis fort longtemps, a beaucoup travaillé sur le cadre de vie: les transports en commun sont gratuits, la circulation automobile sans problème (pas de feux rouges), des salles de réunion et de spectacle, etc. Une ville tranquille, en somme.

Mais l'effort le plus important





de la mairie (et sa domination) s'est surtout porté sur l'infrastructure culturelle et médico-sociale. Le C.A.C. (centre d'action culturelle) contrôle le premier secteur. Mais c'est le second qui se développe le plus. Son extension, assez récente, s'explique par la croissance d'une population ouvrière dite «en difficulté». Pour s'occuper de ce domaine de plus en plus important, il n'y a pas moins de quatre centres sociaux et un club de prévention, soit une cinquantaine de personnes.

A l'origine, les centres sociaux étaient gérés par une association type loi de 1901. Donc, théoriquement autonomes. Dès le départ, ses membres furent nommés par la mairie pour appliquer la politique du P.S. dans ce domaine. Mais, les effectifs de personnel allant croissant, celui-ci aurait pu prétendre créer un comité d'entreprise. Pour éviter ce type de problème, l'association éclata en trois associations différentes. Les membres en furent également choisis par la Mairie. Il est si difficile d'être patron, quand on est de gauche.

Dans le domaine socio-éducatif, la politique municipale fut au départ un peu différente. La mairie recruta en 1972, directement un éducateur et à la suite d'un conflit... le licencia. Aux Prud'hommes elle perdit le procès, mais le gagna en appel. Avec cet épisode, la Mairie apparaissait pour la première fois et clairement comme un employeur, et pas des plus progressistes. Elle voulut donc par la suite éviter ce type de désagrément. Lorsqu'elle décida de créer un centre de prévention, elle prit donc toutes sortes de précautions : en le faisant chapeauter par une association à sa botte (la présidente n'est autre que la fille d'un des conseillers municipaux...), en recrutant les éducateurs soit hors de Midi-Pyrénées (ils ne connaissent donc pas la douceur social-démocrate de Colomiers), soit à l'intérieur de «*Léo-Lagrange*» (association éducative nationale du P.S.).

LA GAUCHE N'AIME PAS LE PARTAGE

Par ce système, l'ensemble de la vie associative de la ville dépend de la Mairie sans que celle-ci ne soit jamais concernée directement par un conflit du travail qui pourrait se produire. Si l'on rajoute que les subventions proviennent aussi du Conseil général détenu par le PS, on aura presque fait le tour de la féodalité régnante. Féodalité qui a une conception du monopole très sourcilleuse. Lorsqu'une association réellement indépendante, la C.S.F. (Confédération syndicale des familles), chercha à créer dans la ville un centre de rattrapage scolaire, elle se vit refuser les crédits municipaux. Mais l'idée paraissant bonne, la Mairie la reprit à son compte, sûre ainsi de renforcer et son pouvoir et son prestige. Par l'intermédiaire de l'association-écran du centre de prévention, et à l'encontre de toute règlementation, elle chercha à imposer ce travail aux éducateurs du centre. Ce fut là le départ du conflit.

Ce dernier a aussi été très révélateur de la conception que la Mairie se fait de la prévention. Au cours de la lutte on a pu entendre les élus PS refuser d'intégrer les usagers à la gestion du centre avec cet argument savoureux et crapuleux: «*vous n'avez même pas su élever vos enfants*». De quoi laisser rêveur tous les éducateurs de gauche.

Colomiers et son pouvoir ne sont pas un évènement spécifique. C'est dans tout le Sud-Ouest de la France qu'on peut ainsi apprécier les gestions municipales socialistes. Dans les petits villages, les notables SFIO reconvertis au PS, se sont souvent de longue date, taillés des fiefs à leur mesure. Disposant de peu de crédits (ils sont quand même dans l'opposition!) leur gestion municipale donne lieu à toutes les alliances. Ici, à Colomiers, la monopolisation n'a pas besoin de passer par de tels canaux: «*tout est au duc!*»

En d'autres lieux, comme à Conflans-Ste-Honorine, chez Rocard, on assiste à la multiplication des associations «autonomes» chargées de gérer ces fameux «espaces de liberté» où, comme dans les espaces verts, il est interdit de marcher. La société duale (pouvoir-associations) chère à toute une frange de politiciens (dans l'opposition ou pas) sert, soit à écarter du pouvoir central, soit à contrôler la périphérie du pouvoir. Ici, c'est la municipalité. Il y a là, dans les petites villes, des enjeux pour lesquels le PS s'est longtemps préparé et se sent à la hauteur. Colomiers en témoigne. ■

A. V. MARCOS.

SYNDICATS

UNE EXIGENCE DE DEMOCRATIE

«Résister». Revue de débat syndical.
Un travail propre, lisible, intéressant. Des questions clairement abordées. Quatre numéros prometteurs à ce jour.
Curieux, intrigués, nous sommes allés les voir.
Nous nous sommes entretenus avec Jacques et Jeanne.

■ Agora: **Résister, qui est-ce?**

□ **Réponse**: Des travailleurs, des syndiqués militants. Adhérents de toutes les centrales, surtout CFDT et CGT, quelques membres de la FEN. La CNT-F est également représentée. Pour nous, le choix de l'appartenance syndicale n'a pas grande importance. Il nous est difficile de donner des pourcentages, mais il y a une composante ouvrière et CGT plus marquée pour la Province.

■ Agora: **Votre rencontre dans une revue ne s'est pas faite par hasard. Pourquoi le choix de cet outil, quel itinéraire vous a réunis ?**

□ **R.**: La revue permet concrètement de débattre, de confronter. Elle permet de rompre le cloisonnement, de faire connaître des positions, des interrogations, à des camarades que nous ne pourrions toucher par les voies «normales» souvent bloquées. L'échange d'expériences, le dépassement des limites confédérales (nous sommes sensibles à la nécessité de l'unité syndicale) sont ainsi réalisés concrètement. Et puis nous pouvons faire réfléchir des gens d'une manière critique sans tomber dans le piège fractionnel.

■ Agora: **C'est-à-dire ?**

□ **R.**: C'est-à-dire que «**Résister**» est composé d'individus qui ne représentent qu'eux-mêmes, pas une structure. Cet engagement à titre personnel est important. Nous ne faisons pas pour autant l'impasse sur nos sensibilités particulières, nous n'éludons pas les problèmes politiques de fond, mais tout un aspect manipulatoire est exclu.

■ Agora: **Oui, mais vous avez une histoire, comment avez-vous démarré ?**

□ **R.**: L'idée a fait son chemin, nous étions quelques-uns à nous connaître. Des rencontres de Congrès syndicaux, des affinités oppositionnelles. Des soutiens en commun à des luttes. Des rencontres lors d'initiatives unitaires. En fait, nous n'avons pas cherché un à-priori théorique et programmatique. Le n°0 est sorti sur des bases minimums. C'était une nécessité.

■ Agora: **Pourtant, le ton et les préoccupations expriment une certaine cohérence...**

□ **R.**: Oui, une exigence de démocratie dans le fonctionnement et des constats de fond très importants. Il y a crise du syndicalisme. Le pourcentage d'adhérents baisse, les militants se lassent, les mots d'ordre syndicaux ne sont pas en prise avec la réalité, le vécu des travailleurs. Pourtant, nous pensons que le syndicat reste l'outil des travailleurs. Son affaiblissement est celui du mouvement ouvrier. C'est pour cela que nous voulons réfléchir aux mutations dont le syndicalisme a besoin. La classe ouvrière a beaucoup changé. L'existence d'une couche «intégrée» s'accompagne du développement de tout un prolétariat non-garanti, hors-statuts, femmes souvent, immigrés et jeunes. Il y a déstabilisation du salariat. Les stratégies actuelles sont totalement inadéquates.

■ Agora: **Les problèmes des salariés sont aujourd'hui très souvent «hors production». Le syndicat peut-il les prendre en charge ?**

autoportrait

« *L'ensemble du mouvement syndical traverse une grave crise d'orientation, de fonctionnement démocratique,* face à l'ampleur des attaques patronales et gouvernementales pour faire payer la crise aux travailleurs. L'échec de l'Union de la Gauche puis les divisions syndicales, les désillusions sur les expériences « socialistes » à travers le monde, ont ajouté au désarroi de nombreux travailleurs et militants. Cette crise frappe toutes les organisations syndicales ; elle se traduit superficiellement par une perte d'adhérents, par le désengagement de beaucoup, et plus profondément par une large incapacité à mobiliser dans la situation actuelle la masse des travailleurs pour la lutte.

— comment résister à l'offensive tout azimuth des patrons et du gouvernement : licenciements massifs et montée continue du chômage ; dégradation du pouvoir d'achat ; développement de toutes les formes de travail précaire ; individualisation des horaires de travail ; déqualification par l'informatique ; attaques contre les libertés...

— comment résister à la logique infernale des polémiques boutiquières, de l'opposition permanente entre deux stratégies caricaturales : la CGT apostrophe la CFDT pour semer des illusions sur les vertus des négociations à froid ; la CFDT lui répond en dénonçant les manifestations-spectacles qui servent plus à faire de la publicité pour la CGT, qui seule lutterait, qu'à faire gagner les travailleurs ; et pendant ce temps les travailleurs comptent les points !

— comment prendre en compte réellement les oppressions spécifiques dont sont victimes les femmes, les travailleurs immigrés, les jeunes ? Comment œuvrer à l'unité de la classe ouvrière tout en évitant que ce soient toujours les hommes, blancs, qualifiés, qui dirigent les autres ? Comment notamment permettre aux travailleuses, qui ont toujours eu un rôle subordonné dans les syndicats, de faire profiter l'ensemble de la classe ouvrière des remises en cause profondes apportées par le mouvement des femmes depuis 10 ans ?

En tenant compte des divisions réelles provoquées chez les travailleurs par la multiplication des hors-statuts, les horaires variables ou le temps partiel, les campagnes pour le retour des immigrés « chez eux » et des femmes « chez elles » — c'est-à-dire au foyer —... *chercher les moyens les plus efficaces de mobiliser les travailleurs* dans une situation difficile, de permettre la participation du plus grand nombre à l'élaboration des revendications et à la conduite de l'action, promouvoir l'unité d'action à partir des luttes... : telle est la voie que nous cherchons à explorer, en refusons les réponses toutes faites, considérant que personne n'a sur ces problèmes de recette-miracle.

Les militants de la CGT, la CFDT, la FEN et la CNT qui ont lancé « **Résister — Revue de débat Syndical** », *avec l'intention qu'elle soit reprise en charge largement, ont simplement cherché à créer un lieu de débat pour tous ceux qui sont animés par les préoccupations communes ci-dessus, — quelle que soit leur appartenance syndicale, militant(e)s qui n'ont pas toujours le moyen de s'exprimer dans leur syndicat, encore moins dans un cadre débordant les frontières des confédérations, des branches professionnelles ou des régions, ainsi que des courants politiques.*» Résister n°3 Avril 81

□ **R.**: Tout ce qui concerne les salariés intéresse le syndicat. Mais pour nous le débat reste à ouvrir. C'est-à-dire pour ce qui concerne les relations syndicats/partis. Pour le rôle de l'interprofessionnel dans le syndicat. Ce qui est certain c'est qu'il faut aussi rejeter un certain «impérialisme» syndicaliste qui ne reconnaitrait pas aux femmes, aux soldats, etc., le droit de s'organiser en tant que tel.

■ Agora: **Un rapport égalitaire avec d'autres mouvements de masse.**

□ **R.**: Oui. Et également dans la conduite des luttes où syndiqués et non-syndiqués mènent leur action directement à travers la structure commune, ponctuelle, par exemple l'AG décisionnelle.

■ Agora: **En fait, vous donnez l'impression de poser beaucoup de questions mais d'avoir peur de donner des réponses.**

□ **R.**: Nous ne sommes pas une revue théorique. Nous sommes concernés par la pratique de la démocratie syndicale (problèmes d'exclusions, de blocages). Nous essayons modestement de pallier

à des carences importantes. Par exemple, le domaine international où le mouvement syndical est englué dans le chauvinisme ou intervient de façon très ambigüe, très intéressée (je pense à la Pologne et à la CFDT).

Nous avons aussi le souci de mieux faire connaître et réfléchir sur l'Histoire, celle du mouvement ouvrier, en fait mal connue. L'évolution du syndicalisme, ses rapports avec les partis, les immigrés, les femmes, etc...

Mais nous voulons surtout donner la parole aux militants. Confronter les expériences, favoriser le bilan, rendre-compte des problèmes.

■ Agora: **En fait, comment sans avoir aucune intention fractionnelle, fonctionnez-vous ?**

□ **R.**: Aucun problème! Notre méthode de fonctionnement est simple: un collectif parisien fait la revue, une rencontre nationale suit chaque numéro. Notre rythme notre structure est lié à l'existence de notre revue. Pas à autre chose d'organisé, de «prémédité» par rapport aux structures syndicales. D'ailleurs, les nouvelles structures indépendantes qui se sont constituées en marge des confédérations (SDB, SAT, Syndicat d'Usinor) interviennent dans le débat.

Quant à nous, notre appartenance aux grandes centrales ne se fait pas sans analyse critique. Les actions démago-électoralistes de la CGT. Le spectaculaire bidon. La pratique des contre-plans qui s'alignent sur la logique du Capital. Certains aspects du recentrage de la CFDT (et surtout de la vision de la crise qui l'accompagne). Il faut voir que nous avons affaire à un Patronat et à un Gouvernement intransigeants. Avec ces stratégies non adaptées peu de luttes sont victorieuses. C'est très grave.

■ Agora: **Ressentez-vous une influence des échéances électorales ?**

□ **R.**: Non, très peu au niveau des travailleurs. Il y a volonté de lutter, mais ce n'est pas ce facteur là qui retient de le faire, plutôt un «complexe de l'échec». Pour notre part, dans un trimestriel, nous ne pouvons traiter les luttes qu'avec recul. Nous en présentons deux ou trois dans ce qu'elles ont d'exemplaires, de révélatrices.

■ Agora: **Suite aux luttes sur l'emploi de ces dernières années, s'est posé le problème de la création de SCOP pour maintenir l'activité.**

□ **R.**: Nous n'avons pas de position collective par rapport aux SCOP. Nous n'avons rien contre.

□ Agora: **Pour conclure; Pouvez-vous déjà tirer un bilan. Relever vos failles, vos insuffisances.**

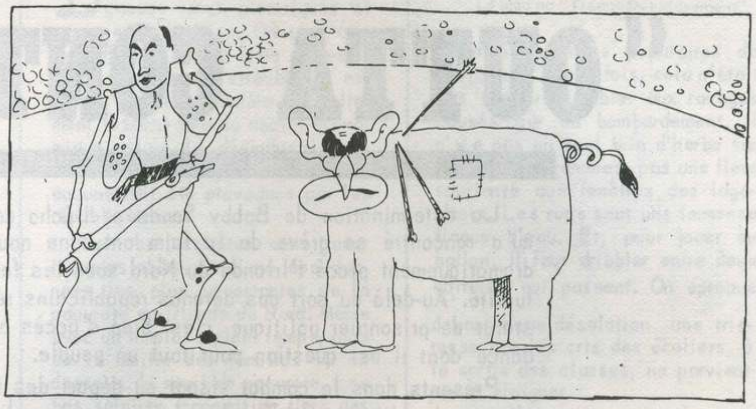
□ **R.**: Il y a un écho. On sent que ça correspond à un besoin. Nous avons constaté que les canaux «officiels» ne nous permettaient pas de diffuser. Mais nous avançons. Sur le plan financier, nous tournons en vendant à prix coûtant. Nous sommes une jeune revue, cela explique quelques faiblesses, le manque de positions plus affinées. Mais une solution alternative complète, crédible, révolutionnaire, ne peut naître d'un coup de baguette magique. •

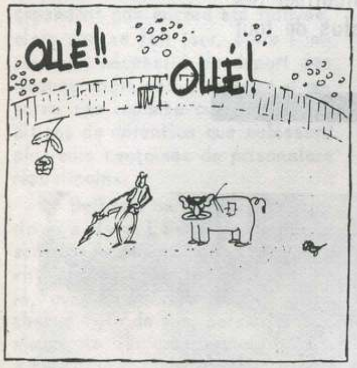
«Résister»
(revue de débat syndical)

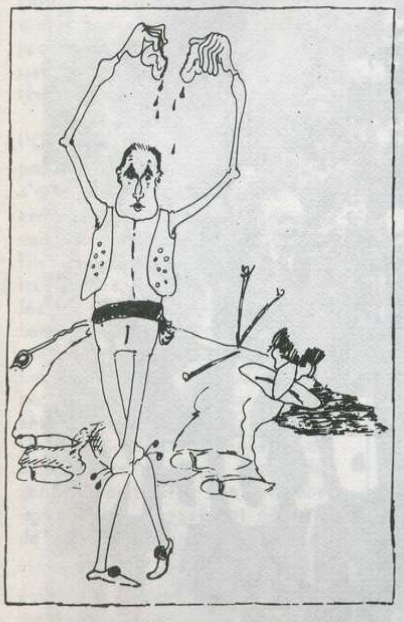
Adresse:
Jeanne Simonet
2, rue P. Vaillant-Couturier
(appt. 154)
93130 Noisy-le-Sec.

ELECTIONS
PIEGE A OREILLES...

TONY + DJÉBEL II.







SANS FRONTIERES

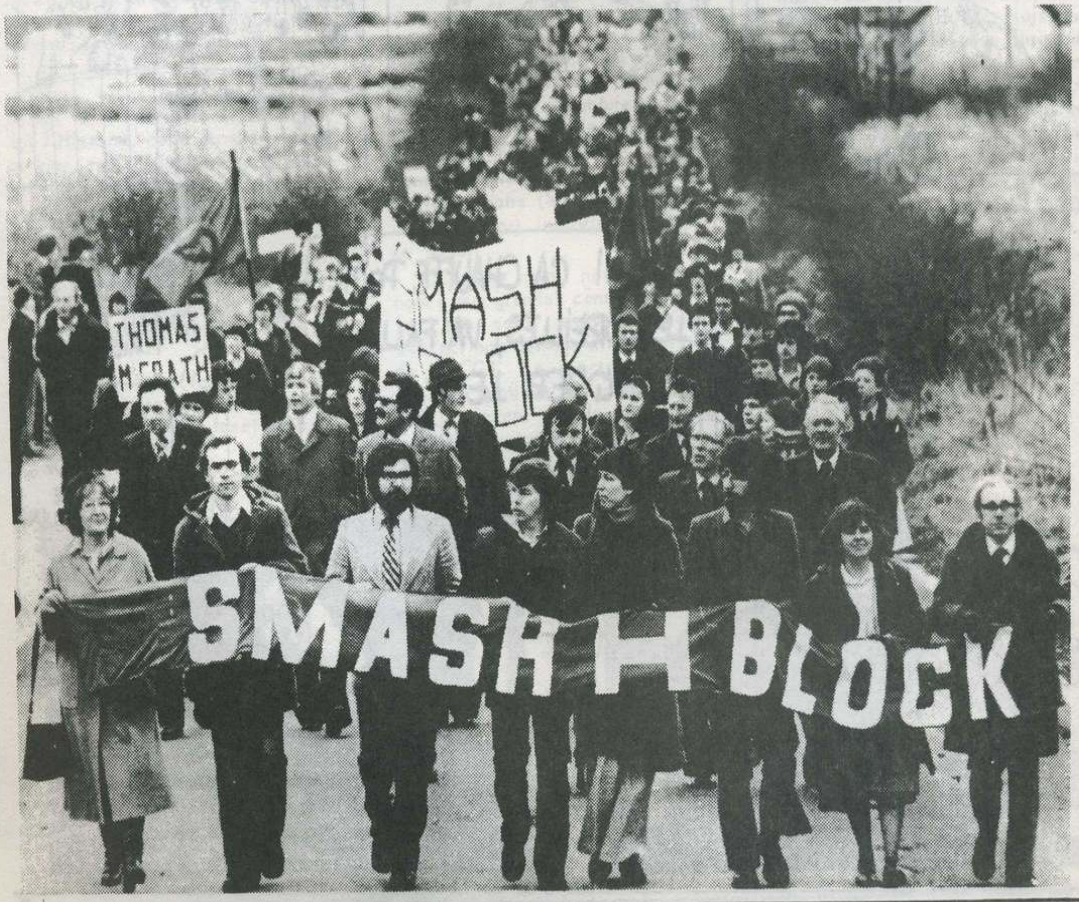
IRLANDE

BOBBY SANDS MP

"OUTTA CONTROL"

La détermination de Bobby Sands et l'écho considérable qu'a rencontré sa grève de la faim ont, une nouvelle fois, dramatiquement placé l'Irlande du Nord sous les feux de l'actualité. 'Au-delà du sort des détenus républicains réclamant le statut de prisonnier politique, c'est bien d'accès à l'indépendance dont il est question pour tout un peuple.'

Présents dans le combat visant au départ des troupes anglaises, les libertaires d'Ulster s'efforcent de radicaliser les luttes dans une perspective anti-autoritaire: 'le refus de tout contrôle.'



L'«*Ulster Television*» ne manque pas d'humour lorsqu'elle fait apparaître, à la fin de ses émissions, la reine Elisabeth II, pour souhaiter une nuit paisible («*peacefull night*») aux téléspectateurs irlandais. Le message frise l'injure. Et comme si ce n'était pas suffisant, la très écoutée BBC – réseau de télévision britannique – inonde les six comtés du Nord du message de paix de l'anglais John Lennon dont «*Imagine*» est encore, deux mois après sa mort, en tête du Hit Parade. Les sollicitudes britanniques envers les Irlandais en restent là. Le quotidien s'acharne et ensanglante bien autrement.

L'occupation britannique se poursuit et le retrait des troupes reste la revendication prioritaire. Seul le rapatriement des vingtcinq mille mercenaires en mission de répression en Irlande du Nord peut, en fait, être le début d'une solution politique à la guerre, tantôt ouverte, tantôt larvée, qui est menée depuis des décennies. Tel est le premier, l'indispensable pas à franchir pour débloquer le statu quo. Une issue satisfaisante n'a cependant pas encore été trouvée, alors que se fait jour, outre l'impérieuse nécessité du départ des troupes anglaises, l'urgence d'apporter une réponse aux dures conditions de détention que subissent plusieurs centaines de prisonniers républicains.

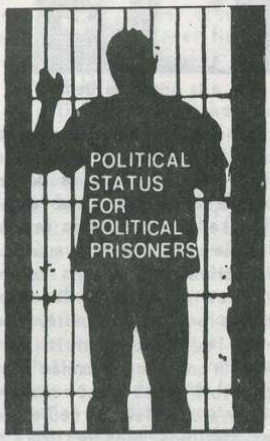
A Belfast, on a appris à continuer à vivre. Les temps de guerre sont longs et maigres. Le centre, «hyper-sûr» parce que très contrôlé, avec des barrages dressés à chaque coin de rue, permet un minimum de vie commerciale. Mais, à cinq heures du soir, magasins et édifices publics ferment, et il n'y a plus âme qui vive. Des patrouilles armées surveillent les fantômes nocturnes des palais inhabités.

Les supermen de la Loi et de l'Ordre, mitraillettes aux poings, patrons du cœur de la ville, ne s'aventurent cependant pas dans certains districts. Un vide de pouvoir est ainsi créé. C'est la voie libre pour l'auto-organisation. Les très jeunes, de 13 à 18 ans, appelés les «*Capuchons*» à cause des bonnets qu'ils portent, se réunissent en bandes qui sévissent, pour tuer l'ennui et le manque de perspectives, dans les immeubles misérables des quartiers pauvres. Des maisons abandonnées sont démantelées pièce par pièce, des gens, en particulier des personnes âgées, sont agressés et délestés de leurs maigres ressources. Les victimes qui, pour des raisons évidentes ne dénoncent pas leurs agresseurs à la police, voient les fils électriques et les canalisations d'eau de leur maison sectionnés, ou se retrouvent même privés de domicile. Aussi l'IRA n'hésite-t-elle pas, d'après ce que l'on m'a dit, à tirer à la mitraillette dans les jambes de ces gosses pour mettre un terme partiel et discutable à leurs raids.

BAS SALAIRES – COUT DE LA VIE ELEVE

Belfast est pauvre, du moins le Belfast catholique. Les causes sont historiques et ont une explication. On peut certes affirmer que la lutte de résistance, avec ses «troubles», est d'une certaine manière partiellement responsable du déclin économique. Mais la désindustrialisation qui accompagne ce déclin n'a aucunement été provoquée par les républicains.

Les bas salaires constituent incontestablement l'une des données les plus importantes de la pauvreté en Irlande du Nord. Même avec un emploi à plein temps, plus de la moitié des familles vit en dessous du seuil de pauvreté. Les bas salaires frappent un tiers des travailleurs de l'Ulster, contre un quart en Grande-Bretagne. S'il est vrai que nombre d'entre eux travaillent dans l'agriculture ou dans des secteurs industriels en déclin comme le textile, il n'en reste pas moins qu'un tiers des familles a des revenus insuffisants pour satisfaire les besoins minimum. Il est un fait que, famille catholique à part entière, la famille irlandaise est prolifique: de 5 à 7 enfants au moins.

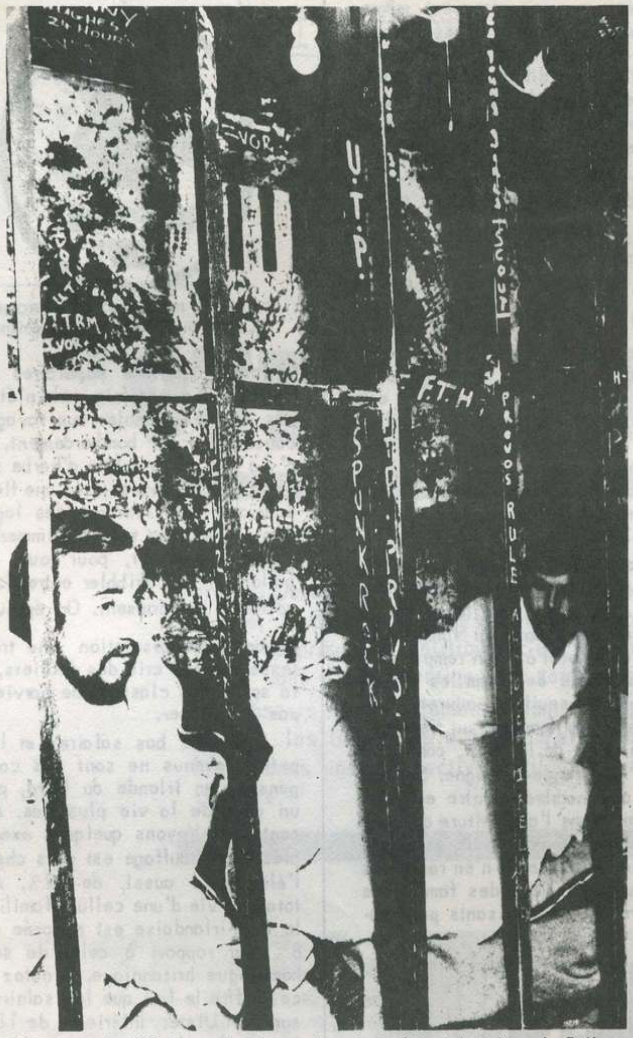


On a récemment assisté à une extension des travaux à temps partiel et saisonniers. A ceci s'ajoute un taux de chômage qui, dans certains quartiers catholiques de Belfast, atteint les 30% de la population active. Aussi une telle précarité entraîne-t-elle des conditions de logement désastreuses. Cela m'a fait penser au Montenegro yougoslave en voyant la misère de certains quartiers populaires de Belfast. D'autres fois, cela n'était pas sans ressembler aux ravages causés par un bombardement. Il n'y a pas un seul brin d'herbe sur de grandes étendues, pas une fleur souriante aux fenêtres des logements. Les rues sont une immense flaque d'eau. Et, pour jouer au ballon, il faut dribbler entre deux voitures qui passent. On éprouve devant cette désolation une tristesse que les cris des écoliers, à la sortie des classes, ne parvient pas à éloigner.

"RETRAIT IMMÉDIAT DES TROUPES"
Le logo du "Troops Out Movement"

Les plus bas salaires et les petits revenus ne sont pas compensés, en Irlande du Nord, par un coût de la vie plus bas. Au contraire. Voyons quelques exemples: le chauffage est plus cher; l'électricité aussi, de 22%. Au total, la vie d'une cellule familiale nord-irlandaise est majorée de 8% par rapport à celle de son homologue britannique. Ajoutez à ce chiffre le fait que les salaires sont, en Ulster, inférieurs de 11% à ceux des Anglais, et le tableau sera complet. Comme dans un tunnel dont on ne voit pas le bout intervient, de plus, l'endettement (le «*Payments for Debt Act*») qui réduit ultérieurement les ressources, créant la véritable et authentique misère. Il s'avère difficile de suivre l'indice d'inflation des produits de première nécessité et des services quand les salaires restent bloqués. Les marins ont, quant à eux, fait grève en janvier dernier pour obtenir une augmentation des salaires de 16%, mais le gouvernement a fait preuve de fermeté, menaçant de la fermeture de quelques trajets comme Liverpool/Belfast et d'une nouvelle charette de licenciements...

Le seuil de pauvreté peut être évité de justesse grâce à deux salaires: d'où l'importance du travail féminin. L'activité économique féminine reste substanciellement constante, malgré le déclin des secteurs traditionnels comme le textile et la confection. Pourtant, entre 71 et 77, le travail à temps partiel féminin a augmenté de 84% alors que celui à temps plein baissait de 5%. Malgré la situation économique, l'augmenta-



Membres de l'I.R.A. pendant leur greve de la faim à la prison de Belfast

tion de l'emploi féminin est en moyenne de 25 à 30 % et sa rétribution destinée à peser du même poids dans l'économie domestique. Si 16 % des femmes qui travaillent sont mariées, l'accès à un emploi pour les femmes leur est fort difficile du fait de l'impossibilité de laisser leurs enfants dans une crèche, puisque pour 72 % des enfants de moins de cinq ans, il n'existe aucune structure susceptible de les accueillir.

A WOMAN'S CHOICE

Pour les femmes irlandaises, les problèmes n'en restent pas là. Qu'en est-il de l'égalité des droits avec les hommes, de la libre utilisation des produits et moyens contraceptifs, de la libre disposition de leur corps? Pour le mouvement féministe de l'Ulster et de l'Eire, la lutte pour l'émancipation pleine et sans conditions est, bien que commencée, loin d'avoir acquis une force et une autonomie telles qu'elle puisse déjà peser sur la situation actuelle. Le mouvement se reconnaît lui-même faible. Car sur les femmes irlandaises pèse le poids de l'église catholique et de son idéologie, la charge d'une famille nombreuse, les difficultés rencontrées pour vivre sans être mariées. L'utilisation des moyens contraceptifs est sous surveillance et, je dirais presque, maudite. Pour avorter, au besoin, trois mille femmes n'ont chaque année d'autre possibilité que de se rendre en Angleterre où il leur en coûte cent livres sterlings, plus les frais de voyage et de séjour. En effet, bien que l'Ulster fasse partie du Royaume-Uni, la loi sur l'interruption volontaire de grossesse n'est pas appliquée en Irlande du Nord. «*Woman's in media*», un groupe de femmes qui a publié une brochure sur l'avortement sous le titre «*A Woman's choice*» (un choix de la femme), est investi dans une campagne nationale pour la libéralisation de l'avortement en Irlande: «*Northern Ireland Abortion Campaign*» au Nord et «*Woman's Right to Choose*» au Sud.

Mais on a l'impression que la lutte pour la libération de la femme est sacrifiée à l'exigence de la guerre contre la présence britannique. Rien de spécifiquement féminin ne s'est imposé de façon autonome sur la question de la phallocratie dans la société irlandaise.

NON PAS UNE, MAIS DEUX EGLISES A COMBATTRE

Les églises, catholique et presbytérienne, ont sur l'âme des Irlandais, la même influence nocive que celle des Anglais dans le domaine économique et politique. L'Irlande n'a jamais eu, malheureusement, sa «révolution» anticléricale et elle en a un urgent et grand besoin aujourd'hui. De fait, les deux religions ont pratiquement réussi à s'identifier totalement aux aspirations nationales: le catholicisme des Irlandais contre le protestantisme des seigneurs de l'Ulster. Et, paradoxalement, l'importance des deux Eglises a rendu plus difficile une analyse du poids de la religion sur le peuple irlandais. Le système éducatif d'Irlande du Nord, par exemple, compte 754 écoles nationales. «Nationales», en Ulster, cela veut dire protestantes. La seule matière universellement présente et considérée comme la plus importante est la religion! Le caractère unilatéral ou unidimentionnel du système n'est pas discutable. Ce n'est pas le «*Fair Employment Bill*» de 1973, la loi qui postule l'égalité des conditions d'emploi, qui peut altérer l'ordre des choses.

La hiérarchie catholique se garde bien, tout au moins officiellement, de soutenir ouvertement les républicains, en particulier l'IRA provisoire. Dans l'Eire, où l'Etat est de confession catholique, les doctrines sociales de l'Eglise ont été légitimées en 1922 pour être introduites dans la constitution de 1937. A partir de critères purement réactionnaires, l'Eglise Catholique pousse à une solution politique qui passerait par un accord au sommet. Sans se presser. Ce qui l'intéresse essentiellement, c'est de préserver son hégémonie.

BRITISH MASS-MEDIA

La persistance de l'occupation anglaise et l'impossibilité de trouver un accord qui fasse partir les Anglais sans que la guerre civile si redoutée ne se termine dans le sang sont martelées, presque sans variantes, par la presse et les organes d'information anglais. A Belfast, on dit: «*Si tu n'es pas au courant de ce qui se passe en Irlande, cela signifie que tu as regardé la télévi-*

sion anglaise, écouté la radio anglaise et lu les journaux anglais». C'est toujours la version des faits souhaitée par l'armée anglaise qui est présentée en premier lieu et avec abondance, ensuite les autres. La BBC est le principal instrument de désinformation à sens unique: actes de violence, terreur, bombes, assassinats; silence sur les causes historiques, sur les racines économiques du conflit; Eloge des troupes comme seul garant de la paix civile en Irlande. Le reste de la presse anglaise, à de rares exceptions près, a imité l'exemple de la BBC: la guerre en Ulster y est présentée comme un ensemble de «troubles» largement incompréhensibles et irrationnels. De 1969 à nos jours, la BBC a produit et montré un «code de comportement» dont on peut résumer ainsi les principaux points: soutien à l'armée anglaise et à la police (RUC), ainsi qu'à l'escalade répressive au niveau législatif; bilan négatif du terrorisme, de l'extrémisme, de l'activité de l'IRA présentée comme une bande de criminels de droit commun assoiffée de sang; couverture «responsable» (auto-censure) des troubles.

BELFAST ANARCHIST COLLECTIVE

Noël et Marie Murray qui étaient, il y a quelques années, au centre d'une campagne visant à les arracher à la pendaison, sont aujourd'hui en train de purger leur peine de travaux forcés dans un certain isolement et de très dures conditions de détention, aggravées par l'impossibilité de se rencontrer plus d'une fois par mois sous les yeux des gardiens et pour un temps très bref. La Cour Européenne des Droits de l'Homme a été saisie de l'affaire, mais ne s'est pas encore prononcée. Marie est actuellement à la prison de Limerick où, aux dernières nouvelles, elle serait seule; Noël a, quant à lui, été interné au «*Military Detention Unit*», à Curragh, la seule prison en Europe qui soit administrée par du personnel militaire. Le «*Report of the commission of enquiry into the irish penal sistem*» lui-même, présidé par le Prix Nobel de la Paix Sean Mac Bride et publié en novembre dernier, demande, dans sa résolution finale, la fermeture de la prison de Curragh.

C'est à partir d'un des comités de soutien aux Murray qu'est né le «*Belfast Anarchist Collective*» (BAC), le Collectif Anarchiste de Belfast qu'animent une bonne dizaine de camarades vivant plus ou moins collectivement et assurant une présence anarchiste à Belfast depuis plus de trois ans. Privilégiant, et c'est compréhensible, l'action de masse et le travail de propagande des idées antiautoritaires, ils développent dans l'Irlande d'aujourd'hui un discours anarchiste spécifique, à la lumière des priorités politiques générales: le retrait des troupes britanniques. Ils ont ouvert une librairie plutôt bien fournie, dans le centre de la capitale et, il faut le dire, ils sont devenus un important pôle de référence pour tous ceux qui, à Belfast et en Irlande, considérent que lutter contre les Anglais n'est pas suffisant pour modifier en profondeur les choses si l'on ne s'engage pas dans un processus de libération de la tutelle de l'Eglise et des autorités, même nationales. Ils viennent pour se rencontrer, boire un café et même manger au «*Just Books*».

Le collectif possède également une installation offset qui lui permet de réaliser la publication de brochures et revues. C'est là qu'est imprimée une grande partie de la presse du mouvement en général. Le «*From Loyalism to Anarchism*» de J.R. White, qu'ils ont publié, raconte le cheminement que même un loyaliste protestant peut parcourir vers l'anarchisme.

Dans le local du collectif se réunissent, entre autres, des groupes de femmes et des antinucléaires. Ces derniers sont mobilisés contre la recherche d'uranium en Ulster, recherche présentée comme une menace multinationale: c'est la CEE qui est accusée, en tant que promotrice et financière des explorations menées dans la région de Donegal.

L'activité la plus riche semble être cependant la rédaction et la publication régulière des «*News and Views*» (Informations et opinions) du Collectif Anarchiste de Belfast: «**Outta Control**» (*). Parvenu à son douzième numéro, suivant un rythme de parution de 3 ou 4 semaines, «*Outta Control*» est tout un programme. Non seulement parce qu'il se dit et se veut anarchiste, mais aussi parce qu'il présente ce que doit être le terrain d'agitation et d'intervention pour tous les camarades d'Irlande: la lutte contre l'Etat, les patrons, le patriarcat, l'enseignement actuel, les Eglises. Un tel programme concerne aussi les Irlandais qui ne sont pas anarchistes. C'est le problème de fond de l'Irlande d'aujourd'hui, le peuple irlandais étant soumis à une série de contrôles: contrôle des troupes anglaises à chaque coin de rue, contrôle de l'Eglise, contrôle de ceux qui se préparent, depuis cinq ou dix ans, à prendre la place des Anglais. Le discours concerne également l'IRA.

Au siège du «*Sinn Fein*», la formation politique des Provisoires, les responsables de l'organisation ne répugnent pas, même sans en cacher les innombrables difficultés, à insister, dans leurs professions de foi, sur la création d'une expérience républicaine originale étendue à l'ensemble de l'Irlande. Ils parlent de socialisme humanitaire, de rapports privilégiés avec les pays du tiers-monde (ils soutiennent, par exemple, l'offensive du Front Farabundo Marti de Libération Nationale du Salvador). Il faut préciser qu'avec l'Eglise, ce ne sera pas chose facile. Attaquer l'Eglise ou la religion catholique n'est pas très bien vu, même dans un local de l'IRA...

Le retrait des troupes britanniques n'est pas pour demain, c'est un fait. Mais c'est seulement avec leur départ que disparaîtra la priorité militaire et que de nombreux problèmes politiques et sociaux feront leur apparition avec force dans la vie des Irlandais. Pour les anarchistes, il sera à ce moment-là important d'être non seulement présents, mais aussi forts et organisés. ■

P. Paolo GOEGAN.

(*) **Outta Control**: A bas le contrôle. Expression en vogue à Belfast, tendant à exprimer à la fois le refus de toute autorité et la lutte contre tout contrôle.

● **Quelques publications:**

□ «*Outta Control*»: c/o «*Just Books*», 7 Winetavern Street, Belfast-1.

□ «*Resistance*»: c/o «*ABC Bookshop*», 7 Malborough Street, Dublin-1.

□ «*Anarchist Worker*»: c/o «*Anarchist Worker Alliance*», 36 Reuben Street, Rialto, Dublin-8.

HOLLANDE

LA BATAILLE DE NIMEGUE

Ceux qui ont suivi avec une certaine attention ce qui s'est passé en Hollande au cours de ces deux dernières années, savent que le mouvement des kraakers (qui s'est développé surtout autour des luttes pour le logement) n'est pas seulement limité à Amsterdam, même si c'est dans cette ville que jusqu'ici se sont déroulés les évènements les plus significatifs et les plus spectaculaires (*). Dans les deux dernières semaines de février, cependant, le «point chaud» des luttes s'est déplacé vers une ville peu connue, située dans le sud du pays, près de la frontière allemande: Nimègue (Nijmegen), gros centre universitaire. Les luttes qui y ont eu lieu peuvent peut-être marquer un tournant du mouvement contestataire hollandais; un mouvement radicalement antiautoritaire, auto-organisé et autogestionnaire, qui refuse les ingérences des partis, idéologies, dogmatismes et se base, par contre, sur les principes de la démocratie directe et assembléïste.

UN MOUVEMENT POPULAIRE

Il y a six ans, la municipalité de Nimègue décide d'abattre 15 bâtiments situés dans le centre-ville pour y installer un énorme parking, peu distant de deux autres déjà construits. Ce projet s'inscrivait dans un plan plus vaste prévoyant la transformation de Nimègue en un gros centre commercial pouvant desservir la région entière.

Pendant six ans, les familles qui habitent ces immeubles ont résisté à toutes les actions entreprises par la commune pour les déloger. Se voyant dans l'impossibilité de résister plus longtemps, les habitants ont enfin décidé de remettre aux kraakers les clés des appartements afin que ceux-ci tentent de continuer leur action. Ceci est un fait important et certainement positif car, si d'une part il peut laisser présager une sorte de mécanisme de délégation dans le conflit à un groupe de «spécialistes», il témoigne d'autre part que le mouvement des kraakers jouit encore de la sympathie et de la confiance des gens, pour lesquels il constitue un pôle de référence sûr au sein d'une lutte plus vaste pour le droit au logement. Et ceci malgré toutes les tentatives de l'Etat et des mass-média visant à criminaliser et à isoler le mouvement kraaker, en tenant pour seul discours celui de la violence.

C'est donc autour du 15 février et face à l'annonce d'une imminente intervention dure de la police que les kraakers décident de bloquer toute la zone: on construit des barricades hautes de plusieurs mètres, les rues sont dépavées et toute une partie de la ville devient ainsi «territoire libéré» dans lequel aucun policier ne peut mettre les pieds. La réaction de la population, malgré les craintes des kraakers eux-mêmes, est enthousiaste: des milliers de personnes de tous âges viennent témoigner de leur solidarité et de leur sympathie aux camarades en lutte.

S'engage alors la plus gigantesque opération policière que la Hollande ait jamais connu: 2.000 hommes de la police municipale, nationale et militaire, d'autres des unités mobiles (M.E., correspondant à nos brigades d'intervention rapide) avec des camions blindés pour le transport des troupes, de chars blindés «*Léopard*» transformés en bulldozer, des camions-grues (tout le matériel fourni par l'armée), entourent la ville et commencent à cerner de façon de plus en plus étroite la zone libérée. Lundi matin, 23 février, à 5 heu-

res, commence l'assaut final qui ne prend pourtant pas par surprise les camarades: devant les barricades, il y a un mur humain formé par des centaines de manifestants assis au sol et sans aucun moyen de défense. L'assaut de la «maréchaussée» (équivalent de nos CRS) est d'une telle brutalité qu'elle impressionnera même la presse et l'opinion publique «modérée». De l'hélicoptère qui dirige les opérations sont lancés des tracts au contenu clairement terroriste: on y avertit que la police a reçu l'autorisation de tirer si les manifestants font usage de cocktails molotovs, bombes incendiaires ou armes. La défense des barricades dure deux heures; les kraakers, dont bon nombre sont grimpés sur les toits des maisons avoisinantes, lancent des pierres, res ou armes. La défense des barricades dure deux heures; les kraakers, dont nombreux sont ceux grimpés sur les toits des maisons avoisinantes, lancent des pierres, des bouteilles, etc., et incendient les barricades, tandis que la police fait largement usage de gaz lacrymogènes et vomitifs en tir serré et tendu à hauteur d'homme (un manifestant au moins a été blessé par une grenade en pleine course). Pour justifier d'éventuelles «bavures», la police fait diffuser l'information (démentie peu après) que les manifestants faisaient usage de cocktails et d'armes à feu.

Peu à peu, les kraakers sont repoussés, les barricades démolies et les maisons occupées prises d'assaut. Le bilan est lourd, même si officiellement on ne parle que de 8 policiers blessés, 5 chez les manifestants et 5 arrestations; mais le service médical organisé par les kraakers parle de 60 blessés au moins parmi les camarades et la population.

Mais la «bataille de Nimègue» n'est pas finie! En fait, pendant la journée commencent à affluer kraakers et sympathisants de toute la Hollande. Entre temps, les kraakers passent à l'offensive, s'affrontant sporadiquement à plusieurs reprises à la police et organisant cortèges et manifestations.

Le jour suivant, mardi, 10.000 personnes défilent dans les rues de la ville: un officier de police est molesté et les vitrines de dizaines de banques, magasins et grandes surfaces volent en éclats.

Mercredi, on enregistre d'autres manifestations, avec des attaques contre les symbôles de la spéculation et du pouvoir ainsi que de durs affrontements avec les forces de l'ordre.

Jeudi, 15.000 manifestants cernent le siège du conseil communal où se déroule un débat sur l'intervention policière: les fenêtres et les portes vitrées du palais municipal sont l'objet de jets de pierres.

DES JOURNEES IMPORTANTES

Mais au-delà de la chronique, ces journées seront importantes, non seulement pour les kraakers, mais aussi pour les autres mouvements de contestation sociale existants en Hollande, comme l'anti-nucléaire et l'anti-militarisme: les tabassages qui se font de plus en plus brutaux, les assauts toujours plus féroces, les gaz lacrymogènes, les lances à eau, les blindés employés de façon plus intensive, les provocations terroristes de la police, les tentatives de criminalisation, sont en train d'ébranler rapidement les principes non-violents et pacifistes qui caractérisaient ces mouvements. En fait, jusqu'ici, la force n'a été utilisée qu'en auto-défense individuelle et elle s'est limitée aux pierres, bâtons, bouteilles vides: il existe encore une forte résistance psychologique aux affrontements avec cocktails molotovs qui ne sont utilisés qu'en de rares occasions.

Le débat, engagé dès à présent, sur le passage de l'auto-défense passive à l'auto-défense active recevra une contribution très importante de l'expérience de Nimègue. Et un autre élément actuellement en discussion, avancé surtout par quelques groupes anarchistes, deviendra lui aussi extrèmement important: celui de la liaison entre ces problèmes et ceux portant sur les conditions de travail et du chômage, afin de créer un lien solide avec la situation sociale et d'éviter le risque d'un isolement progressif. ■

I. RUBIO.

(*) Voir «*Agora*» n° 3.

URSS LIBERTAIRES ET GOULAG

Il y a actuellement dans les prisons ou les camps soviétiques six camarades anarchistes ou proches internés pour motifs politiques. Voici quelques renseignements à leur sujet, transmis par le Collectif d'«**Iztok**».

Ces camarades sont emprisonnés en URSS, aux côtés d'autres prisonniers politiques soviétiques avec lesquels nous pouvons, certes, avoir des divergences. Mais il va de soi que tous ont droit à notre solidarité face à la répression et attendent notre soutien.

E.: **Son nom ne peut pas être rendu public car, pour éviter une répression trop forte, il se présente comme un défenseur des droits de l'homme. Il est né en 1930 en Ukraine. Il a été emprisonné pour la première fois au début des années 60 pour «propagande anti-soviétique». Libéré en 1971, il est de nouveau condamné en 1974 à 10 ans de camp pour le même motif. Il est actuellement dans un camp à régime sévère, et il doit être libéré en 1984.**

Alexandre SKOBOV: **C'est l'un des principaux animateurs de l'«Opposition de Gauche» de Léningrad. Il se définit lui-même comme anarcho-socialiste, proche du jeune Marx et hostile à toute violence. Né en 1958, Skobov était l'animateur d'une «commune» à Léningrad qui deviendra vite le centre de l'Opposition de Gauche. Ce groupe publia trois numéros d'une revue samizdat et voulut organiser une conférence nationale des groupes de gauche. La répression a mis fin à ses activités à l'automne 1978. Skobov, alors étudiant en histoire à l'Université de Léningrad, a été arrêté le 14 octobre 1978 avec plusieurs autres personnes. Accusé en vertu de l'article 70 du code pénal de la RSFSR (agitation et propagande anti-soviétique), le tribunal l'a condamné le 16 avril 1979 à l'internement psychiatrique forcé de durée indéterminée. En été 1980, Skobov a fait savoir depuis l'hopital psychiatrique n°3 de Léningrad où il est détenu qu'il adhérait au SMOT, le syndicat libre d'URSS.**

Alevtina KOTCHNEVA: **Membre des «communards-révolutionnaires» et arrêtée en même temps que Mikhailov et Stassevitch, pour les mêmes raisons. Elle a été condamnée à 1 an et 3 mois de camp à régime sévère, peine confirmée en appel. Elle doit être libérée en mai 1981.**

Alexis KHAVINE: **C'est un membre de l'Opposition de Gauche qui faisait partie de son aile anarchiste. Né en 1959, il a été interné quelques temps de force dans un hopital psychiatrique en 1977 pour avoir distribué des œuvres de Kropotkine, alors qu'il était encore lycéen. Après avoir refusé de déposer contre son ami Skobov lors de son procès, il a été arrêté le 19 avril 1979. Amené au commissariat, il a été fouillé mais on n'a rien trouvé sur lui. On l'a fait se déshabiller et, en son absence, on a trouvé de la drogue dans ses vêtements. Inculpé selon l'article 224 du code pénal (fabrication ou vente de drogue), il a été condamné en août à 6 ans de travaux forcés. Il doit être libéré en 1985.**

Alekseï STASSEVITCH: **Membre des «communards-révolutionnaires» et arrêté en même temps que Mikhailov. Musicien, poète et artiste peintre, il vivait aussi dans la même communauté que Mikhailov. Le 25 décembre, il a été condamné à 3 ans de camp à régime sévère, peine confirmée en appel le 15 février 1980. Il a aussi refusé de se reconnaître coupable. Il doit être libéré en 1983.**

Vladimir MIKHAILOV: **Il est membre du groupe des «communards-révolutionnaires», un groupe clandestin de tendance anarchiste de Léningrad. Mécanicien dans une entreprise d'installation de systèmes de réfrigération, il vivait depuis 1975 dans une communauté de Léningrad. Le 7 octobre 1979, il est arrêté avec deux autres personnes pour avoir écrit des slogans sur les murs et collé des tracts («La démocratie, pas la démagogie», «A bas le capitalisme d'Etat», les affiches demandaient «un ordre simplement antiautoritaire» et s'opposaient au mal sous la forme de «la famille, la propriété privée et l'Etat»). Il a été condamné le 25 décembre à 3 ans de camp à régime sévère, peine confirmée en appel le 15 février. Il a refusé de se reconnaître coupable. Il doit être libéré en 1983.**

SUISSE

ZURICH EN FEU !

CINOCHE

«Zurich en feu!», tel est le titre d'un film (durée: une heure et demi) entièrement consacré aux luttes de Bewegig (printemps 1980-début 81). Les auteurs en sont les copains-cinéastes de la coopérative Video-Ladin de Zurich. Le film est actuellement projeté dans toute la Suisse, en circuit soit commercial, soit «alternatif». Il reçoit partout un bon accueil de la part d'un public nombreux et enthousiaste. Pour le voir, nous avons franchi la frontière entre la Lombardie et le canton Tessin (frontière des plus artificielles, puisque la même langue est parlée de part et d'autre), pour nous rendre à Balerne.

Dans cette petite commune, située près de Chiasso, fonctionne depuis quelques mois, l'Association culturelle populaire. Ce centre libertaire polyvalent comprend une librairie, un centre de documentation, une petite imprimerie, un bon restaurant (produits biologiques à bas prix) et une salle de spectacles. Celle-ci était comble; on refusait même du monde. Deux camarades zurichois informèrent sur les derniers développements du mouvement et projetèrent le film. Si la qualité des images laisse parfois à désirer (ceci ne concerne évidemment pas les scènes de manifestations tournées en direct), la façon de poser le problème reste excellente et permet de saisir le contexte et les causes de cette agitation. On a pu remarquer l'adhésion spontanée et massive des jeunes aux diverses actions. De même, nous, qui sommes des spectateurs incurablement «sectaires», avons été frappés par l'omniprésence du «A» cerclé, sur les pancartes, les murs, les banderoles, et même dessiné sur les corps des manifestants en veine de streaking.

L'une des séquences nous a particulièrement diverti: la télé nationale avait organisé un débat auquel participaient les principaux représentants des autorités zurichoises et deux camarades du Bewegig. Ces derniers, élégamment vêtus, impeccables, ont déconcerté tout le monde en se faisant, paradoxalement, les porte-paroles de positions ultra-conservatrices sur la jeunesse révoltée. Se lamentant sur le laxisme des autorités, ils ont réclamé l'intervention de l'armée et le remplacement des gaz lacrymogènes par le napalm, etc. A ce moment-là, les têtes du préfet, du maire et des autres autorités débordées sur leur droite, valaient le coup d'œil. Une leçon magistrale sur la contre-utilisation que l'on peut faire des médias.

Projeter «Zurich en feu!» à l'extérieur de Suisse serait certainement intéressant.

* * *

C'est une entreprise malaisée que de chercher à comprendre où ont pu prendre naissance les évènements qui ont surgi et se sont développés à Zurich ces quelques mois. D'autant plus difficile en l'absence de contacts ou de références affirmées avec d'autres situations passées ou présentes. D'ailleurs, les acteurs eux-mêmes, les jeunes de cette ville symbole du capitalisme moderne, n'avancent pas d'explications satisfaisantes.

Zurich n'est pas une très grande cité (elle n'atteint pas le million d'habitants). Plutôt qu'une mégapolis industrielle, c'est un centre essentiellement commercial. L'immigration, considérable comme dans toute la Suisse, s'y est installée progressivement depuis l'après-guerre. C'est pourquoi la ville n'a pas connu un développement chaotique semblable aux autres cités européennes, et que le prolétariat urbain ne s'y trouve pas relégué dans des quartiers périphériques en marge de la vie sociale. L'impression dominante est celle d'un bien-être diffus et dans la communauté de jeunes étudiants où nous logions, le confort régnait.

Quel est le grain de sable qui a enrayé cette puissante machine où l'Etat-providence reste le modèle de nos gouvernants et de nos politiciens? Que veulent ces révoltés aux cheveux longs, dont les visages semblent sortir d'un reportage sur 68, et qui osent, dans un geste sacrilège, faire voler en éclats les luxueuses vitrines de la Bahnofstrasse?

Le soir même de notre arrivée, alors que nous passions devant le

Centre de jeunes, lieu de naissance et symbole du conflit, nous avons commencé à comprendre. Le bâtiment est entouré de barbelés de plus d'un mètre de haut, tels ceux qui ont été installés autour de Seveso, zone contaminée. Les murs couverts de graffitis, les vitres brisées, témoignent des accrochages de ces derniers mois. Rappelons brièvement l'histoire de ce «*Centre autonome des jeunes*» (Autonomes Jugendzentrum) ou AJZ, sigle qui, peint sur les maisons, crié dans les manifestations est devenu le slogan premier du mouvement (*). Depuis l'automne 79, manifestations et agitations se multipliaient. En mai 80, finalement, les autorités municipales concèdent le Centre. Très vite, les jeunes zurichois y déployèrent, de façon autonome, une intense activité culturelle et politique. Deux mois et demi après son ouverture, à la suite d'une perquisition policière qui saisit quelques grammes de haschich et une seringue, les autorités décident la fermeture du Centre. Dès lors les actions se succèderont à un rythme ininterrompu, sans résultats, malgré l'espoir de réouverture présent chez tous les jeunes.

Deux forces se retrouvent face à face. D'une part, l'administration municipale, très dure, qui n'est pas disposée à céder sur les points en litige et qui s'appuie sur une police fortement organisée et très dissuasive. D'autre part, un mouvement jeune, spontané, vivant, créatif, mais totalement inorganisé, ce qui exprime une tendance libertaire très certainement positive, mais ce qui crée également de nombreux problèmes tactiques lors des conflits directs.

Ce mouvement («*Bewegig*») n'a pas de siège et ne se réfère à aucun groupe en particulier. Dans la «*Volkshaus*», théâtre qui leur a été prêté on ne sait à la suite de quelle intervention miraculeuse, les jeunes se rassemblent périodiquement en assemblées où sont prises les décisions nécessaires. Des tracts, au tirage non négligeable sont publiés. Mais, pour le reste, tout est spontané et les jeunes que nous avons rencontré sont à l'opposé des militants-soldats de la révolution que nous connaissons par ailleurs.

Au sein du mouvement, tous les styles se côtoient: les gauchistes (en petit nombre), les «baba cool», les «punks» au blouson de cuir et broches métalliques, les «minets» piliers de discothèques. Nous savons par expérience que les moments chauds attirent, ne serait-ce que par mode, toutes sortes de gens. Ici, la diversité des éléments (étudiants, travailleurs, chômeurs) favorise en permanence un bouillonnement d'idées créatrices et souligne l'existence d'un réel courant libertaire, anti-institutionnel. Aujourd'hui, un tel mouvement est un phénomène unique en Europe.

Mais il faut également noter les deux problèmes fondamentaux rencontrés par le «*Bewegig*» et qu'il devra résoudre sous peine de mettre en péril, non seulement sa spécificité, mais son existence même.

L'absence d'abord de références idéologiques et d'une culture propre au mouvement peut entraîner une récupération de l'ensemble au profit de groupes qui n'ont rien de commun avec les revendications des jeunes mais qui, par contre, en chevauchant le tigre du mécontentement généralisé, peuvent tenter une intégration institutionnelle de la révolte. Ces récupérateurs possibles sont issus de groupes d'intellectuels progressistes jouant les pères compréhensifs et ayant des liens avec un PS (social-démocrate) qui campe dans l'opposition. A la recherche d'une médiation pacifique et réformiste avec l'autorité, ils déploient un discours non-violent qui rencontre un écho certain dans de larges secteurs du mouvement.

Le second problème, bien plus réel que le précédent, est celui de

«Nous sommes les cadavres de la culture de la ville».

LA NATURE DU MOUVEMENT

On assiste à Zurich, comme en d'autres régions d'ailleurs, à l'émergence d'une nouvelle couche sociale qui rassemble les jeunes en rupture avec leur milieu (bourgeoisie, prolétariat). Ils recherchent de nouvelles bases sociales, un nouveau code de valeur, une nouvelle culture. Ils essaient de créer dès aujourd'hui, sans attendre la révolution, de nouveaux rapports entre eux (communautés, etc.). Pour acquérir leur identité, ceux qui font partie de cette nouvelle couche sociale ont besoin, tout comme la bourgeoisie ou le prolétariat (les maisons du peuple), de leur espace à eux. C'est pourquoi ils revendiquent des centres autonomes.

Il serait faux d'enfermer le phénomène dans le traditionnel schéma de conflits entre générations. Il s'agit de quelque chose de plus complexe et de nouveau, ce qui inquiète non seulement les bourgeois mais aussi la gauche traditionnelle.

L'identité du mouvement et de la nouvelle couche sociale en émergence est encore loin d'être claire. Il y a eu en fait une alliance de différentes forces sociales:

— les «spontis» qui se sont retrouvés en 1978 dans l'occupation du Schindlergut (maison de jeunes qu'ils voulaient rendre autonome) et en février 1980 dans une manifestation contre l'occupation de l'Afghanistan avec déjà 400 personnes.

— les jeunes prolétaires suisses et immigrés (surtout italiens) qui se retrouvent dans les concerts rocks.

— les «alternatifs» qui vivent en communautés et créent des coopératives telles que réparation de meubles, restaurants, architecture et construction, etc.

— les petits trafiquants de H et de marijuana qui refusent le travail et se débrouillent avec leurs combines.

— les militants des diverses organisations de gauche et d'extrême-gauche. *(L'aile gauche du parti socialiste s'était portée garante l'été dernier de la gestion du centre autonome de la Rote Fabrik.)*

Cette diversité ne facilite pas le choix des options pour la suite du mouvement. Il ne s'est pas créé de nombreux groupes de quartier, ni de collectifs.

En revanche,, le mouvement a favorisé une certaine impulsion au niveau culturel: poésie, roman, peinture. Il y a maintenant plus de jeunes travailleurs qui s'expriment.

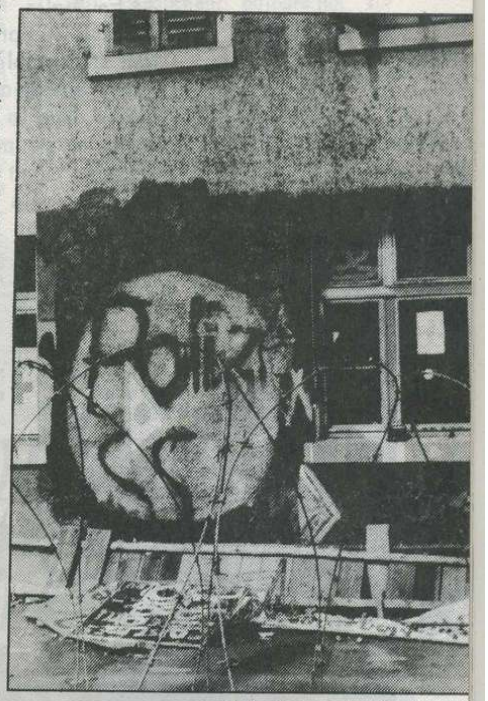
la spontanéïté à tout crin du mouvement. Actuellement, la capacité de coordination, mais aussi la volonté d'offrir une alternative, font défaut au «*Bewegig*» zurichois, et ce sont là ses points faibles.

Nous n'en voulons pour preuve que le déroulement des manifestations, véritables jeux de «gendarmes et voleurs» avec poursuites dans les avenues du centre de la ville, et qui se prolongent tard dans la nuit. La technique en est simple. On se rassemble en un point quelconque de la ville et on bloque la circulation. Quelques minutes plus tard c'est l'arrivée des fourgons de police, avec lacrymogènes et canons d'arrosage. Tout le monde prend alors la fuite à toutes jambes et chacun pour soi. Quelques-uns arrivent à se regrouper dans un autre lieu et le jeu reprend. Cette tactique a pour conséquence une diminution des forces et une dispersion telles qu'à chaque heurt (les manifestants étant moins nombreux, les risques de chacun augmentent) la police peut décider, elle-même, de quel côté elle laissera fuir ses adversaires et où elle pourra les arrêter. Voilà une des raisons qui expliquent l'échec de ces nombreux mois de lutte: le centre des jeunes est toujours fermé.

Quelques mots pour tenter de caractériser politiquement le «*Bewegig*». Par les problématiques anti-autoritaire et anti-institutionnelle développées, c'est un mouvement sans aucun doute libertaire. Mais avec quelque chose de plus. Certes on trouve des «A» cerclés dans tout Zurich: badges, murs, tracts... Il y domine un refus généralisé et spontané de tout type de délégation et de représentativité, fussent-elles charismatiques. C'est un mouvement sans leaders. Au cours des assemblées, il n'y a ni président, ni animateur, ni temps de parole: on se met en rang derrière le micro et on attend son tour. Mais, au sens strict, il n'y a, pour le moment, aucune connotation anarchiste qui s'en dégage. Ceci peut sans doute s'expliquer par l'absence absolue d'un courant d'unification, par le manque de débat et de théorisation. Nous nous trouvons plutôt en présence d'une praxis anarchiste spontanée. Mais le fait qu'il s'agisse d'un mouvement récent, sa vitalité, sa fraîcheur, devraient lui permettre d'acquérir une expérience et une maturité capables d'affermir sa cohérence et son efficacité. ■

Marco CONFORTI
Mauro de CORTES

(*) Voir «*Macht aus dem staat gurkensalat!*» dans «*Agora*» nº 3.



Le Centre de jeunes, fermé par la police

DES PROCES À LA PELLE

Les quelque 750 procès (sur 1200 arrestations) ont commencé début janvier. La plupart des inculpés sont défendus par l'Answalt Kollektiv (Collectif juridique). Les prévenus risquent chacun entre 200 et 500 Fr. d'amende (sans compter les frais qui vont être gratinés dans certains cas) pour émeute, désordre sur la voie publique, opposition à la police. Quelques-uns ont déjà fait plusieurs jours ou semaines de prison. C'est notamment le cas de Didi et Flouflou qui ont un peu... balancé un flic à la Limmatt et qui pour cela ont d'abord été accusés d'homicide volontaire.

Des listes noires circulent parmi les employeurs (ça vous étonne? Ah bon!). On ne sait pas exactement combien de manifestants ont perdu leur place de travail. Mais on sait qu'il y a plusieurs centaines de jeunes (souvent entre 16 et 18 ans), qui sont en conflit avec leurs milieux familial et professionnel et n'ont donc plus ni travail, ni domicile fixe. Cela ne va pas sans problèmes pour les communautés qui les hébergent. La répression contre les jeunes, en bloquant l'espace social ne fait qu'amplifier la fuite vers les drogues.

CHILI SOLIDARIDAD

Depuis la prise du pouvoir par la Junte militaire chilienne, nous avons reçu de nombreuses informations soulignant les souffrances endurées par la population et dénonçant la politique homicide menée par le régime. A petites doses certes, nous sont également parvenues des nouvelles de la résistance engagée contre la répression en particulier par les travailleurs. Les médias sont naturellement plus enclins à susciter la pitié qu'à offrir des exemples du courage du peuple chilien. Pourtant, la résistance existe et se développe, à travers des grèves, des agitations diverses, et la formation d'organismes de coordination et d'extension des luttes. Le CODES (Comité de défense des droits syndicaux) est le plus important de ceux-ci. Le leader du CODES, Clotario Best, est l'un des fondateurs de la CUT (Centrale unique des travailleurs), qui fut le plus important des syndicats avant le coup d'état de 73.

Tout au long de l'histoire chilienne, les travailleurs anarchistes n'ont pas cessé de jouer un grand rôle au sein du mouvement ouvrier, depuis les premières sociétés ouvrières de secours mutuel en 1850, en passant par les IWW des années 20, jusqu'à la fondation de la CUT en 1953, qui fut le résultat d'une fusion entre organisations anarcho-syndicalistes et réformistes.

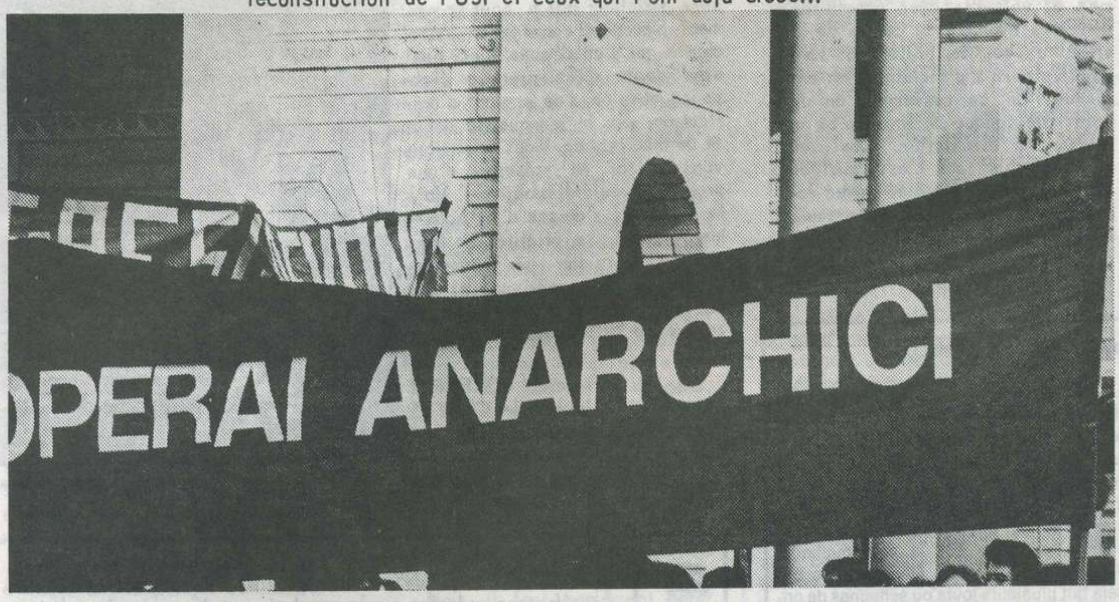
Aujourd'hui, organisés spécifiquement dans des Comités de Relations Libertaires, ils occupent une place importante au sein du CODES, en étant présents dans tous les secteurs du mouvement ouvrier, et surtout dans les «barrios» (bidonvilles des périphéries urbaines) de Santiago, San Antonio et Talca. Ils y développent l'action directe et suscitent des luttes autonomes en marge des actions menées par socialistes et communistes qui visent à installer leur hégémonie sur le mouvement afin d'accéder au pouvoir.

Mais, bien sûr, à mesure que se développent les luttes ouvrières, la répression augmente. Elle a maintenant pris pour cible le CODES et nos camarades. A la suite du meurtre de Roberto Vergara, responsable de la sécurité, en juin, plus de mille personnes ont été arrêtées dans la seule ville de Santiago, parmi lesquelles un grand nombre de travailleurs libertaires. La plupart d'entre eux ont été relâchés, mais certains sont encore en prison aux côtés de gens détenus depuis 9 ans. Beaucoup de prisonniers ont été frappés, torturés; d'autres ont mystérieusement disparus. Pour leur venir en aide, le mouvement libertaire international a lancé une campagne de solidarité visant à recueillir des fonds et à faire pression sur le gouvernement chilien. Dans cette perspective, la Fédération Syndicale Norvégienne (NSF, anarcho-syndicaliste) peut déjà se prévaloir d'un soutien important au sein du mouvement norvégien. ■

A. KOGAN.

ITALIE

En Italie, les anarcho-syndicalistes ont reconstruit leur centrale historique: l'«**Unione Sindacale Italiana**» (U.S.I.). Non sans problèmes d'ailleurs, car les libertaires italiens sont loin d'être unanimes en cette affaire et chacun des courants trouve dans la reconstruction de la CNT d'Espagne des arguments en sa faveur. Et puis, une crise interne a provoqué une scission avant même sa création tant et si bien qu'aujourd'hui deux secteurs se font face: les partisans d'un processus de reconstruction de l'USI et ceux qui l'ont déjà créée...



ANARCHO-SYNDICALISME A L'ITALIENNE

BREF RAPPEL HISTORIQUE

L'Union Syndicale Italienne, créée en 1912 à partir des Comités d'Action Directe et qui allait rapidement s'implanter dans toute l'Italie, atteignit le demi-million d'adhérents dans l'entre-deux guerres. Son influence la plus notable apparaîtra au cours du fameux «bienio rojo» (1919-1920). Cette expérience qui réunira divers secteurs révolutionnaires italiens et où se donnèrent la main Gramsci et Malatesta, devait finir par être écrasée par l'intervention décisive des socialistes (1).

Le reste sera fait par la dictature fasciste et la guerre à la suite de laquelle il est décidé de ne pas reconstruire l'USI afin de jouer la carte de l'unité des travailleurs. Ce qui allait survivre avec une bonne influence, bien qu'avec des divisions insurmontables, sera un mouvement spécifiquement anarchiste (2).

TROIS COURANTS POUR LA RECONSTRUCTION

Il faut dire, tout d'abord, que les évènements d'Espagne ont joué un rôle dans cette volonté de reconstruction. La renaissance de la CNT fut probablement le révélateur de l'inefficacité du mouvement anarchiste spécifique qui était la seule chose existante. Un mouvement qui était parfaitement capable de mener des campagnes de soutien aux détenus (comme ce fut le cas pour l'affaire Valpreda) mais qui n'avait que peu de présence réelle dans le monde du travail. La prise de conscience de ces limites, ressenties par à peu près tout le monde, fut à l'origine d'une série d'expériences du style Noyaux Libertaires d'Usine (Nuclei Libertari di Fabbrica) qui virent le jour au nord du pays, surtout à Milan (Alfa-Romeo, Fiat) et qui impulsèrent une intervention spécifique sur les lieux de travail.

A un autre niveau, du côté de Rome, on avait plutôt tendance à prôner la relance des organismes de base des syndicats, surtout les conseils d'usine. C'est-à-dire en revenir à une utilisation anti-autoritaire des conseils, considérés comme une structure démocratique de représentation de la classe ouvrière. Il s'agissait de combattre l'hégémonie des syndicats réformistes dans les structures de base.

La troisième tendance, qui vit le jour à Florence avant même la reconstruction de la CNT, s'affirmait clairement anarchosyndicaliste. Il s'agissait là d'une volonté de reconstruire une opposition syndicale libertaire structurée au sein des syndicats réformistes. Son organe d'expression était le journal «*Per l'Azione Diretta*».

Ces trois courants, ayant chacun son propre passé de lutte, allaient se rencontrer de façon informelle à l'occasion des journées libertaires de Barcelone en juillet 77, organisées par la CNT. Et

c'est au cours du Congrès de la FAI (Fédération Anarchiste Italienne) à la fin août de la même année, qu'est adoptée une motion pour un processus de reconstruction de l'USI. Comme le reconnaîtront par la suite plusieurs de ses militants, au départ l'intention était de relancer l'USI à travers la FAI. Les colonnes de son hebdomadaire «*Umanità Nova*» font alors une large place au débat.

C'est ainsi qu'allait être convoquée, à Livourne, le 11 décembre 77, une assemblée pour un «comité national promoteur provisoire» à l'initiative de groupes de Rome de la FAI. Au cours de la rencontre, les positions des «romains» devaient être durement critiquées par une grande partie des assistants et deux thèses finissaient par s'affronter. Celle de militants de Rome qui voulaient engager immédiatement la reconstruction de l'USI en partant des groupes spécifiques. Ceux de Florence proposaient une reconstruction progressive, à la base, en créant des pôles locaux de regroupement qui se coordonneraient peu à peu.

La I° Rencontre Nationale des Travailleurs pour l'USI (Rome, 22-23 avril 78) regroupa quelques 400 personnes dont une moitié déléguées par des collectifs locaux. Les deux tendances s'opposèrent une nouvelle fois mais il fut décidé de reporter à plus tard le problème de la reconstruction formelle de l'organisation et décision fut prise de créer des «*Uffici di consultazione sindacale*», sortes d'unions locales, structurées par secteurs, pour commencer à intervenir dans les luttes. A partir de là, un intense travail devait démarrer, notamment à l'occasion de trois conflits qui éclatèrent en Italie en 78 :

- la grève d'Alitalia – hôtesses et personnel de vol – où il s'agissait de pouvoir négocier avec le patronat en marge des syndicats «représentatifs». Avec cette grève, les travailleurs obtenaient une négociation autonome menée à bien par un organisme de coordination créé dans la lutte.
- la grève dans l'enseignement qui toucha 60.000 travailleurs de 57 provinces. Afin d'éviter que le ministère ne refuse de négocier en arguant l'inexistence d'un organisme représentatif, les grévistes constituent une «Coordination des Travailleurs précaires et personnel non-enseignant» qui rédigeat des statuts et les fit enregistrer.
- la grève dans la Santé qui toucha, à Florence, 90% du personnel de ce secteur.

La II° Rencontre Nationale des Travailleurs pour l'USI (Gênes, 25-25 novembre 78) vit surgir deux motions totalement opposées. La première semblait tout ramener à un problème de reconstruction nationale à travers la création d'un secrétariat national. La seconde jouait la carte de la flexibilité, laissant à chaque localité le temps de s'implanter et de choisir le moment opportun pour apparaître en tant que USI. Face à l'impossibilité de trouver un terrain d'entente et en l'absence d'accord sur les modalités de vote, la situation était bloquée. La rencontre se termina par un simple accord de principe afin de laisser à chaque localité le soin de discuter les deux motions et de reporter le vote à la rencontre suivante.

LE FOND DU PROBLEME

Depuis plus de trois ans, une partie des libertaires italiens est donc investie dans ce processus de reconstruction qui ne va pas sans poser des problèmes. Tout d'abord parce que certains courants du mouvement spécifique considèrent que le syndicalisme – même celui qualifié d'anarcho – est contre-révolutionnaire. Parmi ces antisyndicalistes, on trouve des militants regroupés autour de la revue «*Anarchismo*», plutôt partisans d'une action spécifiquement anarchiste dure, voire armée. Il y a aussi ceux qui, regroupés autour de «*Comunismo Libertario*», reprochent aux anarcho-syndicalistes de se couper du mouvement réel et souhaitent au contraire intervenir dans le mouvement autonome en y impulsant une TCL (tendance communiste libertaire).

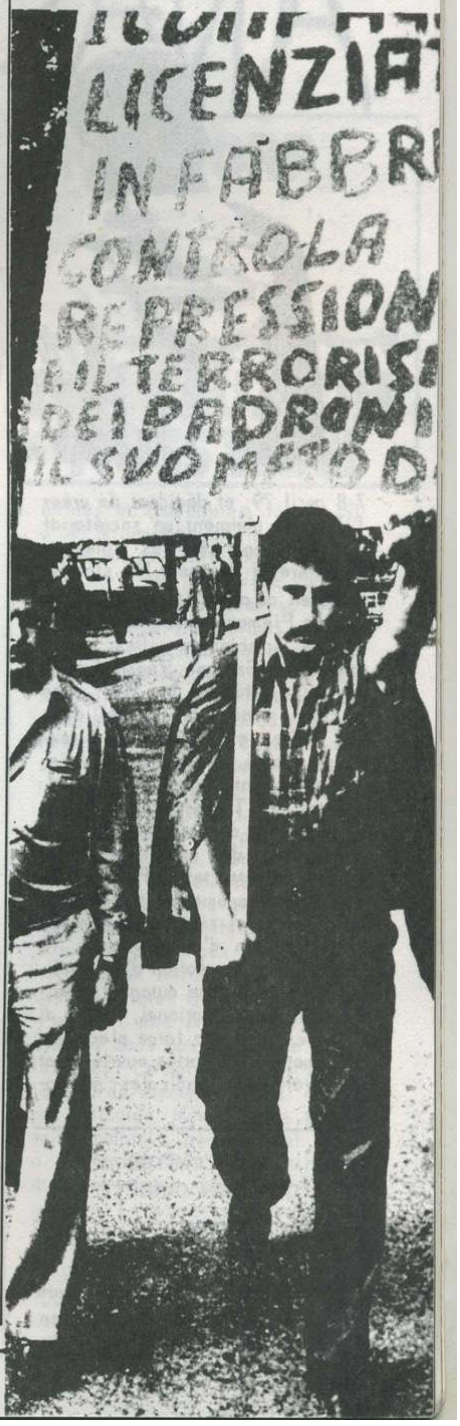
Quant aux partisans de la reconstruction de l'USI, nous avons vu les deux thèses qui s'affrontaient sur des problèmes purement organisationnels. En fait, il semble bien que le fond du problème soit ailleurs. Les divers courants qui convergent vers ce processus ont des conceptions différentes et des expériences propres. Pour le secteur qui va finir par créer officiellement l'USI, il s'agit de reprendre l'expérience historique de cette organisation syndicale, d'impulser un syndicalisme révolutionnaire dans lequel seraient représentées diverses tendances du mouvement ouvrier et qui interviendrait de façon privilégiée sur les lieux de travail. Ces militants se prononcent pour un syndicalisme de masse autogestionnaire.

Ce qui peut caractériser le mieux l'autre secteur, c'est une certaine conception de l'anarcho-syndicalisme qui tenterait de dépasser le dilemme : organisation syndicale/organisation globale, en intervenant sur toute une série de fronts de lutte.

Deux conceptions différenciées qui débouchent aujourd'hui sur deux structures organisationnelles différentes.

L'UNION SYNDICALE ITALIENNE

Au cours des dernières semaines de 78, cinq ou six groupes de la FAI étaient expulsés de cette organisation pour des raisons internes. Il semble que le fait que ces groupes soient ceux qui s'étaient prononcés pour une reconstruction immédiate de l'USI ne soit pas pour rien dans cette «affaire». Bref, des militants de Rome, de Gênes et d'autres localités se réunissent à Parme, les



7-8 avril 79, et décident de créer l'USI. Ils nomment un secrétariat national, légalisent les sigles au Ministère et déposent les statuts.

Bien qu'ayant laissé en marge tout le Piémont, avec Turin; Milan et les principales villes industrielles (Bologne, Reggio-Emilia Florence, Naples, les Iles...) ce secteur mène une activité dans les boîtes et structure ses secteurs: Santé, Métallurgie, Chimie, Enseignement, Fonction publique, Postes et Télécommunications... Il maintient des relations privilégiées avec des organismes autonomes de lutte tel la FALPI (Fédération autonome des travailleurs des postes et télécommunications d'Italie) afin d'avancer dans le processus de création d'un syndicalisme de masse autogestionnaire. Son organe national, «*Lotta di Classe*», fait une large place aux informations de luttes ouvrières et de pratiques syndicales autonomes.

LES COMITES D'ACTION DIRECTE

A l'initiative des groupes de Milan, Florence, Venise et Naples allait sortir la revue théorique «*Autogestione*» qui en est aujourd'hui à son sixième numéro. Elle se donne pour tâche de former les militants et d'être, en même temps, un outil de divulgation vers l'extérieur des thèses anarcho-syndicalistes. Avec un tirage de 4.000 exemplaires et comptant sur 1.500 abonnés, elle est devenue, aux côtés de plusieurs bulletins locaux et de secteurs, l'organe officieux des Comités d'Action Directe qui se sont créés à Bologne à la fin 78.

Actuellement, ces comités en sont à un processus d'implantation sur les lieux de travail, les quartiers, afin de regrouper les forces capables, à terme, de s'organiser en syndicat. Organisationnellement, les Comités d'Action Directe sont des points de référence pour les militants qui interviennent sur divers fronts: entreprises, groupes de quartiers, collectifs d'enseignement...

Cette «mouvance» regroupe plusieurs courants parmi lesquels on peut citer: les collectifs «*Autogestione*» – avec un secteur de la FAI –, le groupe «*Collegamenti*» proche des conseillistes, des autonomes qui sont restés en marge de l'Autonomie Ouvrière organisée aujourd'hui dissoute.

«Il s'agit souvent de résultats embryonnaires, parfois sans lendemains, mais qui visent à unifier les divers types de lutte et de pratiques... Nous pensons que si nous travaillons à partir des groupes d'usine, de quartiers, etc., le besoin de créer une organisation nationale structurée se fera sentir. Mais il s'agit là d'une pratique, d'une décision qui concerne tous les camarades. C'est en ce sens que nous critiquons ceux qui ont voulu reconstruire de suite l'USI» (3).

Il reste à espérer que, malgré ce «faux départ», les camarades italiens sauront trouver un terrain d'action commune et dépasser la présente situation. Et certains signes avant-coureurs semblent aller dans le sens d'un tel dépassement du sectarisme. Pour preuve, les communiqués aussi bien de Comités d'Action Directe que l'annonce de la parution d'«*Autogestione*» parus, cet automne, dans l'organe de l'USI: «*Lotta di Classe*»... ■

Julien DREUX.

(1) *Voir* «Agora» *n°4:* «1920, les conseils ouvriers italiens».

(2) *Pour de plus amples informations sur l'histoire de l'USI, voir le n°5 de* «Volonté Anarchiste», *revue du groupe de Fresnes-Antony de la F.A., qui reproduit la traduction d'un texte des* «Nuclei Libertari di Fabbrica» *de Milan. (Groupe Fresnes-Antony, 34 rue de Fresnes, 92160 Antony).*

(3) *Tiré d'une interview de Sergio et Paolo, militants des Comités d'Action Directe, membres de la FAI de Milan et animateurs de la revue* «Autogestione», *parue dans le n°34 (décembre 80) de* «Bicicleta».

• Quelques adresses:

- «*Autogestione*»: C.P. 17127, 20100 Milano.
- «*Lotta di classe*»: C.P. 17150, 20131 Milano.
- «*Collegamenti*»: c/o G. Carrozza, C.P. 1362, 50100 Firenze.
- «*Anarchismo*»: c/o Franco Lombardi, C.P. 33, 47100 Forli.

BROKDORF

"Cette centrale redeviendra prairie !"

Le 28 février, contre toute prévision, vu que la manifestation était interdite et présentée par le régime comme une guerre civile; malgré les routes bloquées qui ralentissaient considérablement l'afflux de camarades; malgré les intimidations faites par la police passant de maison en maison, le matin précédant la manifestation : plus de 100.000 personnes se rendirent à Brokdorf. Naturellement, la concentration des forces de l'ordre dans cette zone était affolant et a provoqué des affrontements. Le mouvement anti-nucléaire est surtout venu à la manifestation pour démontrer sa volonté de ne pas se laisser diviser, légalité ou pas. Les problèmes du mouvement sont autres.

UN MOUVEMENT ANTI-AUTORITAIRE ET REBELLE

Le mouvement anti-nucléaire qui va des paysans à l'ultra-gauche et qui, avec tous les écueils possibles, réussit à aller de l'avant, est une chose bien difficile à comprendre, surtout à nos yeux. A la question que l'on peut poser : «Mais y a-t-il des anarchistes à l'intérieur?», on ne peut répondre ni oui, ni non, le mouvement lui-même étant sans aucun doute profondément anti-autoritaire et rebelle. Les méthodes utilisées à l'intérieur (décisions en assemblées, etc.) rappellent certaines bases de notre pratique, les slogans, et parfois les drapeaux des manifestations, sont anarchistes; mais on ne peut absolument pas dire que le mouvement anti-nucléaire soit anarchiste ou que les anarchistes y soient au centre pour «convertir» les autres. Le mouvement mûrit et prend ses positions, en se fondant sur une expérience propre, fruit de luttes longues et réellement dures. Bien que les positions et les pratiques utilisées par les différents «courants» du mouvement soient parfois opposées, la solidarité n'a jusqu'à ce jour jamais manqué à l'appel, surtout face au pouvoir et à ses gros bras.

La dernière manifestation a amené joie et frustration en même temps. Car si l'on se demande ce qu'a effectivement apporté cette manifestation, on a du mal à trouver une réponse. La manifestation a-t-elle approché de l'objectif originel, celui d'empêcher la construction de nouvelles centrales nucléaires? S'agissait-il, samedi à Brokdorf, encore d'une manifestation contre les centrales nucléaires ou n'était-ce pas plutôt une manifestation pour le droit à manifester?

Le succès politique important est avant tout démontré par le nombre des manifestants lui-même. Malgré l'interdiction, la campagne de criminalisation massive, les tentatives d'intimidation et, non négligeable, le risque personnel pour chacun de ceux qui sont venus (nous étions environ 100.000). Le mouvement ne s'est pas laissé confisquer le droit à manifester. Certes, il y a déjà eu des manifestations comptant quelques milliers de personnes en plus. Mais à Brokdorf ce n'était pas une promenade touristique et ceux qui sont venus savaient ce qu'ils encouraient. La plus grosse mobilisation policière de l'histoire allemande était sur pied pour la «bataille de Brokdorf». Il convient de se demander quel type de radicalisation existe derrière la décision d'ignorer l'interdiction. Signifie-t-elle une violation limitée des règles ou veut-elle dire un refus généralisé de cet état, de ses lois, de ses représentants? Certes, en repensant à samedi, toute cette masse gelée, avec pélerines et couvertures, faisant 30 à 40 kilomètres à pied dans la glace, on peut dire que le mouvement ne s'est pas laissé couper. Chacun pouvait trouver sa forme de résistance. Les actions menées autour de l'enclos ne gênaient pas la protestation pacifique qui se trouvait un peu plus loin du lieu d'affrontement. Mais tous ressentaient une sensation d'impuissance et de rage face à une telle centralisation du pouvoir étatique, armé jusqu'aux dents. Malgré le grand succès, on n'a pas réussi à occuper le site comme prévu. Etait-ce un objectif réaliste face à 10.000 policiers en armes de toutes sortes et prêts à tout? Qui a pu croire que ces quelques 30 hectares de terrain pouvaient redevenir un pré? Un assaut du site n'aurait-il pas provoqué plus de blessés dans nos rangs que chez les flics? Ce qui en ressort, c'est la rage de chacun, même si elle a été articulée. Même si les cocktails molotovs participaient plus à l'exercice d'un devoir militant qu'à une action consciente et organisée. Le manque d'organisation la fatigue et le froid du matin ont été les plus grands problèmes de Brokdorf. Malgré la présence de 100.000 personnes, on ne réussissait pas à former des cortèges.

Brokdorf et sa grosse affluence ont certainement quelque chose à voir avec ce qu'on a appelé le «nouveau mouvement des jeunes». On le voyait déjà dans les réunions de préparation ou dans de nombreuses interventions: le militantisme était discuté et accepté avec le naturel avec lequel il est discuté dans la lutte pour le logement (*«devant nous, même les balles ont froid dans le dos»*!). L'euphorie ainsi créée ne doit cependant pas exclure une préparation minutieuse et des considérations réalistes sur les possibilités propres. C'est ce qui tourne, plus ou moins, dans la tête des anti-nucléaires.

OCCUPE, CAMARADE!

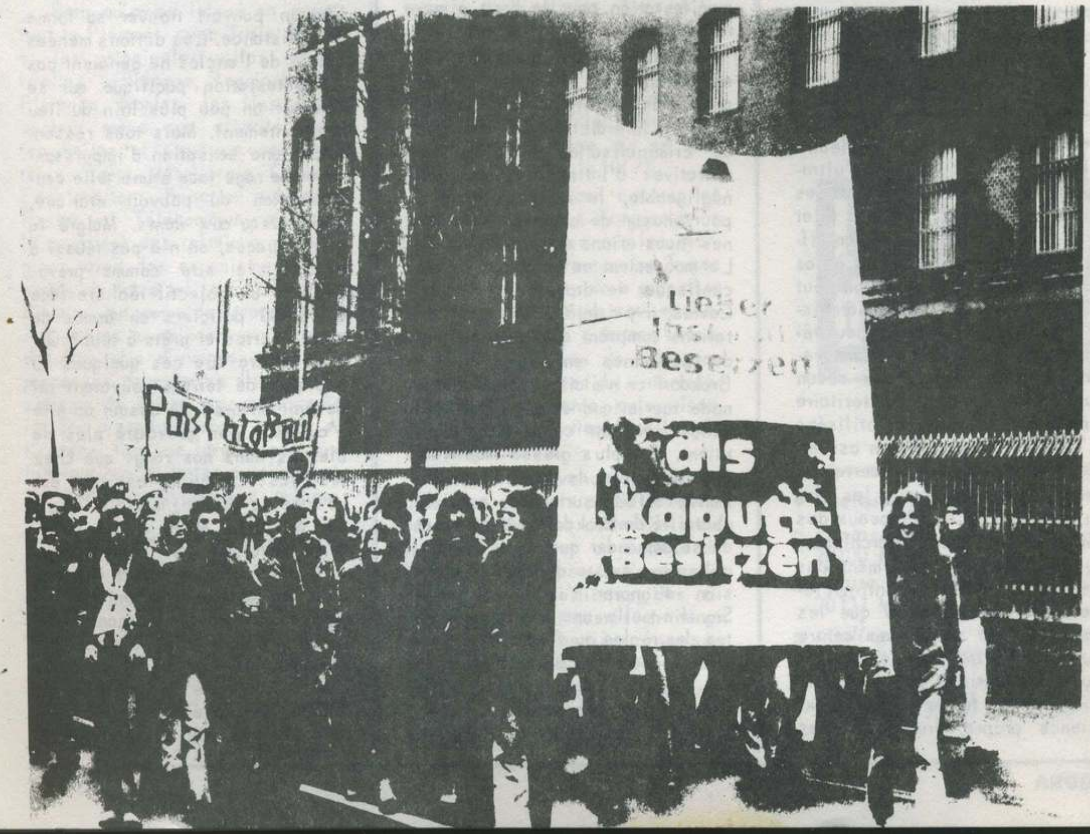
Tandis qu'à Berlin les camarades fêtaient l'occupation de la centième maison, le pouvoir étatique décidait à Nuremberg de déloger une des maisons occupées dans cette ville. Le pouvoir étatique, dans ce cas, cela veut dire la région de Bavière avec Franz-Josef Strauss et autres réactionnaires associés, en tête contre les jeunes, les personnes sans logement et même contre le conseil municipal de Nuremberg, social-démocrate en l'occurrence. En toute logique, les occupants expulsés sortent dans la rue avec leurs sympathisants pour protester et témoigner encore, aux gouvernants, de l'urgence du droit au logement. Comme il arrive dans les manifestations de personnes en colère et même désespérées (désespérées car avec 5° sous zéro et sans toit, le désespoir est justifié) quelques engins et vitrines vantant la consommation en ont fait les frais.

La police, malgré son entraînement anti-terroriste, ne réussit pas à maîtriser les «terroristes». Mais ce succès devait être payé par la force. Plusieurs heures après la manifestation, un centre de rencontre de jeunes est encerclé et brutalement attaqué: tous les présents, 141 jeunes ayant en partie 12 à 13 ans, sont arrêtés et écroués dans les différentes prisons de la Bavière. Le soir suivant, à la télé, Strauss déclare avoir frappé le cœur du terrorisme et que l'on doit s'attendre à de très lourdes peines pour ces criminels.

C'en était trop, même pour les sociaux-démocrates de Nuremberg (entre autres, parce que leurs propres fils se retrouvaient en prison). Ainsi, le 7 mars, est organisée une manifestation des squatters, parents des arrêtés et sociaux-démocrates. A la suite de cela, 20 détenus sont relâchés, mais 120 sont toujours en prison jusqu'à ce jour. Ceci en ce qui concerne Nuremberg. Mais que ce soit là ou à Berlin, les occupations de maisons ne sont plus des cas isolés. Nuremberg, ville de province, montre comment le mouvement des occupations ou plutôt de «restauration» (beaucoup de maisons occupées sont des maisons destinées à la démolition selon les plans d'urbanisme des villes. Les occupants résistent et affirment qu'aucune maison ne doit être abattue) s'est déjà étendu à l'extérieur de la métropole. Il est vrai que c'est à Berlin que le mouvement des sans-maison (ou comme on voudra l'appeler, en somme des squatters) est le plus important; mais il peut désormais compter sur des pratiquants et des sympathisants dans toute l'Allemagne.

Naturellement, comme toujours, il est difficile de définir et d'analyser un mouvement de ce type. Disons que le problème du logement touche tout le monde, car les maisons sont trop rares et très chères (le loyer d'une maison de 100 mètres carrés coûte environ 2.500 francs). Mais son origine, en laissant de côté 68, a bien sûr quelque chose à voir avec le mouvement anti-nucléaire et le «mouvement alternatif» postérieur. D'un point de vue politique, cela va de la conscience radicale démocratique au refus de la violence, bien sûr également celle de l'Etat, en reconnaissant que ce dont on a besoin il faut le prendre soi-même.

Collectif anti-nucléaire de Carrare.



CHRONIQUE DE BROKDORF

● OCTOBRE 73 : La région de Schleswig-Holstein décide l'installation d'une nouvelle centrale nucléaire dans la commune de Brokdorf (750 habitants), aux côtés des deux déjà existantes.

● NOVEMBRE 73 : Est fondé le Comité Anti-nucléaire régional (BBU).

● AOUT 74 : L'entreprise qui fournit l'électricité à la zone et la «Nordwestdeutsche Kraftwerk AG», entreprise constructrice, demandent le permis de construire et de chantier. En 4 semaines, le BBU recueille 20.600 recours contre cette demande.

● ETE 75 : Les actions de protestation se poursuivent. Pendant une réunion de l'administration provinciale, un groupe intervient et provoque un incident avec des slogans de refus. Des groupes de théâtre tournent dans le pays et font des spectacles de contre-information.

● OCTOBRE 75 : La «Kernkraftwerke Brokdorf GmbH», entreprise constructrice, demande l'autorisation de prélever dans l'Elbe l'eau nécessaire au refroidissement. 5.800 personnes présentent un recours. La préparation de la construction s'engage, les routes d'accès sont déjà prêtes. Une déclaration appelant à l'occupation du chantier est distribuée.

● FEVRIER 76 : Une grosse manifestation est appelée. Des cortèges partant de différentes villes, convergent vers Brokdorf.

● MARS 76 : Pendant une action nocturne, de nombreuses perquisitions ont lieu. 10.000 tracts qui appellent à l'occupation du chantier de la centrale nucléaire sont séquestrés.

● OCTOBRE 76 : Le ministre de l'intérieur déclare que, pour le moment, on ne peut plus donner d'autorisation pour la construction de nouvelles centrales, mais une semaine après le gouvernement régional de Schleswig-Holstein accorde le permis de construire pour la première tranche de la centrale nucléaire. Le 26 octobre, pendant la nuit, le terrain prévu pour la construction est occupé par la police, encerclé par une barrière de fils de fer barbelés de l'OTAN et de gros projecteurs éclairant le lieu sont mis en place. Le matin suivant, devant les yeux des paysans qui passent, se dresse une forteresse. Le jour même, il y a une manifestation spontanée de 200 personnes. Le 30 octobre a lieu une grosse manifestation à laquelle n'assistent que 8.000 personnes en raison des contrôles et barrages routiers de la police. Après de brefs pourparlers, on fait le tour du site qui est surveillé par la police privée et d'Etat. En quelques minutes, à l'aide d'un outillage approprié, on arrive à ouvrir un passage vers le chantier. Les grenades et gaz des policiers n'auront servi à rien : le chantier est occupé. Deux heures après, il y a presque 2.000 personnes sur le chantier, on installe des tentes, des cuisines pour se préparer à une longue occupation. La route qui mène au chantier est barricadée pour éviter l'arrivée de renforts policiers. Ceux-ci arrivent vers 20 h 30. Leur intervention est brutale, à l'aide de chevaux dont les policiers se servent pour charger les occupants. Ces derniers sont dispersés, après quoi le feu est mis à tout ce qui restait sur le site (tentes, couvertures...) et le terrain est remis en ordre avec des bulldozers. Dans toute l'Allemagne ont lieu des manifestations de solidarité avec les occupants et contre les brutalités de la police et des milices.

D'autre part, la forteresse est renforcée : le fossé creusé autour de la centrale est agrandi jusqu'à ? mètres, on construit un mur tout autour de 5 mètres de hauteur, garni de grilles d'acier et de fil de fer barbelé.

● NOVEMBRE 76 : 14 jours après, le 13 novembre, est organisée une autre manifestation. Malgré toute la propagande des mass-média contre elle, menaçant les participants et les traitant de «criminels violents», «communistes» ou «anarchistes militants», quelques 30.000 personnes se rassemblent à Brokdorf. Une nouvelle tentative d'occupation échoue. Pour la première fois, la police lance des gaz lacrymogènes et autres depuis des hélicoptères, en plus de ceux qui sont tirés au sol. Résultat : des centaines de blessés et 19 arrestations.

● DECEMBRE 76 : Le tribunal décide l'arrêt provisoire de la construction.

● JANVIER 77 : 10.000 personnes manifestent à Hambourg.

● FEVRIER 77 : 60.000 manifestants à Brokdorf et dans le pays voisin, à Itzehoe. La propagande de criminalisation des manifestations reprend de plus belle. On montre à plusieurs reprises à la TV l'arrivée de l'armée à Brokdorf. Les media cherchent à diviser le mouvement anti-nucléaire avec des phrases du style : «les violents manifestent à Brokdorf, les pacifistes à Itzehoe». Malgré les deux manifestations simultanées, des dizaines de milliers de personnes arrivent à Brokdorf. Pas de tentative d'occupation étant donné la présence policière plus que massive.

● DECEMBRE 79 : Le procès en appel annule l'arrêt de la construction et le travail reprend sur le chantier. Pour rappeler la volonté collective de faire que le chantier redevienne un pré, une manifestation de 4.000 personnes a lieu, le 23 décembre, autour du site et des dommages sont provoqués à l'enceinte.

● DECEMBRE 80 : De Bonn arrive le feu vert pour le permis de construire de la deuxième partie de la centrale nucléaire. Le 21 décembre, 8.000 anti-nucléaires manifestent, et à l'aide de cordes et de plaques essaient de pénétrer sur le chantier défendu par la police. Il y a de violents affrontements.

● JANVIER 81 : La centrale nucléaire de Brokdorf devient l'un des thèmes les plus brûlants de la politique intérieure. Entre l'administration social-démocrate de la région, le gouvernement, la province s'engagent des discussions car personne ne veut prendre la responsabilité de la construction de la centrale. A Bonn, on est décidé à mener en avant le projet.

● FEVRIER 81 : Le congrès extraordinaire du SPD (social-démocrate) à Hambourg doit se prononcer pour ou contre la centrale de Brokdorf. A la fin, avec 198 contre et 157 pour, le congrès prend position contre la poursuite des travaux. La manifestation anti-nucléaire qui devait se tenir simultanément dans la même ville est interdite, mais a lieu dans les quartiers; des vitrines sont brisées et certaines dévalisées. Des affrontements avec la police ont lieu. Sur 15.000 anti-nucléaires présents, 15 sont arrêtés. Malgré les hésitations du pouvoir et donc ses positions peu claires, l'entreprise de construction annonce qu'elle continue les travaux.

Après de longues négociations, le 18 février, le gouvernement régional annonce qu'il approuve la poursuite des travaux.

Le mouvement annonce une manifestation nationale pour le 28. Le ministre régional de l'intérieur et le conseiller Bruemmer interdisent la manifestation annoncée ainsi que quelques autres dans la même zone.■

NUCLEAIRE...

contrôle social

hiérarchie

informatisation

zones surveillées

technocratie

AGORA • REVUE LIBERTAIRE INTERNATIONALE • B.P. 1214 – 31037 - TOULOUSE - CEDEX.

LES SURVIVANTS ENVIERONT LES MORTS!

les recettes de tatie cronstadt

cinéma anti_kaki

Comment organiser une projection-débat antimilitariste? Où? Et avec quels films?

Joindre l'utile à l'agréable, concilier la finalité militante et le spectacle cinématographique, tel est le principe de la projection-débat. Dans bien des cas, le bilan de cette forme d'intervention publique est, proportionnellement aux moyens mis en œuvre, largement positif. Or les problèmes techniques et financiers paraissent souvent tels que bien des groupes ont dû renoncer à mener à bien une telle action de sensibilisation, a priori jugée séduisante. A défaut d'être simple, l'entreprise est pourtant relativement facile, à la portée du moindre petit groupe. Voici donc quelques conseils pour vous y aider.

Plusieurs formules:

Louer des films, trouver une salle et le matériel de projection adéquat, cela s'avère onéreux et fort délicat pour des groupes peu importants qui n'ont, au surplus, aucune existence juridique.

Les copies de films en 35 mm (ou en 70 mm) que les salles commerciales paient au pourcentage sur les recettes, sont, la plupart du temps, trop chers pour être amortis quand ils sont loués à la séance (plus de mille francs). Pour ceux dont la copie n'existe qu'en 35 mm, il n'y a guère de possibilité d'organiser une projection autonome. Par contre, il est possible de proposer aux responsables de la salle qui doit programmer un film jugé intéressant, d'animer un débat à l'issue de l'une des projections.

Il est préférable, quand c'est possible, de travailler avec des ciné-clubs ou des salles classées «art et essai», qui disposent de l'infrastructure (salle, matériel de projection, structure juridique) et du personnel compétent. Il ne reste plus au groupe qu'à assumer la programmation puis l'animation des débats.

La plus importante fédération de ciné-clubs, qui est représentée dans chaque département, est l'UFOLEIS (3 rue Récamier, 75341-Paris cédex-07). La plupart des associations peuvent y être affiliées et, si nécessaire, il est envisageable de s'entendre avec la section locale de la FOL qui peut légalement couvrir, à défaut d'association déclarée, une séance exceptionnelle.

La programmation:

Les ciné-clubs (et certaines salles d'«art et essai») ne sont équipés que pour des copies en 16 mm qui ont l'avantage d'être bien moins chères. Le choix est certes moins étendu, d'autant que la plupart des films traitant de l'armée se bornent, au mieux, à dénoncer les atrocités guerrières, rares étant ceux qui rendent compte de l'étendue de la militarisation et présentent une réelle critique du militarisme.

L'UFOLEIS publie, chaque année, un catalogue des films 16 mm dont elle dispose et qui peuvent lui être loués pour une somme modique (environ 200 francs pour les longs métrages), ainsi d'ailleurs que des appareils de projection de maniement simple. Vu le délai de réservation de certains films, alors que nombre de copies tournent, de trimestre en trimestre, d'une académie à l'autre, il est prudent de prévoir la programmation plusieurs semaines (voire plusieurs mois) à l'avance, si l'on veut tel titre en particulier, ou mieux, organiser un cycle diversifié.

Quelques titres:

Ces quelques titres très subjectivement choisis ne sont pas, à proprement parler, des films antimilitaristes («LE» film antimilitariste reste à réaliser...) mais des œuvres qui tentent de mettre en scène et de dénoncer, à des degrés divers et sous des formes différentes, un ou plusieurs aspects qu'a revêtu, que revêt ou peut revêtir, le phénomène militaire.

N'existent qu'en 35 mm: «Les sentiers de la gloire» de Stanley Kubrick (les fusillés pour l'exemple de 14-18); «RAS» (le contingent dans la guerre d'Algérie) et «Allons z'enfants» (les écoles d'enfants de troupe) d'Yves Boisset; et, surtout, le remarquable «Les hommes contre» de Francesco Rosi.

En 16 mm, «Europa Express» (diffusé par le Comité Malville), est un reportage TV suédois très vivant qui, par un montage de documents et d'interview d'autorités françaises, touche aussi bien aux ventes d'armes, au nucléaire civil qu'à l'armement atomique. C'est le type même du film «ouvert» qui suscite les discussions.

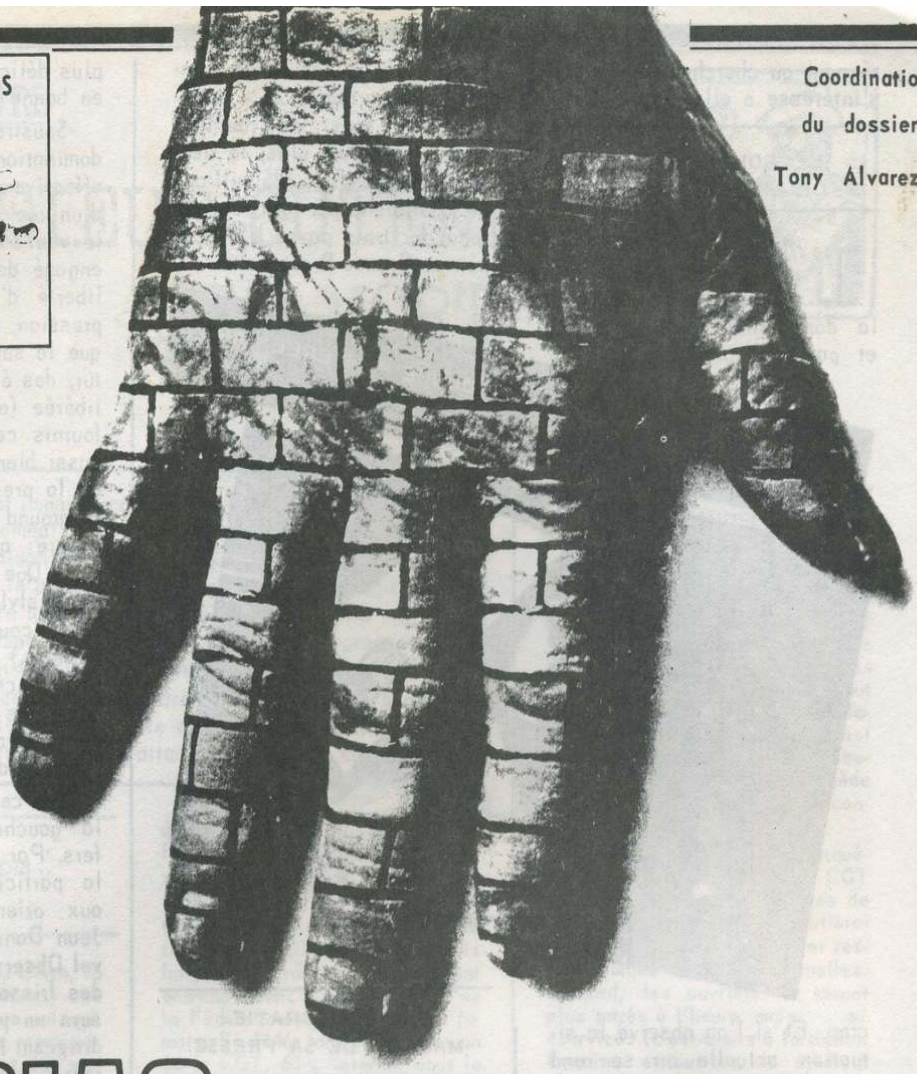
Disponibles auprès de l'UFOLEIS, nombre de films méritent d'être largement connus, comme «La bataille de Culloden», de Peter Watkins (qui évoque l'extermination du peuple écossais et la structure des armées), la farce de Stanley Kubrick qu'est «Docteur Folamour» et, surtout, l'impressionnant «Johnny s'en va en guerre» de Dalton Trumbo (qui se prête toutefois assez mal à une discussion). Deux courts métrages à retenir: «Les marines», de François Reichenbach (commentaire ridicule mais images qui soulignent la dépersonnalisation des soldats, bouleversantes), et un excellent dessin animé tchèque d'une dizaine de minutes, «Attention», sur la course aux armements.

Trois titres, surtout, demeurent irremplaçables: «Punishment Park» (sur la répression des opposants dans une situation de crise) et «La bombe» (qui illustre les conséquences prévisibles d'une défense basée sur la stratégie nucléaire), sont, conçus à la façon des reportages TV, deux chefs-d'œuvre du cinéma didactique de Peter Watkins, deux anticipations bouleversantes aux terribles images. Enfin, l'inoubliable «Avoir vingt ans dans les Aurès» demeure toujours actuel par les problèmes qu'il soulève (le rôle du contingent, broyé par la machine militaire qui, victime de l'engrenage, devient complice et auteur d'une guerre qu'il réprouve). C'est certainement le long métrage qui se révèle encore le mieux à même de donner lieu à un débat fructueux sur le service militaire et la résistance des appelés.

Quelques conseils, enfin:

Autant que possible, visionner le film auparavant et en discuter à plusieurs, de manière à mieux préparer le débat et à éviter, lors de la séance publique, de discuter DU film mais bien À PARTIR du film. Doubler l'information culturelle annonçant la soirée (ou le cycle) par une information militante qui relie l'œuvre, le plus souvent de fiction, aux menaces réelles, bref à l'actualité. Préparer une table de presse autour de laquelle discussions et contacts peuvent être avec profit échangés. Et puis, bien sûr, éviter le catastrophisme: la dénonciation est insuffisante si ne lui succède pas la proposition de modes d'action et de résistance. ■

REPERES



Coordination du dossier: Tony Alvarez.

MEDIAS PAROLE MUTILEE

On a beau crier sur tous les toits à la crise de la presse, à son agonie, à sa mort certaine, elle poursuit malgré tout son bonhomme de chemin. Depuis dix ans, le tirage global des quotidiens se maintient entre 11 et 12 millions d'exemplaires. Et, par-delà les chiffres, l'intoxication reste l'arme douce préférée par les pouvoirs, par tous les pouvoirs...

QUE NOS TETES S'ENSOMMEILLENT

Connaissez-vous le «sleeper effect» (effet dormeur)? Non, et c'est pourtant un phénomène fort répandu par lequel une personne s'approprie une opinion nouvelle et oublie, simultanément, qui la lui a suggéré ou même imposé. Les majorités silencieuses ne sont pas construites autrement et les médias le savent bien, eux qui sont et restent les maîtres de ces espaces où se jouent les conditionnements. Certes, la presse reste le reflet de la société et est influencée par les rapports entre les forces sociales qu'elle exprime. Mais, en même temps, elle développe une activité autonome qui aide à renforcer la cohésion sociale, à légitimer le système politique en vigueur.

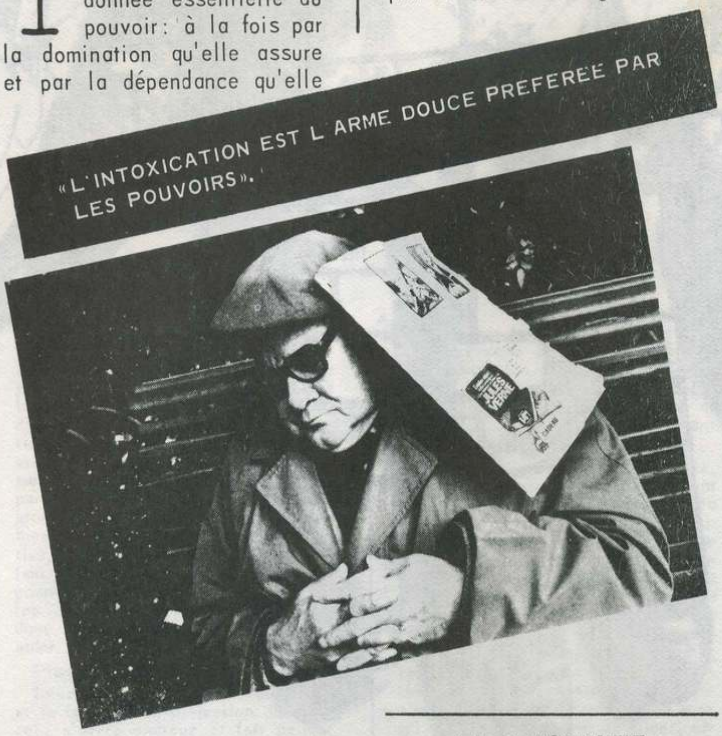
On le sait, personne n'achète de journaux au hasard. On se dirige vers celui de «notre» groupe social, ou bien vers celui du groupe social auquel on aimerait appartenir. Dis-moi ce que tu lis, je te dirais qui tu es ou qui tu voudrais être. Et, ainsi, lentement, avec toute la douceur nécessaire, le journal rempli son rôle essentiel d'intégration sociale des individus, par la reconnaissance, qu'il leur impose, des valeurs dominantes. La presse est bien ce qu'un philosophe marxiste (il en reste encore quelques-uns) désignait comme un «appareil idéologique d'Etat». On comprend, dès lors, combien tout pouvoir,

régnant ou cherchant à régner, s'intéresse à elle.

LE COLONIALISME DE L'INFORMATION

L'information reste une donnée essentielle du pouvoir: à la fois par la domination qu'elle assure et par la dépendance qu'elle crée. Et si l'on observe la situation actuelle on se rend compte de l'accaparation de ce pouvoir par un cercle des plus restreints: classes dominantes, élites nationales. En fin de compte, la presse est détenue par quelques-uns. Au niveau international, la situation est encore plus évidente. Cinq agences occidentales se partagent le marché: AFP (Agence France-Presse, France), AP (Associated Press, USA), UPI (United Press International, USA), Reuter (Grande-Bretagne) et Tass (Telegrafnoie Agentsvo Sovietskavo, URSS). Cette domination, renforcée par le monopole des pays industrialisés sur les télécommunications et l'informatique, conforte et accroît la colonisation du Tiers-Monde.

La preuve. Pour la presse écrite, l'Europe assure 38% du tirage mondial et l'Amérique du Nord 23%. Au total, 61%, tandis que l'Amérique du Sud, l'Asie et l'Afrique, où se trouve 70% de la population mondiale, se partagent 25% seulement de tous les journaux quotidiens. Bien plus, le tiers du tirage mondial, 126 millions de quotidiens par jour, est détenu par trois pays: USA, Japon et Grande-Bretagne.



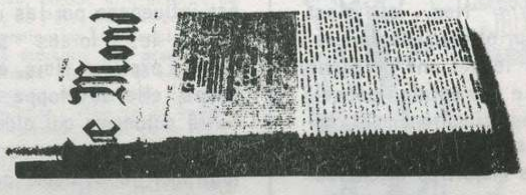
LA DEMOCRATIE MALADE DE SA PRESSE

Le pouvoir ne s'invente pas, il s'achète. L'information est une source de profit non négligeable et donc un enjeu pour toute côterie, qu'elle soit politique ou industrielle. La maîtriser totalement est le rêve de toute dictature et, d'ailleurs, il n'est pas de «démocratie» qui ne contrôle le domaine audio-visuel de toute sa puissance. Pour l'écrit qui est, qu'on le veuille ou non, moins apte à la centralisation, cela se révèle certes plus délicat. Mais l'affaire est en bonne voie.

Soustraire l'information à la domination de l'argent serait effectivement aider l'existence d'un réel pluralisme. Mais qui le veut? Tout anti-autoritaire, engagé dans la bataille de la liberté d'information et d'expression, ne peut, pour sa part, que le souhaiter. Quant au futur, des éléments d'une presse libérée (et libertaire) ont été fournis ces dernières années, aussi bien par les expériences de la presse marginale et underground que par cet «amour exécré» qui s'appelait **Libération.** Que ce soit dans le ton et le style (refus des normes, contre-courant, insolence, libertés...) ou dans les formes de production (pas de publicité, décisions en assemblée, pas de hiérarchie, salaires égaux, rotation des tâches...).

Sur ce dernier point, même la gauche freine des quatre fers. Par exemple, au sujet de la participation des ouvriers aux orientations du journal, Jean Daniel directeur du **Nouvel Observateur** déclarait, avec des frissons dans le dos: «Ce sera un problème. Je me vois dirigeant le journal, rencontrant tout à coup l'hostilité, pour ne pas dire le barrage des typos ou de mon administration, ou du Syndicat du Livre, qui exigeront de moi des silences ou des compromissions ou m'imposeront des contraintes», («78, si la gauche l'emportait», éd. Ramsay).

Visiblement, l'élite n'est pas prête à lâcher ses privilèges d'expression. Mais qui donc a peur que les paroles ouvrières cessent d'être mutilées? ■



TRAVAILLEURS

MONSIEUR GUTENBERG EST MORT

Les luttes n'ont jamais manqué dans l'industrie de la presse qui emploie directement 90.000 personnes (dont 35.000 pour sa diffusion). Deux raisons font qu'à chaque fois elles mobilisent l'attention de tout le pays. La première c'est qu'il s'agit d'une corporation ouvrière dont l'histoire, la force et l'unité ont toujours imposé le respect. La seconde, c'est que la presse joue un rôle assez considérable au niveau économique, avec ses 10 milliards de recette. Située entre le 15e et le 20e rang des secteurs industriels français, elle assure 1% du revenu national. Tout ceci mérite qu'on s'attarde un peu sur sa santé.

IL ETAIT UNE FOIS... LE LIVRE

Chez les ouvriers du Livre, la tendance à l'union est une constante historique puisque dès 1789 on les voit se regrouper dans des associations et des mutuelles, et qu'en 1839 ils créeront la première Chambre syndicale typographique parisienne. En 1881, c'est la Fédération des ouvriers du Livre qui voit le jour. Deux ans plus tard, se situe l'un des tournants essentiels de la profession. Une délégation d'ouvriers parisiens, de retour de Boston (USA), ramène le «*label*», qui, dorénavant, garantira non seulement la qualité du travail, mais aussi et surtout le fait qu'il soit réalisé par des ouvriers syndiqués.

Evidemment, en 1895, on retrouve la Fédération dans la création de la CGT. Marquée, depuis longtemps, par un fort courant anarcho-syndicaliste, l'unité de la Fédération ne se démentira jamais. En 1946, lors de la scission de la CGT, 60% voteront pour le maintien dans la centrale, et une majorité écrasante y restera. Seule une poignée s'en ira, sous l'impulsion d'André Bergeron (typographe) pour créer la Fédération Force Ouvrière.

Aujourd'hui, forte de 232 syndicats locaux, la Fédération française des travailleurs du Livre (FFTL-CGT) regroupe 95% des syndiqués de la profession.

LE MONOPOLE DE L'EMBAUCHE

Le deuxième tournant capital se situe dans les mois qui suivent la Libération. Des avantages importants sont acquis sous la pression syndicale. Il faut dire que celle-ci a toujours été facilitée par le fait que la grève est une menace sérieuse dans ce secteur qui, par définition, ne possède pas de stock et où règne une concurrence exacerbée.

Parmi les nombreuses conquêtes sociales de la FFTL-CGT (sur les salaires, les horaires de travail...), deux vont particulièrement marquer la profession et restent l'enjeu des luttes actuelles. D'abord, les ouvriers ne seront plus payés à l'heure, mais au «service» (c'est-à-dire à la tâche). Ensuite, et surtout, le syndicat obtient le monopole de l'embauche.

Le tirage et le nombre de pages d'un quotidien varient selon l'importance de l'actualité ou la masse de publicité. Pour parer à ces augmentations imprévisibles, les patrons de la presse étaient dans l'obligation de multiplier leurs effectifs qui, du jour au lendemain, pouvaient donc se révéler inutiles, ou tout au moins sous-employés. A partir de la Libération, pour les journaux parisiens, c'est le syndicat qui va faire office de «centrale de main-d'œuvre». C'est lui qui affecte quotidiennement les ouvriers aux journaux demandeurs et, en contrepartie, ces derniers s'engagent à n'employer que des ouvriers syndiqués et à les rémunérer partout de la même manière. Tout était donc pour le mieux dans le pire des mondes.

L'IMPRIMERIE PIQUE SA CRISE

A partir de ces données on comprend les résistances que le FFTL-CGT a toujours opposé aux tentatives de modernisation dans le secteur de la presse qui ne pouvaient, à ses yeux (et

avec raison), que se traduire par un chômage accru. Mais, après 1973, la crise s'installe et vient accentuer les difficultés rencontrées par les imprimeries parisiennes et les magazines. Il n'y avait là pourtant rien de surprenant ni d'imprévisible. Dans la même logique, en 75, le rapport Lecat prévoit, avec un tranquille cynisme et au nom de la restructuration, la suppression de plusieurs milliers d'emplois dans les 10 ans à venir. Nous y sommes.

Mais, la crise c'est quoi ? c'est qui ? Trois éléments en donnent l'explication. Premièrement, les reconversions techniques (passage à l'offset) qui accentuent la restructuration du secteur et sa centralisation. Ce n'est pas n'importe qui, qui peut s'offrir ces machines (entre 20 et 50 millions) et on ne peut pas y tirer n'importe quoi (les réglages et amortissements imposent des tirages importants).

Deuxième donnée, la récession entraîne une baisse du tirage de la plupart des magazines, avec, corollairement, la chute des commandes publicitaires. Troisièmement, la conjugaison de la hausse du prix du papier et les conséquences du traité de Rome qui permettent un tirage moins onéreux hors des frontières (meilleurs équipements, papier moins cher, charges sociales moins élevées...). Au total, chaque année, 23,5% du chiffre d'affaire du secteur imprimerie passe les frontières, soit 74.400 tonnes et plus de 200 millions de francs de travaux.

L'ampleur de la crise est encore augmentée par le développement des imprimeries «intégrées», c'est-à-dire par le fait que les éditeurs préfèrent s'équiper eux-mêmes. Sur ce point, d'ailleurs, à travers ses différents services et administrations, c'est l'Etat qui donne l'exemple.

L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE

Dans ses efforts pour maintenir ses profits, le patronat de la presse ne pouvait se permettre de contourner la forteresse syndicale. Non seulement parce que sa puissance était une pression intolérable, mais aussi parce que les dépenses de main-d'œuvre représentent, en moyenne, entre un quart et un tiers du coût de fabrication d'un journal.

C'est donc sur ces deux fronts que les magnats de la presse vont développer des attaques en règle avec l'aide puissante des nouvelles techniques : offset, fac-similé, photo-composition... Ainsi, cette dernière qui, à terme, permet d'économiser 30% du personnel, d'autre part de démanteler la corporation des typographes et enfin d'envisager de rétribuer les clavistes au tarif des dactylos. Par cette position, les patrons regroupés dans le SNPQR (Syndicat national de la presse quotidienne régionale) jouent sur deux tableaux. Ils s'attaquent aux revenus de ceux qu'on a appelé les «*aristocrates de la classe ouvrière*» et les divise, en transformant le personnel d'imprimerie en personnel administratif qui ne relèverait donc plus des syndicats du Livre. En conséquence, l'embauche serait «confiée» aux patrons.

La guerre Amaury, déclenchée en mars 75, et qui semblait close en août 77, n'était en fait qu'un épisode d'une bataille plus vaste qui se poursuit aujourd'hui sous d'autres formes. Rappelons brièvement les faits. Pour restructurer, Emilien Amaury, patron du groupe du **Parisien Libéré**, ferme en 75 ses imprimeries (qui employaient 500 ouvriers) et en ouvre d'autres en même temps, mais sur des lieux différents (Saint-Ouen, Chartres). Il rompt ainsi avec les accords traditionnels qui liaient la presse au syndicat. Bagarres, «rodéos» et grèves s'achèvent, quoi qu'on en dise, par une défaite pour les ouvriers. Dorénavant, les négociations se feront entreprise par entreprise et on s'acheminera vers un personnel fixe et mensualisé.

Cette brèche ouverte dans le bastion syndical sera confirmée lors du conflit Hersant qui, du coup, verra la grève se limiter aux journaux du groupe, puisque c'est là maintenant que se situent les négociateurs.

La tempête est loin d'être calmée, mais les conflits sont désormais localisés comme en témoigne le dernier en date dans le groupe Matra-Hachette (**Dernières Nouvelles d'Alsace**). La profession bousculée dans ses traditions, affrontée aux changements technologiques, et donc au chômage, est dès lors moins bien armée pour résister aux méthodes conquérantes et sans nuances, aux appétits voraces et insatiables, des nouveaux maîtres de l'information. ●

PUBLICITE

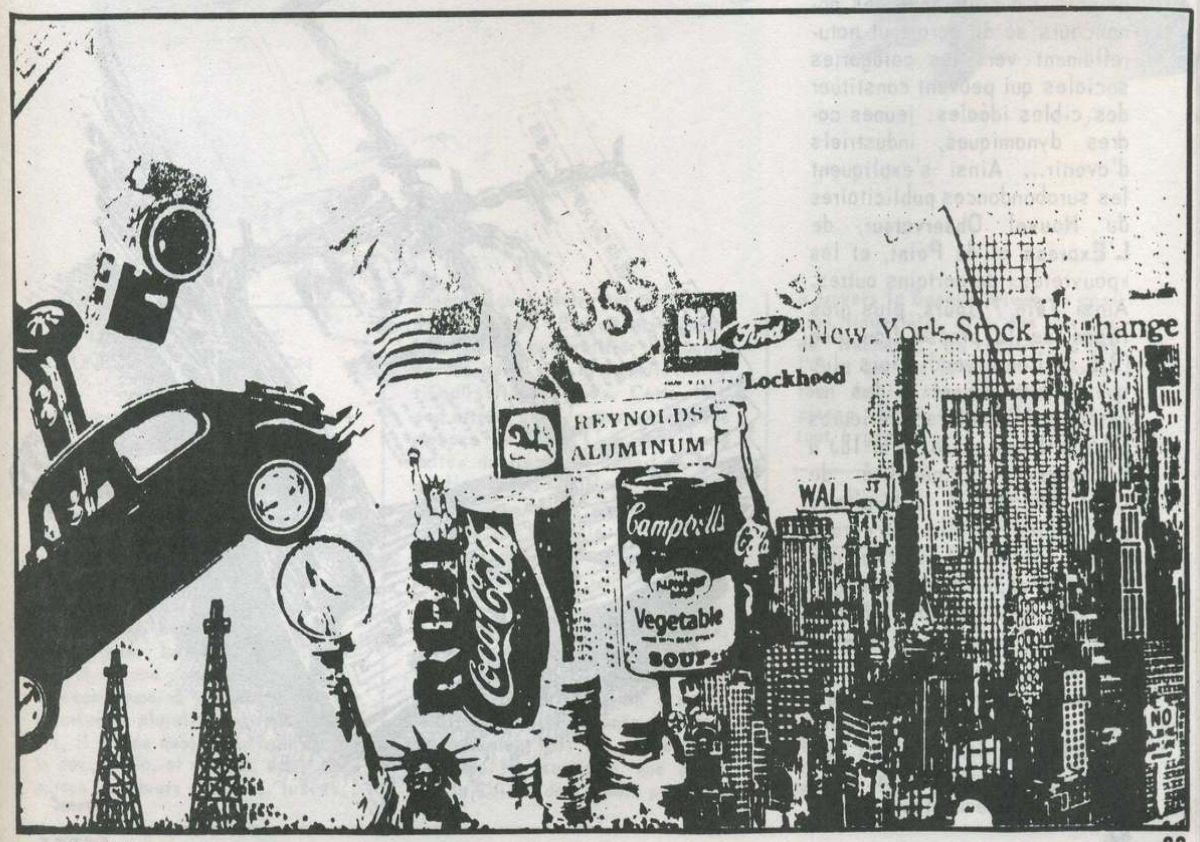
la pub est un animal papivore

Même si l'on va partout répétant que les investissements publicitaires en France sont relativement faibles, que nous serions sur ce terrain un pays «sous-développé», les chiffres sont là et parlent d'eux-mêmes. En 1979, le marché national publicitaire a représenté environ 12 milliards de francs, se répartissant entre 55% pour la presse, 30% pour la radio-TV-cinéma et 15% pour l'affichage et autres supports. Ayant souscrire à la formule qui affirme que «la publicité soutient la presse comme la corde le pendu».

LE MEILLEUR CLIENT CE N'EST PAS LE LECTEUR

Le journal est un produit bizarre. Il se distingue de toute autre marchandise par le fait qu'il est vendu à deux reprises. Une première fois, et c'est la plus importante, aux annonceurs publicitaires; la deuxième fois aux lecteurs. Deux sources de revenus, deux marchés. Conséquence: le prix de vente de ce produit au public, n'a aucun rapport direct ni avec sa qualité, ni avec son prix de revient, ce qui peut, pour le moins, apparaître comme une anomalie économique. En 72, le rapport «Sérisé» fait apparaître que pour la presse, la publicité représente 46,8% des recettes et la diffusion 47,6%. Mais ceci n'est qu'une moyenne et l'on sait déjà qu'il faut considérablement grossir le premier chiffre pour ce qui est de la presse parisienne. Et là encore, les inégalités sont criantes. En 69 déjà, la part de la publicité dans les recettes qui était de 69,6% pour **Le Monde**, montait à 82% pour **Le Figaro** et tombait à 9,3% pour **L'Humanité**. On voit de suite vers où vont les sympathies des annonceurs!

La publicité a d'ailleurs souvent atteint le rêve secret d'être le seul financier de la presse comme elle l'est pour les radios périphériques. Dès 77 il existait plus de 200 titres de journaux gratuits assurant un tirage moyen de 12 millions d'exemplaires. Ce phénomène n'a fait depuis que s'amplifier: vendre reste plus important qu'aider à s'exprimer. Ce postulat est la régle d'or de la publicité, quoi qu'on en dise, et il permet à celle-ci une certaine maîtrise de l'information, ou en tout cas du type de com-



mentaires qui accompagne cette information. Il n'est que de savoir qu'il suffirait d'une baisse légère (10 % pour **Le Monde**) des recettes publicitaires pour mettre en péril l'existence de plusieurs journaux.

> «L'AIR EST COMPOSÉ D'OXYGÈNE, D'AZOTE ET DE PUBLICITÉ».
>
> (R. Guérin).

NOUS SOMMES DES CIBLES VIVANTES

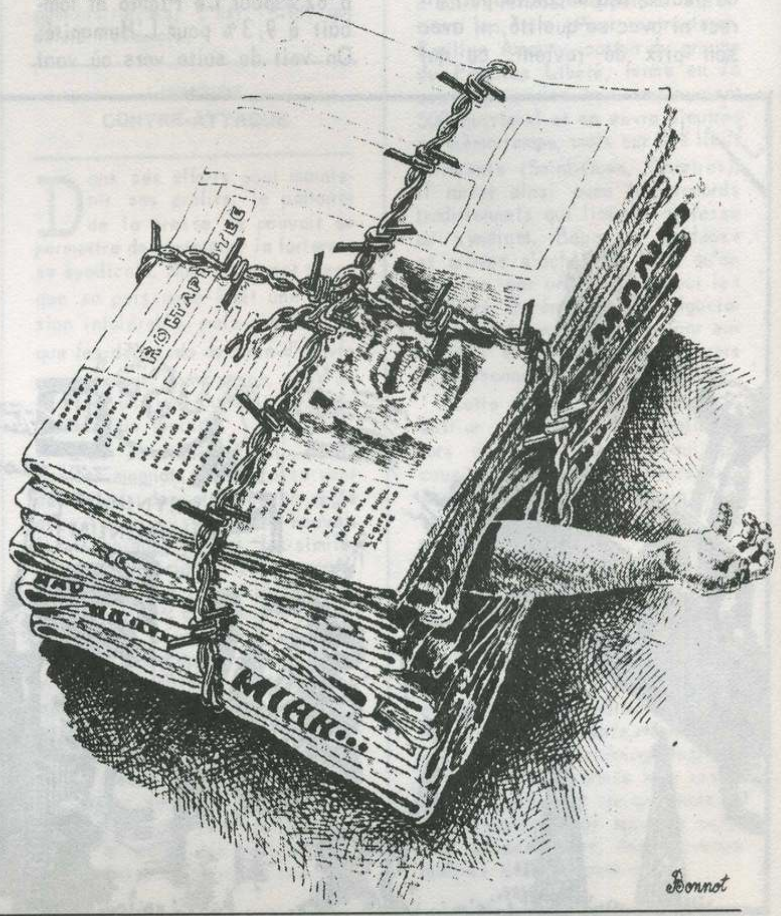
En feuilletant certains magazines, on peut légitimement se demander si l'objectif reste encore d'informer ou s'il a cédé le pas à la publicité et n'est plus alors qu'un alibi pour pouvoir manipuler le plus de consommateurs possible. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, la publicité ne se tourne pas automatiquement vers les plus gros tirages. Ceux-ci touchent un milieu trop populaire (donc à faible pouvoir d'achat) ou trop hétérogène (donc difficile à cerner). La préférence des annonceurs se dirigera tout naturellement vers les catégories sociales qui peuvent constituer des cibles idéales: jeunes cadres dynamiques, industriels d'avenir... Ainsi s'expliquent les surabondances publicitaires du **Nouvel Observateur**, de **L'Express** et du **Point**, et les «pauvretés» de certains autres. Ainsi **Télé 7 Jours**, plus gros tirage de la presse française (2,6 millions) vend 4 fois plus que **L'Express** et a des recettes publicitaires inférieures (155 millions en 78, pour 180 à **L'Express**). L'inégalité de cette répartition publicitaire profite bien sûr plus aux «gros» qu'aux «petits». Tenant les uns sous sa dépendance économique elle en condamne d'autres, favorisant ainsi une concentration accrue des titres.

Sur ce point on peut s'arrêter à deux exemples: celui des «couplages» de titres qui permettent de s'adresser au maximum de consommateurs potentiels (c'est ce qui se passe avec la presse Hersant: **Figaro, France-Soir, Aurore**); celui des «pools» créés par certains journaux de province qui permettent eux de couvrir géographiquement une région et qui pénalisent les journaux qui n'y participent pas. Dans cette jungle où tous les coups sont permis, il n'est pas étonnant que la publicité, symbole même d'une expression aliénée, se fasse le plus vaillant soldat de la concentration.

ECRIVEZ DONC CE QUE JE PENSE

Point n'est besoin pour des libertaires de revenir sur le rôle d'intoxication joué par la publicité, comment elle renforce et défend toutes les normes morales de cette société. Sachons seulement, et ce n'est pas innocent, qu'environ 30 % du total publicitaire reçu par les magazines va à la presse féministe. En ce domaine, la liberté a encore de longues luttes devant elle.

Mais la pression économique sur les libertés de la presse, pour être plus sournoise, n'en est pas moins aussi dangereuse. Pression directe certes parfois sur tel ou tel journal, sur tel ou tel journaliste, voire sur tel ou tel article. Mais surtout pression économique: pour vivre, le journal a besoin de la publicité, pour avoir de la publicité il doit augmenter le nombre de ses lecteurs, et pour augmenter le nombre de ses lecteurs il doit atténuer ses positions, éviter tout ce qui pourrait déplaire. La boucle est bouclée. La publicité concentre, uniformise la presse, et aux rares journalistes qui voudraient protester elle dit simplement: «Puisque, moi, je vous fais vivre, Messieurs...». ■



Bonnot

PRESSE/ETAT

le poids du fric le choc des patrons

En ce début de l'année 81,
le rachat de Hachette par Matra (35.000 salariés)
a fait les gros titres de la presse.
Pour une fois,
c'était effectivement une information de première importance.
L'avenir de la liberté d'expression en dépend.
Et il est plutôt sombre...

MATRA-HACHETTE: UNE NATIONALISATION PRIVEE

Rappelons brièvement les dangers que fait courir une telle opération financière et politique. D'abord, et pour la première fois dans ce secteur, Matra détient maintenant tout le cycle de l'information: presse, distribution, livre, satellites de télédiffusion, informatique, banques de données, télématique. Lorsqu'on sait que jamais aucune concentration, dans quelque domaine que ce soit, n'a favorisé le pluralisme et les libertés, il y a de quoi avoir froid dans le dos. Enfin, et surtout, dans ses autres secteurs (armes, fusées, électronique), Matra est totalement dépendant de l'Etat et, très justement, on a pu qualifier le rachat de Hachette par la formule: «nationalisation privée». Cette liaison étroite avec le pouvoir est une menace de plus. L'un des «bons mots» du frétillant Jean-Luc Lagardère, PDG de Matra, est plus qu'une révélation, c'est un aveu: «Quand on travaille avec l'Etat, il faut savoir s'écraser» (1). Ni plus, ni moins!

Lorsque Matra avala Hachette, le pouvoir fut des plus silencieux, puis joua les surpris, pour ne pas dire les inquiets. Singulière hypocrisie, puisque ce qu'on a moins dit c'est que les tenants de l'Etat ne pouvaient pas ne pas être au courant. Ne serait-ce que parce que la Caisse des dépôts possède, à travers la Banque privée de gestion financière, 47% des actions de Hachette. En réalité, c'est l'Etat qui est le plus sûr promoteur de la concentration de la presse. Dans cette affaire, il a tout à gagner.

PRESSE: L'ARRIVEE DES REQUINS

Et il ne se gêne d'ailleurs pas pour intervenir à tout bout de champ. Quand le sinistre Dassault voulut racheter L'Aurore, il y eut un coup de téléphone de l'Elysée qui arrêta l'opération par cette fin de non-recevoir: «Pas question, Dassault est trop chiraquien». Bavure? Certes non, puisque ce type d'intervention dans

«QUAND ON TRAVAILLE AVEC L'ETAT, IL FAUT SAVOIR S'ECRASER».
(Lagardère, PDG de Matra)

les affaires de la presse n'a jamais cessé d'exister et de se multiplier. A chaque gros coup, Giscard a mandaté ses gros bras pour faire régner l'ordre, son ordre. Lecanuet alla donner un coup de main à Hersant pour le rachat de Paris-Normandie. Puis ce fut le tour d'Edgar Faure et de Marie-France Garaud lorsqu'il s'agit de la conquête du Figaro par le même Hersant. Et, enfin, on dépêcha Victor Chapot (conseiller du président de la république) pour avaler France-Soir et L'Aurore. Bon appétit, messieurs!

Ces dernières années, l'histoire de la presse n'est qu'une longue suite de grenouillages politiques sur fond de crise. La montée vertigineuse des frais de production a fait vendre la presse aux plus offrants. Il y a quelques années, les gros magnats s'y étaient tous investis: Boussac (textile), Beghin (sucre), Prouvost (laine), Amaury (papier), Dassault (aviation)... Puis, la crise fit s'effondrer certains de ses empires. Alors arriva l'Etat giscardien. Dans ses caisses: de l'argent. Dans sa tête: la conquête de l'information.

L'ETAT: REDACTEUR EN CHEF

Le 5 janvier 81, on pouvait lire une toute brève information: «Mediasud», société filiale du Provençal (Deferre, vous connaissez?), chargée de la régie publicitaire du quotidien marseillais passait sous le contrôle de l'agence Havas. Nouvelle sans intérêt? Voire, lorsqu'on sait que 51,74% du capital de l'agence Havas est détenu par l'Etat...

Ce type de «détails» abondent et ont transformé l'Etat en empire de l'information. Ne parlons pas du monopole, défendu jalousement, de la communication télévisée (avec, ici aussi, l'aide de Matra). Mais voyons un peu du côté des radios. L'Etat par l'intermédiaire de la SOFIRAD (dirigée par Michel Bassi, ex-porte-parole de l'Elysée) contrôle Radio Monte-Carlo, Sud-Radio, et dispose d'une minorité de blocage à Europe 1. Il en va de même avec RTL à travers l'agence Havas (dirigée par Yves Canac, ex-secrétaire général adjoint de l'Elysée). Quant au patron du Haut conseil de l'audio-visuel, ce n'est autre que Gérard Montassier, le propre gendre de Giscard!

Côté radio, ce n'est donc pas si mal. Côté information, c'est encore plus brillant. L'AFP est théoriquement autonome depuis 1957. Pratiquement, elle est aux mains de l'Etat qui, avec ses abonnements, lui assure 60% de ses recettes. Alors, pourquoi se gêner... c'est le pouvoir qui nommera le PDG de l'AFP. Cela ne paraît guère important, mais en sachant que nombre de journaux reproduisent, mot à mot, les dépêches de cette agence...

On le voit, peu à peu, l'Etat a grignoté tous les espaces d'information. «Partiellement ou en totalité, directement ou indirectement, le pouvoir contrôle 100% de l'information télévisée; 80% de l'information radiodiffusée; 67% de la presse quotidienne nationale; 65% des grands magazines nationaux». Comme quoi, il va devenir de plus en plus difficile de penser à voix haute. ●

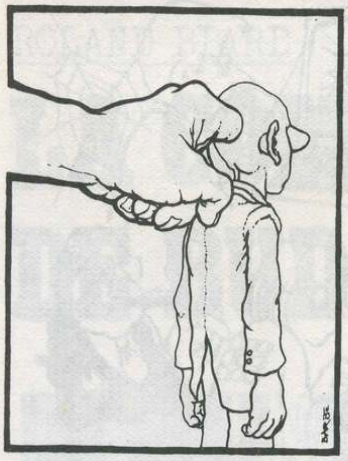
(1) «Le Monde» du 18/12/80.

CITIZEN HERSANT

Robert Hersant est un «gros» de la presse, donc du pouvoir. Il y a 30 ans, il créait L'Auto-Journal. Cinq ans après il est élu député de l'Oise. En avril 56 un débat parlementaire invalide son mandat. Aujourd'hui, à 61 ans, il est à la tête d'un groupe de presse qui emploie 8.000 personnes et réalise un chiffre d'affaire supérieur à 1.000 millions. Il n'a pas son pareil pour tourner les lois et truquer ses journaux: titres différents, contenus identiques. Avec lui, vous croyez acheter L'Aurore (ce qu'on ne vous souhaite pas)... et vous lisez Le Figaro (ce qu'on vous souhaite encore moins)!

EXTRAITS DE SA CARTE DE VISITE

- LES QUOTIDIENS.
  - FRANCE-SOIR (505.000 exemplaires).
  - LE FIGARO (312.000 ex.).
  - L'AURORE (156.000 ex.).
  - PARIS-NORMANDIE (Rouen, 144.000 ex.).
  - NORD-MATIN (Lille, racheté en 67 aux socialistes: 101.000 ex.).
  - NORD-ECLAIR (Roubaix, 91.000 ex.).
  - CENTRE-PRESSE (Poitiers et Rodez: 78.000 ex.).
  - FRANCE-ANTILLES (La Martinique).
  - L'ECLAIR (Nantes, 25.000 ex.).
  - LA NOUVELLE REPUBLIQUE DES PYRENEES (Pau, 18.600 ex.).
  - LE HAVRE-PRESSE (17.500 ex.).
  - LA LIBERTE DU MORBIHAN (Lorient, 16.000 ex.).
  - LE BERRY REPUBLICAIN (Bourges).
- LES AUTRES.
  - FIGARO-MAGAZINE (408.000 ex.).
  - L'ACTION REPUBLICAINE (Dreux, hebdo).
  - PRESSE-OCEAN (Nantes).
  - HAVRE LIBRE
  - L'AUTO-JOURNAL (308.000 ex.).
  - SPORTS AUTO (100.000 ex.).
  - LA BONNE CUISINE (152.000 ex.).
  - VOTRE TRICOT
  - LE NOUVEL ADAM
  - LA PECHE ET LES POISSONS
  - TOUTE LA PECHE
  - AU BORD DE L'EAU
  - LA REVUE NATIONALE DE LA CHASSE
  - LES CAHIERS DU YACHTING (40.000 ex.).
  - BATEAUX
  - SPECIAL KARTING
  - POINT DE VENTE
- POUR COMPLETER LA CHAINE.
  - Imprimerie SIRLO
  - Imprimerie NORD-PRINT (Roubaix, imprime: NORD-MATIN et NORD-ECLAIR).
  - PUBLI-PRINT (agence de publicité).
  - AGPI (agence de presse).



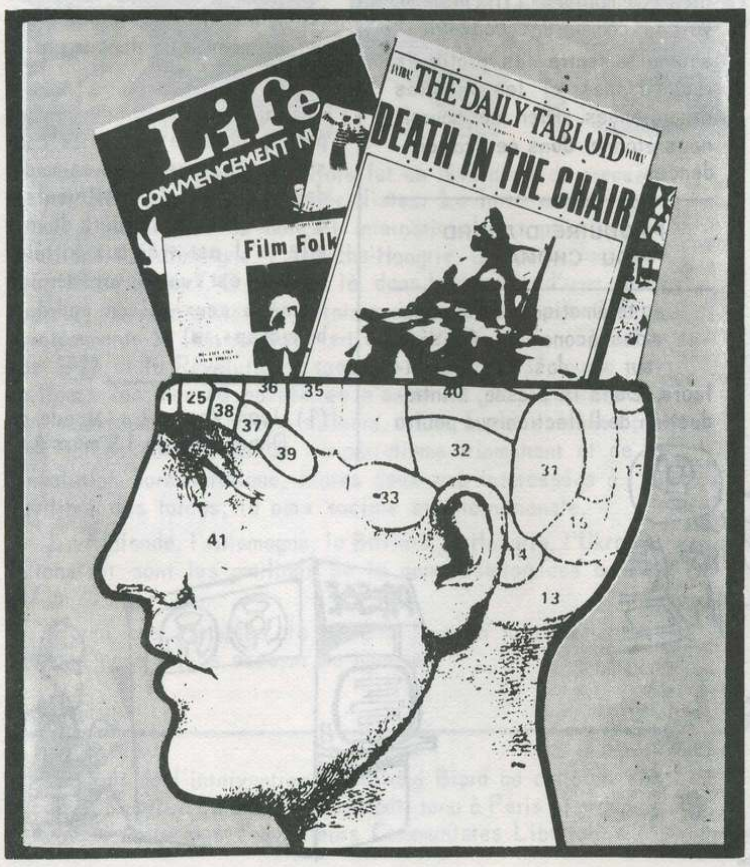
TECHNOLOGIES

"BIG BROTHER" EST A NOS PORTES

Les nouvelles technologies de l'information se sont rapidement installées aux postes de commande: facsimilés (transmission à distance de pages entières et impression sur le lieu de réception), composition sur console de visualisation (disparition des étapes intermédiaires entre le rédacteur et l'impression) ont maintenant fait leurs preuves. A tout prendre, elles n'étaient qu'une amélioration rationnelle (pour les profits, bien sûr) de ce qui existait.

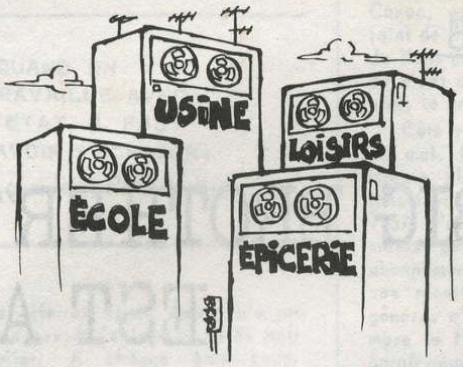
Mais une toute autre conception de l'information, et donc de la vie sociale, pointe son nez à travers deux expériences prévues (sans parler du journal «**Antiope**» déjà mis en place par TDF). L'annuaire électronique sera testé dans 250.000 foyers de l'Ille-et-Vilaine en 1982. Plus près de nous, cet été 1981, doit démarrer le projet Télétel à Vélizy (Yvelines). 2.500 terminaux seront installés chez les gens (sans bourse délier) et leur permettront de consulter leur compte bancaire, réserver des places, faire des commandes, accéder à des informations diverses...

C'est un véritable bouleversement qui va frapper de plein fouet l'information écrite. Et ce d'autant plus que l'on n'est pas sûr que l'utilisation de ces nouvelles techniques échappera à la commercialisation privée. Même si un monopole d'Etat de la télématique est assuré par la Direction générale des télécommunications (D.G.T.) dont la «bonne santé» est confirmée par ses 36,7 milliards d'affaires en 1979.



DES SOUS A GAGNER, DES CERVELLES A MAITRISER

Un journal, ça coûte trop d'argent: en France, l'importation de papier occupe la deuxième place dans le passif de la balance commerciale. Un journal, ça consomme trop: un kilo de papier égale un kilowatt, alors, en ces temps de crise énergétique, pensez donc... Un journal, enfin, ça se vend trop cher: en 10 ans, l'augmentation a été de 14,5%, alors que l'électro-acoustique ne prenait que 2,4%. Le choix télématique est donc, avant tout, un choix économique.



La deuxième raison est inscrite en toutes lettres dans le rapport Nora-Minc: «La télématique, à la différence de l'électricité, ne véhiculera pas un courant inerte, mais de l'information, c'est-à-dire du pouvoir». Et un pouvoir des plus centralisés lorsqu'on constate, d'une part l'existence d'un centre unique de décision et de contrôle: la D.G.T., et d'autre part lorsqu'on souligne que toutes ces expériences ont été décidées dans un cercle élyséen des plus restreints, où l'on retrouve Matra-Hachette en bonne place. Ajoutons que les différents systèmes télématiques sont interconnectables et nous aurons fait le tour des pouvoirs de sa majesté l'électronique.

Troisième motif, et non le moindre, même s'il peut sembler paradoxal: le désengagement de l'Etat-providence. En même temps que le pouvoir se concentre comme il ne l'a jamais fait, il se masque derrière une décentralisation apparante. «Il faut développer au maximum la communication interactive locale, emminemment sociale et très économique, et décentraliser au niveau local une grande majorité de traitements et donc des prises de décision. Pour les communications à distance, on devra réduire à l'essentiel les données et messages à transmettre, éliminer les goulets d'étranglement des structures hiérarchiques, passer très souvent par des "télémédiateurs", intermédiaires humains, qui, tels les employés des agences de voyages, disposeront de terminaux performants. On estime que la télémédiation sera demain la mission fondamentale des cadres et employés» (1). On peut voir là comme une convergence sournoise entre les pratiques reaganiennes et les théories rocardiennes. Rien ne saurait nous étonner dans ces coïncidences.

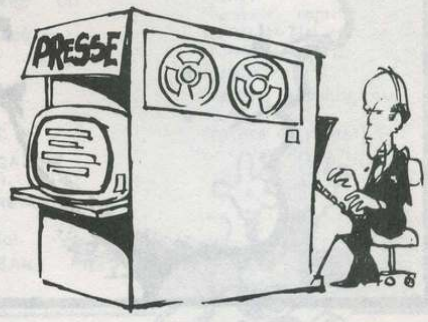
PRODUIRE D'ABORD DU CHOMAGE

La télématique, c'est aussi des économies réalisées sur le dos des travailleurs. Dans la presse, l'introduction de l'électronique pourra permettre de réduire les effectifs de 30 %. Chômage et déqualification: bonne affaire pour les patrons.

Si une autre des conséquences importantes est la concentration, l'impact fondamental des nouvelles technologies se fera sur notre vie quotidienne. L'informatique ne s'embarrasse pas de nuances. Diffusée dans toute la société, elle entraînera une augmentation de l'individualisation, le repli familial et s'attaquera à tout ce qui peut être encore service collectif. Toute fixation de groupes sur leurs intérêts spécifiques étant perçue comme un danger par le pouvoir.

Celui-ci y retrouvera ses petits, puisque son élite conservera les postes de commandes essentiels. L'intelligentsia a encore de beaux jours devant elle, s'il est vrai que la télématique est «un pouvoir de plus donné à ceux qui en ont déjà beaucoup». ■

(1) Jean Voge, «Le Monde du Dimanche» du 15 mars 81.



ROLAND BIARD

LA COMMUNE DE BUDAPEST - 1919

NOTRE MEMOIRE

La première guerre mondiale fut un révélateur de première importance des tensions impérialistes. La lutte armée impliquait l'élimination du concert international des plus faibles maillons. L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Russie faisaient parties de ceux-ci. C'est donc là, dans la débâche d'une guerre perdue, que les masses populaires entrèrent en action le plus violemment. Si l'on excepte, en effet, la Révolution Chinoise de 1927 et la Révolution Espagnole de 1936-1937, nulle part ailleurs les masses populaires n'entrèrent plus massivement en mouvement. Là comme ailleurs, elles furent écrasées par les forces conjuguées de l'impérialisme triomphant et de la révolution bureaucratique, toutes deux trop intéressées à l'équilibre des forces, la paix sociale et internationale.

La Finlande, l'Allemagne, la Bavière, la Hongrie, l'Ukraine, Cronstadt sont les maillons de la normalisation des années 17 à 20 (*).

Parmi ces exemples, la Hongrie joue un rôle particulier, ce que nous allons essayer de montrer.

(*) Extrait de l'intervention de Roland Biard au colloque des 4 et 5 avril derniers sur Cronstadt, tenu à Paris et organisé par l'Union des Travailleurs Communistes Libertaires.

LA HONGRIE DANS LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

Les oligarchies autrichiennes et hongroises alliées dans l'Etat bicéphale austro-hongrois poursuivaient un même but: le règlement, à leur profit, de la question balkanique par l'élimination de la Serbie, le contrôle des rivages de l'Adriatique et de l'Egée.

La Hongrie n'était pas prête à subir l'effort de guerre nécessaire et bien qu'elle fut certainement l'Etat le plus développé de l'Europe centrale, elle subit revers sur revers et ne doit son maintien militaire qu'à l'aide, non désintéressée de l'Allemagne. Rapidement, il se développe dans le pays les signes avants coureurs de la crise: le nombre de prisonniers, de tués et d'invalides creuse les rangs de la population active, la production agricole périclite, Budapest devient le

NOTRE MEMOIRE

budapest 1919

centre de ralliement de tous ceux qui ne peuvent plus subsister dans les campagnes.

La mise hors de combat de la Russie n'améliore pas la situation: les offensives de l'Entente, notamment par l'entrée en guerre de la Grèce et la mise en place de l'Armée d'Orient de Franchet d'Espérey, rendent la situation militaire désespérée.

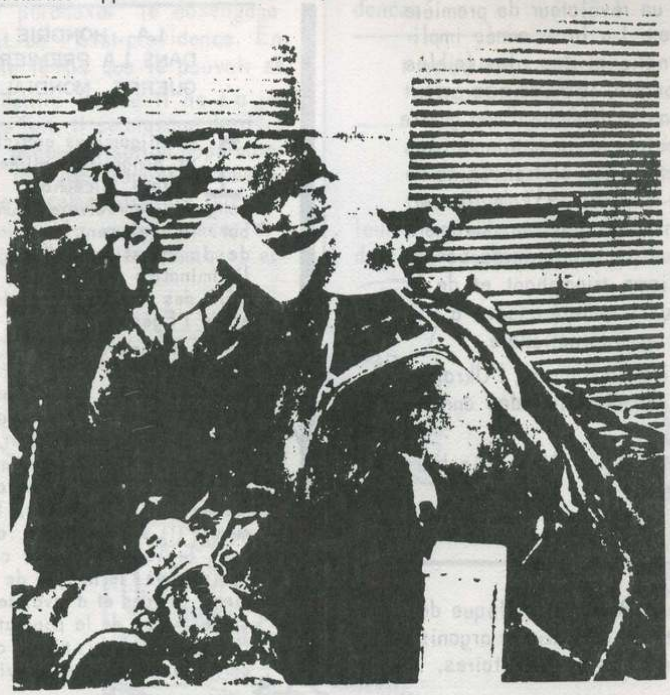
La Hongrie d'avant la guerre de 1914 présente des caractères politiques spécifiques. Certes, la social-démocratie y est dominante. Mais il s'agit d'une organisation de peu d'envergure théorique. De plus, elle manque – ce qui est un drame dans toute structure hiérarchisée! – de véritables leaders. C'est essentiellement un parti de fonctionnaires syndicaux, de coopératives, de journalistes – en bref, de ce qu'on appelle aujourd'hui les travailleurs associatifs – évidemment plus soucieux d'un développement harmonieux de leur carrière que de l'aventure révolutionnaire.

Le mouvement social créé par la crise de 1918 échappera dès ses origines au mouvement social-démocrate, nullement surpris, par ailleurs, par la défaite, mais bien plus occupé à investir les places laissées vides par l'oligarchie impériale qu'à prendre la tête de mouvements apparemment hétéroclites regroupant les soldats, les démobilisés sans emploi, les veuves, les mutilés, les chômeurs... toutes catégories assez remuantes et peu contrôlables.

LA REVOLUTION DES ROSES D'AUTOMNE

L'agitation révolutionnaire conduit à un effondrement de l'Etat hongrois largement miné par ailleurs par la défaite de la double monarchie. Le sauveur est un homme qui réunit tous les suffrages. Aristocrate, opposant de première heure, libéral, une sorte de Saint Just en politique comme en affaires, le Comte Karolyi est investi avec la bénédiction de tous. L'administration impériale parce qu'elle espère conserver ses fonctions auprès d'un gouvernement peu préparé, les sociaux-démocrates parce qu'ils disposent de la seule organisation un peu cohérente dans un pays en voie de désagrégation et qu'ils espèrent tirer profit de cette situation, les pays de l'Entente qui espèrent bien pouvoir dépecer en toute tranquillité la Hongrie grâce à un homme qui leur a toujours été favorable...

Mais, dès le 25 Octobre, s'étaient déjà formés des Conseils de Soldats, puis le 29 à l'issue d'une grève générale d'une ampleur inégalée, est créé le Conseil Ouvrier de Budapest. Le 30, les casernes sont occupées, ainsi que les gares, le Central Téléphonique, les magasins de vivres et les principales administrations.



Le gouvernement Karolyi est rapidement mis en place face à cette situation et devant le peu de succès des mots d'ordre de reprise du travail lancés par le Parti Social-démocrate Hongrois. Le 16 Novembre, la République Hongroise est proclamée.

300.000 personnes acclament le nouveau régime. Mais celui-ci est déjà divisé entre une bourgeoisie magyare regroupée en un Comité National et les ouvriers et soldats de Budapest regroupés dans des Conseils formés spontanément un peu partout. Le Parti socialiste se refuse à trancher, mais publie un programme ambigüe dont le but ultime affirmé est la République sociale tout en préconisant la *«réorganisation de la production»*. Le mouvement des Conseils, lui s'étend rapidement à la province. Ce mouvement est évidemment loin d'être homogène surtout dans les campagnes où les petits et moyens propriétaires, parfois même les hobereaux, se rallient à ces structures qui à leurs yeux remplacent désormais les Conseils municipaux légaux. Dans les villes, les Conseils sont dominés par les ouvriers. C'est Budapest qui va jouer dans le mouvement des Conseils le rôle essentiel. Les socialistes sont influents, mais non prédominants au sein du C.O.B. (Conseil Ouvrier de Budapest), ils sont encore moins représentatifs au C.S.B. (Conseil des Soldats de Budapest) Pour prévenir tout danger, le ministre socialiste Böhm tente sans succès de soustraire au contrôle de ce dernier les dépôts et les usines d'armement. Le mouvement de contestation des décisions gouvernementales fait tache d'huile: les ouvriers de l'usine Ganz-Danubius expulsent les propriétaires et élisent un Conseil de direction; il en sera de même dans les usines de munitions de Csepel... Les manifestations de rues, principalement de démobilisés et de chômeurs, se multiplient; les journaux réactionnaires sont saccagés... Dans les campagnes, la réforme agraire partielle préconisée par le Comte Karolyi apaise quelques temps des revendications qui reprendront de plus belle, notamment sous l'impulsion du Conseil des Ouvriers agricoles qui s'insurge devant une réforme qui favorise par trop la petite paysannerie. Des coopératives s'organisent...

Face à une situation de plus en plus complexe, le P.S.... demande l'élection d'une Assemblée Nationale Constituante! Election évidemment rendue impossible par l'occupation étrangère en Hongrie (Entente, Roumanie, Tchécoslovaquie).

NOTRE MEMOIRE

budapest 1919

Les ministres bourgeois et Karolyi se retirent du gouvernement au profit exclusif des sociaux-démocrates (janvier 1919). Cadeau sans nul doute empoisonné que les socialistes acceptent néanmoins: leur refus aurait entraîné la prise du pouvoir par le C.O.B. et le C.S.B.. Cette perspective leur agrée d'autant moins que depuis le 24 Novembre 1918 les socialistes sont directement concurrencés par le Parti Communiste Hongrois. La plupart de ses dirigeants sont d'anciens prisonniers de guerre en Russie et qui ont adhéré d'abord au parti bolchévik puis ensuite à la section hongroise de l'I.C. Depuis le 7 Décembre, le P.C. publie «*Vorös Ujsag*» qui reprend largement les mots d'ordre des Conseils.

LA MARCHE VERS LA REVOLUTION SOCIALE

A Budapest, l'agitation est quotidienne. Les socialistes se trouvent vite débordés, d'autant plus qu'incarnant désormais l'Etat, ils sont pris à partie directement. Ainsi, le 20 Février, une manifestation de chômeurs prend-t-elle pour cible l'immeuble du «*Nèpszava*», organe du Parti Social-Démocrate Hongrois. Il faut faire appel à la police... qui trouve en face d'elle les groupes anarchistes d'auto-défense. L'affrontement devant le «*Nèpszava*» fera 7 morts et 100 blessés.

Face à cette situation du mouvement ouvrier nait un courant unitaire dont les syndicats sont à l'origine. Dès le 17 Janvier, une commission mixte d'arbitrage entre les socialistes et les communistes est mise sur pied pour tenter d'arrêter les affrontements entre les deux partis. Coup d'épée dans l'eau puisque le mois suivant, sous le prétexte d'une manifestation violente de métallos, 68 dirigeants communistes et quelques anarchistes sont emprisonnés. Erreur tactique sans nul doute qui déclenche une réaction à peu près unanime. Les usines de Cespel, le poumon ouvrier de Budapest, menacent de passer à la grève générale...

Les dirigeants socialistes sont acculés: ou bien ils maintiennent les consignes de répression ou ils négocient avec les révolutionnaires et les communistes. Cette situation qui a été en partie construite par les stratèges de l'I.C. ne laisse guère de place pour des solutions moyennes. La majorité social-démocrate choisit la négociation, pensant bien tirer son épingle du jeu. Les éléments hostiles à l'accord s'enfuient à Vienne... où, Dieu merci, tout est déjà fini!

Bela Kun, intronisé par Moscou comme antenne de l'I.C. en Hongrie et ancien militant social-démocrate fixe les conditions d'un accord. Elles sont dures pour les socialistes. Il exige en effet:

- (que) «*Tout le pouvoir soit réellement et définitivement passé au prolétariat industriel et agricole.*

- *Que toute identification avec les intérêts capitalistes ait réellement cessé*».

Ceci implique un programme en 10 points:

- abolition de la République parlementaire: proclamation de la République des Conseils Ouvriers et Paysans;
- suppression de l'armée et de la police: «armée de classe du prolétariat»;
- abolition complète de la bureaucratie: auto-gouvernement...
- contrôle par les Conseils de la production agricole et industrielle;
- nationalisation de la terre, interdiction du travail salarié privé;
- socialisation des banques, confiscation des dépôts;
- socialisation des transports et de l'industrie;
- monopole du commerce extérieur et intérieur;
- protection du travail;
- séparation de l'Eglise et de l'Etat: école laïque.

Les socialistes, sous peine d'être débordés, acceptent le programme de Béla Kun.

Mais celui-ci est loin d'être représentatif de la IIIe Internationale. Il a été largement influencé par les mouvements populaires et par la présence aux côtés de probolchéviks formés en Russie, de communistes, de socialistes révolutionnaires et d'anarchistes. Les anciens du groupe *Galilée*, l'aile gauche du Parti Radical, le groupe anarchiste d'Otto Korvin qui s'appelle curieusement «*Les gars de Lénine*», les militants syndicalistes de tous horizons révolutionnaires sont alliés pour un temps avec les bolcheviks hongrois.

La social-démocratie acceptera l'ultimatum, la fusion des deux partis sera effective le 21 Mars 1919. Elle espère bien, par là même, écraser les communistes. En effet, elle représente au moment de la fusion près de 700.000 adhérents, alors que le P.C.H. ne peut guère être estimé au-delà de 30.000 militants!

VIE ET MORT DE LA REPUBLIQUE DES CONSEILS

L'accord est soutenu avec enthousiasme par le COB de Budapest. Le comte Karolyi qui avait été délégué aux fonctions honorifiques de Président de la République, démissionne en indiquant que, selon lui, il est désormais «*nécessaire que le prolétariat prenne le pouvoir entre ses propres mains*». Il reconnaîtra d'ailleurs après cette démission volontaire et pour se disculper qu'il était devenu impossible de gouverner la Hongrie: «*toute la puissance armée, la milice urbaine, la milice populaire, la police, l'armée (étaient) sous contrôle populaire*».

La République hongroise des Conseils est proclamée le même jour, pratiquement sans résistance.

NOTRE MEMOIRE

budapest 1919

Dès cette proclamation, une lutte sévère s'engage en Hongrie entre le nouveau parti, le P.S.H., et les Conseils pour la prise du pouvoir: les évictions de municipalités se poursuivent ainsi que les occupations de terres, d'édifices publics, de gendarmeries, d'usines, de mines. Des conseils sont même créés dans les zones occupées par les armées française et roumaine. Les Conseils de Soldats décident d'armer les Conseils Ouvriers et les Conseils Paysans...

Les nouveaux «socialistes» qui vont prendre en main le gouvernement central vont tenter à tout prix de canaliser le mouvement populaire. Mais ce pouvoir repose tout d'abord sur une ambigüité fondamentale: l'appui de la Russie. Les menaces militaires qui pèsent sur la Hongrie sont sans commune mesure avec sa capacité de défense: offensive des armées tchèques en Slovaquie magyare, des Roumains qui ont obtenu de l'Entente une ligne de démarcation sur le Marös, occupation franco-serbe au Sud et création d'un Comité Nationaliste Hongrois dans cette zone. Mais la confiance de Moscou en la révolution hongroise est limitée. Lénine en personne s'entretient avec Béla Kun. Il lui pose des questions précises: «*je vous prie de me faire savoir quelles garanties effectives vous avez que le nouveau gouvernement Hongrois sera réellement communiste, et pas seulement socialiste, c'est-à-dire social-traître (...) Les communistes sont-ils en majorité au gouvernement?*». Fin Mars, Lénine semble se rallier aux thèses de Béla Kun. Il déclarera dans un communiqué: «*Les premières nouvelles laissaient redouter quelque peu une tromperie de la part des pseudo-socialistes ou social-traîtres. N'avaient-ils pas donné le change aux communistes?...*» Après avoir affirmé son appui à Béla Kun, le gouvernement bolchevik n'interviendra plus... y compris dans une situation militaire quasi catastrophique. L'aide militaire russe sera limitée à quelques films de propagande péniblement convoyés par avion jusqu'à Budapest.

L'abstention de fait de Lénine repose sur une double appréhension. Il redoute une manœuvre des socialistes – ce qui est parfaitement justifié par les faits ultérieurs. Mais, surtout semble-t-il, il se méfie de la faiblesse militante et théorique des communistes hongrois. Là aussi, ses craintes semblent justifiées. Le Parti Communiste Hongrois est loin d'être aussi homogène que son homologue russe.

La minorité libertaire y est la plus active. Elle se regroupe autour de Tibor Szamuelly qui milite ouvertement pour la rupture avec les sociaux-démocrates et la reconstruction d'un parti révolutionnaire autonome. Szamuelly et Szanto seront habilement écartés: on leur confiera des tâches techniques suffisamment absorbantes... Quant au libertaire fondateur du syndicalisme des ouvriers agricoles, Csizmadia, il abandonnera le gouvernement début Avril.

Les élections au Grand Conseil Révolutionnaire Ouvrier et Soldat de Budapest confirment aux bolcheviks les deux dangers qu'ils doivent affronter. Les ex-sociaux-démocrates ont 4/5 des sièges et dans le 8° arrondissement de Budapest, le seul où se présentaient des membres de la tendance libertaire, ceux-ci sont élus en totalité.

La révolution des Conseils de Hongrie se trouve dans une impasse. Les socialistes vont bientôt s'apercevoir que leurs espoirs sont vains et que les premiers succès militaires de l'armée rouge hongroise, notamment en Slovaquie (proclamation de la République des Conseils Slovaques) sont un coup d'épée dans l'eau sans appui de la Russie. Le recours à l'Entente apparaît en définitive

Leon Trotsky, 1919.

comme un salut plus sûr. Des négociations sont entreprises en sous-main. Les Français donnent des assurances: il ne sera pas question de laisser le gouvernement provisoire nationaliste s'installer à Budapest si un gouvernement de transition socialiste homogène est mis en place.

Les socialistes vont se détacher progressivement de Béla Kun. Celui-ci va se trouver de plus en plus isolé alors que les Conseils Ouvriers prennent progressivement le pouvoir. Béla Kun s'affole et propose aux Tchèques une paix sur le modèle de Brest-Litovsk (sacrifiant ainsi les révolutionnaires slovaques). Ces atermoiements provoquent le désarroi dans l'armée rouge hongroise. La psychose de défaite s'accentue avec la démission du socialiste Boëhm du Commissariat en chef de l'Armée Rouge. Le 20 Juillet, l'Armée Rouge est écrasée par l'armée roumaine. Béla Kun comprend qu'il a été lâché par Moscou. Il envoie alors un télégramme qui restera unique dans les annales de l'I.C.: «*Dis* (c'est adressé à Rudnyansky, ambassadeur hongrois à Moscou) *Dis à Lénine ceci: je suis à bout de patience, même si l'attitude de Rakosvski et de Tchitechérine est approuvée par le Comité Central. Je considère le fait que les troupes roumaines* venues de Bessarabie (souligné par nous, n.d.l.a.) *aient pu venir nous battre, comme une absence totale de collaboration...*»

Le 30 Juillet, le gouvernement Béla Kun est contraint par les socialistes à démissionner. Il est remplacé par un gouvernement syndicaliste présidé par Friedrich. Mais les troupes roumaines ne sont qu'à quelques kilomètres de Budapest et bientôt elles y amènent dans leurs fourgons l'amiral

Horty. Ainsi débute le Cronstadt hongrois: il y aura 30.000 arrestations et pas moins de 9.000 morts!

* * *

Nous avons voulu faire ces rappels historiques pour illustrer notre propos. Cronstadt est bien une fin et non un début.

La Révolution populaire a été liquidée en Europe par les forces conjuguées de la bourgeoisie, libérale ou non, des sociaux-démocrates, socialistes et réformistes de tous poils et les bureaucrates des partis léninistes. Le temps de la normalisation, après les grandes incertitudes de la I° guerre mondiale ne pouvaient plus avoir cours. La raison d'Etat primait tous les autres intérêts... sauf ceux des gens en place, bien sûr.

La répression du mouvement populaire a été dans tous les cas la conjonction de situations politiques, économiques et militaires diverses. Mais dans tous les cas, elles ont eu un point commun: intégrer le mouvement ouvrier révolutionnaire dans des cadres connus et sûrs: parlementarisme bourgeois, démocratisme social-démocrate, étatisme bolchevik. Les similitudes de situations avec l'avant-Cronstadt sont troublantes, la démarche politique est identique: intégration des Conseils à l'appareil étatique. Dès le 23 Mars 1919. Lénine proclame la nécessité de la «*gestion par un seul homme*», le Congrès du P.C.R admet en Novembre 1919 les thèses de Trotsky sur la militarisation du travail et l'élimination des syndicats, etc...

En définitive, la dictature du prolétariat est bien, selon le mot de Lénine, «*organisée par le Parti, dirigée par le C.C. et le Politburo, (elle) s'appuie sur les syndicats contrôlés par les communistes*». Cette forme d'Etat n'est-elle pas celle rêvée par les bureaucrates de tous les pays?

Ce régime autoritaire et oligarchique, centralisé et basé sur la délégation de pouvoir n'est pas fondamentalement différent des régimes bourgeois.

Et c'est au nom de la lutte contre tous ces systèmes oppressifs que se révoltent tous les Cronstadiens... Ils finiront bien un jour par triompher! ■

Roland BIARD.

NOTRE MEMOIRE

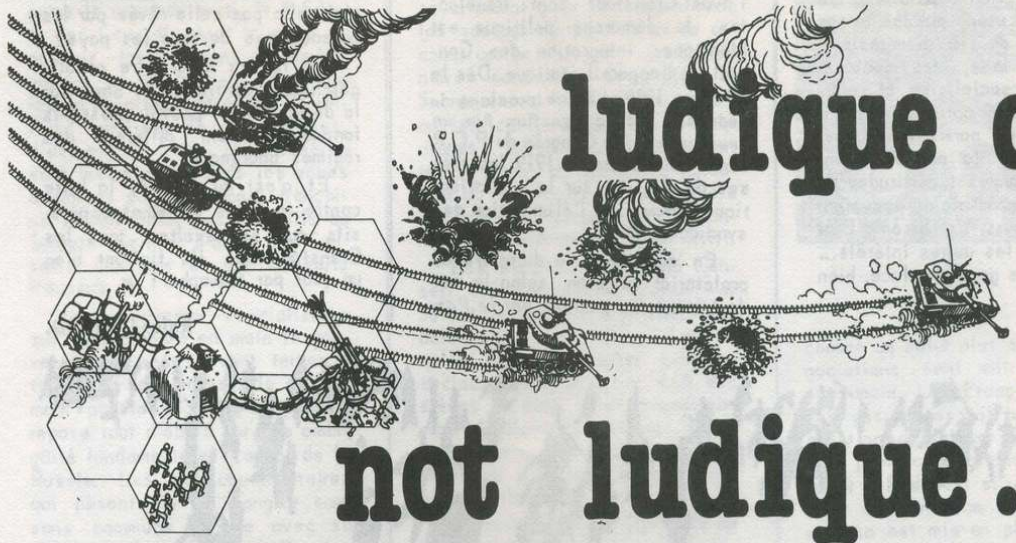
budapest 1919

AGORA S'AFFICHE

Les deux posters ci-dessus sont en vente au prix unitaire de 5 Frs (à partir de 10 exemplaires: 3 Frs pièce) frais de port compris. Vous pouvez donc, dès aujourd'hui, nous faire parvenir vos commandes sans oublier d'y joindre le montant.
Tout versement à libeller à l'ordre de:
Claude Ariso, CCP n° 3-286-90-N, Toulouse.

JEUX DE SOCIETE

Un phénomène culturel dont on parle peu dans les colonnes de la presse libertaire et qui mérite qu'on s'y arrête à plus d'un titre, est l'énorme succès des jeux de réflexion et plus généralement du jeu comme phénomène de masse.



ludique or not ludique...

Si de tous temps les hommes de toutes les ethnies ont développé une fonction ludique («*Homo ludens*») plus ou moins importante, on assiste ces dernières décades à un engouement extraordinaire pour les jeux de réflexion. Sans s'attarder davantage sur des «jeux» tels que le Loto, le Tiercé ou la Loterie (1) qui ont des fonctions d'intoxication étatique que l'on rencontre sous presque toutes les formes économiques de société, il est de notre propos d'étudier plus spécifiquement les jeux que j'appellerai d'individuation car n'étant pas contrôlés par l'Etat tout en possédant toutefois une fonction thésaurisable puisque vendus.

LE PHENOMENE EN QUESTION A PARTIR DE QUELQUES CHIFFRES

Un million de «*Scrabble*» vendus en France par an, cent millions de «*Monopoly*» de vendus dans le monde de 1934 à 1977, 50.000 jeux de cartes sont vendus par jour dans le monde, des dizaines de millions de «*Rubik's*» se sont répandus dans le monde entier, 20 millions de japonais possédaient leur «*Reversi*» en 1975, soit trois ans après sa mise en service (avril 73). Rien qu'en France, on assiste à une prolifération de ludothèques, de boutiques spécialisées, de clubs ou fédérations spécifiques et même de revues spécialisées comme «*Jeux et Stratégie*» ou «*QI*» qui ont à peine un an d'existence. Les grands quotidiens et hebdomadaires qui, il y a deux ou trois ans seulement, n'offraient à leurs lecteurs que des mots croisés pour toute activité ludique, consacrent désormais plusieurs pages tant au «*Scrabble*» qu'aux jeux de mots et de chiffres, aux échecs ou au bridge. La télévision s'est également intégrée à ce phénomène en dépassant le stade du jeu dit intellectuel tel que l'ancien «*La tête et les jambes*» qui touchait, de par sa conception, une infime quantité de téléspectateurs, pour présenter quotidiennement un «*Des chiffres et des lettres*» qui stoppe toute activité dans les chaumières les plus reculées.

LES VENDEURS «D'INTELLECT»

Le capitalisme, qu'il soit privé ou d'Etat, a toujours eu pour essence de faire du profit et il est évident que le phénomène croissant du jeu de société a rempli quelques coffres et en remplira encore davantage jusqu'à la chute finale.

Charles Darrow, le promoteur du «*Monopoly*» est mort milliardaire grâce à ce jeu universellement diffusé (et créé, oh ironie, en pleine crise économique). Six éditeurs se partagent 90% du marché français dont trois jeux seulement apportent des dividendes fantastiques à la firme *General Mills*: le *Monopoly*, le *Mastermind* et le *Scrabble*. Avec l'arrivée des jeux électroniques sur le marché, c'est une nouvelle poule aux œufs d'or pour quelques grandes firmes qui bénéficient d'un réseau de diffusion international intense et de supports publicitaires propres à convaincre tous les sceptiques. Pour appuyer ces dires sur les jeux électroniques, penchons-nous sur quelques chiffres fournis par un sondage effectué par cinq étudiants de l'Institut Supérieur de Gestion (pour leurs études !!!) tiré de «*Jeux et Stratégie*» n° 5 d'octobre 80:

- Sur 1000 personnes, 23% sont des adeptes des jeux électroniques.
- 39% déclarent qu'elles achèteront un jour ou l'autre un jeu électronique de réflexion.
- 53% d'entre elles pensent que les prix vont baisser ce qui permettra un achat potentiel.

Donc, comme on le voit, l'emprise des jeux électroniques ne fait que commencer et leur apparition récente suscite déjà de très fructueuses rentrées financières. Enfin, car même les petits profits ne sont pas à négliger, on observe chez les commerçants (du plus petit aux grandes surfaces) les traditionnelles escroqueries sur ces

nouveaux produits. Un exemple tiré d'une enquête de «*Que choisir*» de décembre 77: le jeu de *Scrabble* subit des écarts importants d'une boutique à l'autre, puisqu'on peut le trouver compris entre 35 et 90 Frs !!

Quant aux inventeurs on ne peut pas dire que la création et l'imagination soient lucratives puisque les droits d'auteur sont d'environ 3% soit trois à quatre fois plus faibles que pour un livre. Encore que 3% d'un jeu vendu à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires...

LES JEUX ET LA POLITIQUE

Avant d'entrer dans l'étude de certains types de jeux, il est intéressant de faire un peu d'histoire et qui dit histoire des sociétés dit histoire de la répression. Car en effet et ceci pourra étonner certains lecteurs, les états ont exercé une répression et une suite d'interdits depuis les temps les plus reculés; qu'on en juge:

L'empire romain interdisait toute mise d'argent aux jeux de dés et d'osselets... sauf pour les empereurs et l'aristocratie.

Un édit de Charles IV le Bel datant de 1319, interdisait les jeux de dés, le trictrac, les billes, les quilles et même le palet! – les échecs chinois (Xiang Qi) ont été interdits pendant la Révolution culturelle en raison de leur caractère «féodal»!

L'Eglise comme toujours ne sera pas en reste de l'Etat puisqu'en 813 le concile de Mayence excluera de la communion ceux qui s'adonnent aux jeux de hasard. Pour l'Eglise le Jeu est, alors, un péché et qui dit péché, dit punition.

En 1254, Saint Louis interdit la fabrication des dés pour satisfaire la très puissante Eglise. Par contre les Echecs, jeu noble par excellence, ne subira pas les foudres des gouvernants et des Eglises. Ce sera pendant plusieurs siècles le jeu de la classe au pouvoir et on assistera à des aménagements conjoncturels étranges comme, par exemple, le remplacement du roi de l'échiquier par Lénine après la Révolution russe! Les jeux de cartes subiront également des modifications dues aux régimes, comme en 1789 en France où les rois, les reines et les as seront remplacés par les Génies, les Libertés et les Egalités.

Notre époque ne suscitant pas pour le moment d'interdits notoires à ce sujet, on assiste à un phénomène de contre-balancement typiquement dialectique (et commercial évidemment) qui est l'apparition de «contre-jeux» d'inspiration contestataire: c'est le «*Class struggle*» américain, le «*Mai 68*» créé par Duccio Vitale et François Nédelec, le «*Chomageopoly*» des ouvriers de Lip et autre «*Antimonopoly*» d'un contestataire américain. Excepté le «*Chomageopoly*» qui a une fonction très différente des trois autres jeux cités, les inventeurs et diffuseurs ont réussi à toucher un nouveau public jusque-là ignoré: celui des anciens combattants et des léninisants de tout acabit.

LA NOUVELLE FURIA DES «WARGAMES»

C'est le phénomène le plus important de ces dernières années et qui prend des proportions trop importantes pour que l'on ne s'y arrête pas. Comment résusciter les glorieux faits guerriers de l'histoire du monde, comment transformer les anciens joueurs de belote en généraux ou en amiraux issus de nos vieux livres d'école? Tels étaient les objectifs de ces nouveaux jeux et de leurs inventeurs. Telles sont les dernières réussites de ces personnages qui ont trouvé une source de profits basée sur cet «instinct» vieux comme le monde: celui du guerrier. Pas moins de 500 titres sont apparus en quelques années sur les marchés occidentaux; plus de titres que tous les jeux inventés depuis 100 ans!

Empruntons à Georges Savitzky (dans «*Jeus Descartes*» n°9 de janvier 81) ces phrases sans équivoque pour situer la teneur didactique de ce type de «Jeu»: «*...Les wargames ont en commun d'être des jeux de simulation de batailles d'un haut niveau stratégique. S'affrontant mutuellement sur des champs de bataille reconstitués ou imaginaires, les joueurs prennent plaisir à s'identifier au stratège militaire à la tête de ses armées*». Certains esprits chagrins penseront qu'il est préférable de faire la guerre sur une table que sur des champs de bataille réels, un nouveau «*make love, not war*» en quelque sorte. Si cet argument relève de l'évidence, il n'en reste pas moins que les *wargames* sont un remarquable véhicule idéologique pour préparer et entretenir les esprits pendant que de vraies guerres, cette fois, se déroulent dans de multiples zones du monde.

Les sujets de ces «Jeux» ne laissent planer aucune équivoque quant au «message» contenu; qu'on en juge par ces quelques titres issus du catalogue «*Jeux Descartes*»:

INVASION AMERICA :
les États-Unis face à des envahisseurs qui tentent de s'emparer des centres vitaux du pays.

«...NOUS AVONS LES JEUX QUE NOUS MERITONS».

Ce grand fournisseur de cimetières que fut Napoléon est à l'honneur avec «*Kriegspiel*», «*Austerlitz*», «*Iéna*», «*Waterloo*», «*Les dernières batailles de Napoléon*». Napoléon III ne lui cède en rien avec «*1870*», «*Magenta*» et «*Solférino*». La IIe guerre mondiale est bien représentée également avec «*Okinawa*», «*43 Sicily*», «*Rommel*», «*Norge*», «*Afrika korps*», «*Guderian*», «*Tobruk*», «*Panzer Leader*», «*Panzer Blitz*», etc. Tout est bon pour amuser nos stratèges de table: de «*Little big horn*» à «*Attila*», de «*Iliad*» à «*Yorktown*», de «*Lutwaffe*» à «*Millenium*». La IIIe guerre mondiale est déjà programmée avec «*East and west*» et gageons que les conflits actuels comme ceux de l'Irak et de l'Iran ou de l'Afghanistan sont déjà dans l'esprit de certains inventeurs. Un exemple hautement significatif: les morts de la guerre israëlo-arabe n'étaient pas encore recouverts par le sable du Sinaï, que nous trouvions déjà sur le marché une «*Blitzkrieg*» digne de Moshé Dayan !!

Ce serait tromper le lecteur que de lui faire croire que cette «furia» du *wargame* date de ces dix dernières années et une brève étude historique lui permettra de s'en rendre compte; des ancêtres sous forme de statuettes grandeurs natures ont été découverts en Chine et en Egypte par les archéologues, ces derniers hésitant encore sur leur fonction exacte d'objets ludiques ou mortuaires. Le premier *wargame* véritablement considéré comme un jeu apparaît au XVIIIe siècle; créé pour le duc de Brunswick, ce jeu guerrier se composait d'un plateau de 1665 carrés où se déplaçaient 120 unités de combat. Vers 1795, un certain Vinturinis crée un plateau d'évolution qui représentait la frontière franco-belge, très disputée à l'époque par de vraies armées cette fois-ci. Dans les écoles militaires parisiennes, Von Reisswitz fit de ces jeux un élément de formation pour les futurs officiers. De cette manière, on raconte que les victoires prussiennes de 1870, puis le fameux plan Schieffen de 1939 d'invasion de la France par le territoire belge furent simulées sur des plateaux de quelques décimètres carrés! Comme quoi il n'y a pas que la géographie qui sert à faire la guerre! Le premier *wargame* accessible au public fut inventé en 1953 par Charles Robert sous le nom de *Tactis;* son succès rapide l'amena à constituer une société, *Avallo Hill Game*, qui représente aujourd'hui avec SPI, l'une des deux grandes productrices de jeux guerriers.

Ce bref historique permet donc de se rendre compte que les *wargames* ne datent pas d'aujourd'hui, mais qu'ils eurent toutefois une fonction tout à fait différente de celle qu'on veut leur attribuer à l'heure actuelle: de passe-temps des classes dirigeantes et d'entrainement des militaires, ils ont acquis – de par leur incroyable prolifération et de par les nouvelles couches de population touchées – une tout autre fonction qui, sous un «emballage distractif», ne trompe personne ou presque sur leur but d'entretien et de stimulation de la fibre guerrière «naturelle» de tout un chacun. Encore que comme le concluait un journaliste de la revue «*QI*» en mars 81: «*Avant tout conçus pour distraire, les wargames nécessitent néanmoins un* QI minimum *(souligné par nous) pour pouvoir se confronter aux problèmes que rencontrèrent Napoléon, Rommel ou César*»!! Bref, de quoi contredire toute démonstration s'il faut en croire cet émule de la sociobiologie.

JEUX DE QUELLE SOCIETE ?

Les jeux dits de thématiques sont également un parfait miroir de notre société et, tout comme les *wargames*, méritent un certain développement. La très grande majorité de ces jeux ont des points communs qui peuvent se résumer à la trilogie suivante: la reproduction des valeurs triomphantes, la mise en valeur du capital et la suprématie de la race blanche.

• la reproduction des valeurs triomphantes:

La «démocratie présidentielle» et le bulletin de vote sont représentés par le «*Jeu du Président*» et l'on y retrouve même les quatre grands: PC, PS, RI et RPR! L'électeur remplace le billet de banque du *Monopoly* et il s'agit évidemment de conquérir le pouvoir en accumulant les voix.

Dans «*Cluédo*», il s'agit de se comporter en bon détective afin de découvrir l'assassin, l'arme et le lieu du crime.

Dans «*Rafle*» (titre évocateur), c'est l'entrainement à la délation par l'intermédiaire de portraits robots dont les policiers-joueurs doivent percer le secret. On retrouve le même thème dans «*Masco*».

La peine de mort possède également son «jeu» avec «*Sauvez votre tête*». Sur la boîte de présentation il est dit que c'est un «*grand jeu historique pour toute la famille*». Qu'ajouter de plus sinon que vous pouvez devenir un grand pilote grâce à «*Air trafic*», un médaillé olympique grâce à «*Play Olympic*» ou un reporter de premier plan grâce à «*Envoyé spécial*». Tous les rêves sont permis.

• la mise en valeur du capital:

Sans aucun doute, le secteur le plus représenté dans les jeux thématiques. Le but est toujours d'amasser le plus de fric possible que ce soit sous forme de billets de banque, de terrains, d'immobilier, de matières premières... Depuis le très répandu *Monopoly*, les inventeurs ont prouvé leur piètre génie créateur en mettant sur le marché les «*Riches comme Crésus*», «*Acquérir*», «*Le jeu de l'économie*», «*Méga polis*», «*Energie*», «*Marketing*», «*Richesses du monde*». Spéculation, profit, partage du monde, pillage économique, empires financiers, tels sont les buts proposés par tous ces «jeux» qui d'ailleurs notons-le connaissent un certain désintérêt à l'heure actuelle au profit des *wargames*.

• la suprématie de la race blanche:

Souvent retrouvée dans les types de jeux précédants, cette constante raciale est habilement mise en valeur par les inventeurs de jeux, ce qui malheureusement ne peut étonner puisque les jeux dont il est question sont de conception soit américaine soit d'Europe Occidentale!

Vous pouvez piller le pétrole des arabes avec «*Pétropolis*» et les matières premières du Tiers Monde avec «*Richesses du monde*»; «*Les pionniers du rail*» vous permettra de revivre le génocide des indiens d'Amérique du Nord qui ne représentent que des obstacles à éliminer. Dans «*Junta*», le manuel d'instruction est sans équivoque: «*Le plateau de jeu représente le plan de la capitale d'une nation du tiers-monde. L'immense majorité de la population est misérable, illettrée et apolitique*». Comme quoi on ne peut reprocher à cet inventeur new-yorkais de nous cacher sa pensée profonde qui, hélas, relève du constat.

QUE CONCLURE ?

Ce bref article n'avait en aucune manière la prétention de faire le tour du problème qui mériterait à notre avis une étude beaucoup plus poussée. Son but premier a été d'essayer de mettre en évidence, sans toutefois y parvenir totalement, que la pression sociale pouvait s'exercer au travers de ce phénomène que sont les jeux dits de société. De plus, l'extraordinaire expansion dans ce domaine, pourtant aussi ancien qu'universel, a pu surprendre les analystes en tout genre et en particulier les analystes politiques. Peu d'articles ou d'études dans la presse qu'elle soit marxiste ou anarchiste: mais certains penseront peut-être que celà n'en vaut sans doute pas la peine et qu'il y a d'autres moyens de mise en condition beaucoup plus évidents et que la primauté de nos analyses leur revient. Ceci est certainement vrai, mais nous pensons qu'il ne faut négliger aucun facteur d'aliénation, y compris ceux qui s'insinuent dans cette fonction naturelle chez l'homme, à savoir la fonction ludique.

Certains analystes (des ludistes, parait-il) ont déjà essayé de dégager des explications à ce nouveau phénomène de l'extension du jeu pour adultes. Philippe Orsini (in «*Science et Vie*» nº 124) y voit «*une réaction de rejet de la télévision jugée trop envahissante, un développement des résidences secondaires, une volonté accrue de resserrer des liens familiaux distendus...*». Il y voit également une «*élévation du niveau d'instruction moyen, une internationalisation des mœurs, une vie professionnelle qui devient de plus en plus basée sur la compétition, un rejet des jeux de hasard, loto et tiercé, par certaines couches de la population*».

Nous n'analyserons pas en détail chacune de ces explications, dont certaines relèvent, à notre avis, de la légèreté comme, par exemple, le rejet de la télévision; qu'on en juge seulement par l'augmentation du nombre de récepteurs de télévision en France:

– 1950: 297, soit un poste pour 141.000 habitants.

– 1979: 15.523.600 (au 30 juin 79) soit un poste pour 3 h.

Quant à la compétition dans la vie professionnelle, nous ne pensons pas que le fait de faire un petit *Monopoly* ou un *Waterloo* le week-end au coin du feu dans sa maison secondaire va diminuer la compétition le lundi matin; à moins que l'on n'assiste à un renforcement du masochisme chez les travailleurs!

Nous serions plus prompt à penser que nous assistons à une exploitation d'une mode conjoncturelle puissante dont la demande (justifiée par une résurgence de la fonction ludique tout à fait naturelle) est satisfaite par une offre à la fois tendancieuse et intelligemment aliénante. C'est la loi traditionnelle de nos sociétés qui se servent d'un engouement justifié pour fournir en pâture des objets débiles à fonction bien précise et, qui plus est, perpétuant une morale dans les normes. Mais finalement n'avons-nous pas les jeux que nous méritons tout comme nous avons les politiciens que d'autres élisent?!

Gérard DUPRÉ.

(1) Ces jeux de masse ont déjà été étudiés dans la presse anarchiste.

G. COUTE

DE LA RECUPERATION

De son vivant, Gaston Couté avait, et c'est normal, des détracteurs. Les rares personnes qui l'ont connu se souviennent qu'on faisait rentrer les enfants, à Meung-sur-Loire quand on savait Couté dans la ville.

Cent ans après sa naissance, alors que les idées et les mœurs ont évolué, son œuvre est encore révolutionnaire, mais ce ne sont plus les ennemis de Couté, militaristes, croyants, politicards, qui s'acharnent après lui, ce sont ses soi-disant amis.

Ils ont commencé par lui ériger un buste à Meung. Heureusement, le hasard a bien fait les choses, et une publicité bien placée prête plutôt à en rire.

On ne compte plus les rues Gaston-Couté dans les communes «socialiss' et démagogues».

Le comble enfin, le 23 septembre dernier, à l'occasion de la célébration du centenaire de Gaston Couté, ses «Amis» ont déposé une gerbe sur sa tombe que domine une croix.

Comme crachat sur un mort, on ne peut guère mieux faire.

Quand on n'est pas d'accord avec les idées de Couté, on peut rejoindre les amis de Péguy, Genevoix, Max Jacob, ou carrément de vrais poètes de droite.

Mais détourner, violer son génie par les basses pratiques qu'il s'est tué, au sens propre du terme, à démolir au cours de sa brève carrière, c'est d'un niveau au-dessous de tout.

«Le vent du ch'min» est un groupe de copains libertaires qui se sont réunis autour de l'œuvre de Couté pour la diffuser.

Ils n'ont donc rien à faire des restes de son cadavre, et n'attacheraient aucune importance à ce qui serait appelé, dans la société dénoncée par Couté, sa violation de sépulture, si celle-ci n'avait pour effet d'amoindrir, d'atténuer, de détourner la vitulence de son message.

Le procédé est fort connu, et généralement utilisé par les pouvoirs en place pour étouffer «post mortem» certains révoltés.

C'est ainsi par exemple que le cadavre de Jean Rostand, athée notoire, a été récupéré par les curés.

Au moment où est rééditée la plaquette de P.-V. Berthier: «Gaston Couté, la vérité et la légende» au «Centre de propagande et de culture anarchiste», au moment où parait le cinquième volume des œuvres complètes de Couté, et qu'en même temps, à Meung, en présence du «préfet, l'maire, l'archiviss' du bourg», Couté est ridiculisé, célébré comme Emmanuel Troulet, son beau-frère, aurait tant aimé l'être (★), il nous parait opportun et légitime de rendre à César ce qui lui appartient, et du même coup, de dénoncer ces agissements.

C'est pourquoi nous nous sommes fait un plaisir de rebaptiser les rues Gaston-Couté, rue Emmanuel-Troulet.

Gaston Couté, qui s'époumonnait à gueuler contre les statues et les honneurs, est content; Emmanuel Troulet, qui en voulait, l'est aussi.

Qu'on ne se méprenne pas, cette action n'est pas une opération publicitaire de lancement du cinquième volume, ni de la brochure de P.-V. Berthier, mais simplement une mise au point sous forme de farce comme Couté aimait les faire.

En conclusion, nous ne saurions trop recommander aux «Amis de Gaston Couté» de relire «Monsieur Imbu» et le «Discours du traîneux», entre autres de ses poèmes. ■

«Le Vent du Ch'min»
5 bis, rue Rolland-Vachette
93200 Saint-Denis.

(★) E. Troulet, beau-frère de Gaston Couté, fut maire de Meung-sur-Loire et y a sa rue. Parfait imbécile, militariste, anti-clérical, soucieux des honneurs, le beauf' de Cabu et Dupont Lajoie réunis.

kiosques kiosques kiosques

DOCUMENTS

«LA LEGALITE CONTESTEE»

(textes issus d'une présence libertaire dans l'entreprise) de Dominique Grein

● L'auteur est un copain toulousain travaillant dans une «entreprise administrative (vraiment) quelconque», membre d'une organisation syndicale jusqu'à une date toute fraîche. Il y a même des mauvais esprits pour penser que la sortie du bouquin n'est pas pour rien dans un récent incident, somme toute banal: la perte de sa carte syndicale! Côté «objets trouvés», à ce jour, rien de nouveau...

Ce petit bouquin de 154 pages rassemble des articles qu'il faisait régulièrement paraître sur le panneau syndical de «sa» boîte en 1980 comme journal mural hebdomadaire (à l'exception des trois derniers, victimes innocentes d'Anastasia). Textes acides, bien souvent; cris de rage ou de douleur, parfois; éclats de rires libérateurs et pieds de nez...

Qu'on ne s'attende pas à un livre théorique, à une analyse «universitaire». Dans la lutte, sous le feu de l'action, ce sont les réactions que peut susciter une actualité brûlante: nucléaire et écologie, antimilitarisme, mass-média, espace judiciaire européen ou Salvador, Tchad...

«Cet ouvrage n'est ni un roman destiné à être un best-seller, ni une étude théorique restrictive, c'est uniquement une envie».

On peut se le procurer dans certaines librairies, mais aussi en le commandant au: CRAS, B.P. 492, 31010-Toulouse-cédex.

S.A.

CHANSONS

MEILLE CHANTE VITTON

● Pétrucciani René, ouvrier du bâtiment, anarchiste, tel se présente Meille. S'accompagnant à la guitare, il nous invite à travers ses chansons à la poésie, une poésie à la fois tendre et dure de Vitton (1), où révolte, amour et sentiments s'entremêlent, et ce avec des mots venus d'une encre noire.

«Les loups de la faim hurlent sous les fenêtres garnies de sourdières. Egorgeons le dindon de la farce électorale».

Tout au long de son tour de chant, avec simplicité et sincérité, il nous lance des appels auxquels on ne peut rester indifférent: «Je voudrais que tu sois le cri, ce cri qui pousse dans ma carne, ce cri d'amour, ce cri de hargne, sur la mer de Paris».

Meille, un chanteur en dehors des sentiers battus et à découvrir:

Pour tout contact
(Gala, Fête, etc...)
Pétrucciani René
«Les orangers»
Av. du Général Audéoud
83000 Toulon.

Bruno NAPPI.

(1) Voir «Agora» n° 4.

S.F.

«SCIENCE FICTION ET QUOTIDIEN»

● Nombre d'auteurs de talent français (Yves Frémion, Michel Jeury, Bernard Blanc, Pierre Belot, ...) ou étrangers (Robert Silverberg, Philip José Farmer, Van Vogt,...) se côtoient depuis novembre dernier dans cette revue mensuelle qui semble bien définir, au fil des parutions, LE magazine d'une S.F. branchée sur notre quotidien, d'une S.F. sans contexte politique, inquiète d'un futur aux aspects terriblement actuels.

Les numéros successifs, parfois consacrés à un thème particulier (l'atome, l'érotisme) sont extrêmement variés puisque succèdent aux nouvelles des rubriques régulières non dénuées d'humour: enquêtes et reportages, bandes dessinées et interviews, critiques de romans, de films et même de disques.

«S.F. et Quotidien», diffusé par les NMPP, est disponible au prix de 13 francs ou par abonnement (135 Frs pour 12 n°) au:
Editions Waterloo
38, rue Victor Hugo
92600 Asnières.

POLITIQUE

«LES ORGASMES DE L'HISTOIRE»

(3000 ans d'insurrection spontanée)
de Yves Frémion et Volny
Editions Encre
atelier du possible

● Relater en un simple volume de deux-cent pages plusieurs dizaines d'épisodes marquants de l'histoire populaire, telle est la gageure qu'ont tenté et, à vrai dire, réussi, l'auteur de S.F. Yves Frémion et son compère le dessinateur Volny, dont nous avons pu redécouvrir avec plaisir les pages consacrées à Cronstadt dans le n°5 d'«Agora».

Point de place ici pour les analyses fouillées ou les théoriciens (à l'exception de quelques pages d'Etienne de la Boëtie), mais la relation brute, fort simplifiée mais non simpliste, de quelques-uns des moments forts d'un «vrai bonheur commun» où le vieux monde est sur le point de basculer, où tout change, à jamais. De Diogène au Larzac, de la révolte de l'esclave Spartacus aux Spartakistes allemands, de la «Ruche» de Sébastien Faure à la commune de Christiana, de la Révolution française à Mai 68, et de Makhno à Durruti, voilà racontés, en une trentaine de chapitres, ces expériences et tentatives révolutionnaires, ces tournants de l'histoire, ces «orgasmes» où, pour un instant plus ou moins bref, l'explosion spontanée, incontrôlable, succède à une lente maturation avant que de s'évanouir sous le coup de la répression ou la manipulation des récupérateurs en tout genre.

D'inspiration nettement situationniste sinon libertaire, cette «esquisse d'un manuel de l'histoire des êtres humains libres, à l'usage des enfants désobéissants» réjouira tout autant leurs parents pour lesquels elle sera une invitation, une incitation à poursuivre plus avant cette aventure de tous les temps: celle des opprimés tentant de mettre bas la domination de leurs oppresseurs, cette aspiration des individus à prendre en mains leur propre sort.

M.A.

DOCUMENTS

«DOSSIER TRANSPORTS EN COMMUN LYONNAIS»

● A Lyon, les affaires vont bon train dans les transports en commun. Un simple ticket bus/métro coûte 4 Frs l'unité, «service» compris. Qu'on en juge: avec un même ticket, 4 trajets sont possibles (aller/retour interdit, certes). La durée d'un ticket, dès l'instant qu'il a été oblitéré une première fois, est de... 1 heure! Faites vos jeux. Il ne vous reste plus qu'à prendre d'urgence les 3 autres bus si vous souhaitez «amortir» vos 4 Frs car, vous l'aurez deviné, il est interdit de donner son ticket entamé à une tierce personne.

Ajoutez à cela le monopole exercé par Renault-Véhicules-Industriels qui, commerce oblige, surenchérit: grignotage du nombre de places dans les nouveaux bus et fignolage des points faibles de ses véhicules.

Les copains de l'U.L. Lyon-Villeurbanne de la C.N.T.-f ont sorti une brochure/dossier qui s'inscrit dans le cadre d'une campagne de contre-infos pour des transports en commun moins chers.

Pour toute commande (contre 8 timbres à 1,20 F)
Union Locale de Lyon-Villeurbanne de la C.N.T.
Palais du travail
69100 Villeurbanne.

DEUX JOURNEES LIBERTAIRES A LYON

● Nous rappelons que les 7 et 8 juin prochains, à Lyon, auront lieu deux journées libertaires pour donner suite à celles de Montpellier de novembre dernier.

Pour de plus amples renseignements:

Librairie «La Gryffe»
5, rue Sébastien Gryphe
69007 Lyon
ou bien:
ACLR
13, rue Pierre Blanc
69001 Lyon.

HAPPY BIRTHDAY, CRONSTADT!

● Au début du mois d'avril, un colloque sur Cronstadt et les luttes dans les pays de l'Est, a été organisé à Paris par l'UTCL. Il a connu une participation relativement importante (près de 400 personnes le samedi soir) où se cotoyaient militants et sympathisants libertaires de tous bords. Parmi les très nombreux intervenants, Castoriadis, Ciliga et M. Ferro ont fait une mise au point presque complète, pratiquement définitive (bien sûr, tout est relatif) sur le contentieux Cronstadt. Les intervenants sur les luttes actuelles dans les pays de l'Est ont été plus décevants et le soutien à apporter à ces luttes reste difficile à traiter.

Par-delà les thèmes abordés, on ne peut que se féliciter de la façon, toute nouvelle, dont les libertaires commencent à récupérer leur histoire, sans aucun complexe vis-à-vis des léninistes, dont quelques ténors – présents au colloque – ont, les premiers, fait les frais. Souhaitons que ces types d'initiatives se renouvellent et s'amplifient.

A noter que quelques jours auparavant (21 mars) à Stockholm, à l'appel de la SAC, eut lieu une manifestation devant l'ambassade d'URSS et qu'à Londres les vitrines de l'Aéroflot (compagnie d'aviation soviétique) volèrent en éclats (le vent décline toute responsabilité dans cette affaire).

XIX° CONGRES DE LA C.N.T.-F.

● Les syndicats de la CNT réunis pour le XIX° Congrès, les 18, 19 et 20 avril 1981 au Mans, après avoir dressé le bilan de leurs activités ont défini les modalités de leurs interventions en confirmant le caractère syndicaliste et révolutionnaire de la CNT (boycott des prud'hommes et de toutes les structures de collaboration de classe).

Ce Congrès envisage de maintenir ou d'établir des relations avec tous ceux qui sont en rupture avec le syndicalisme réformiste et qui, de fait, se rapprochent des pratiques proposées par la CNT.

Il a constaté le développement de l'organisation qui se traduit par la diversification et l'audience de sa presse tant locale que nationale.

RENCONTRE AGORA
VOIR PAGE 50

VALPREDA ACQUITTE

● Au moment même où sortait le n°5 d'Agora, la nouvelle était reprise par les dépêches italiennes: tous les inculpés dans le procès en appel sur le massacre de la Piazza Fontana étaient acquittés pour manque de preuves. Ainsi Valpreda était reconnu innocent... au même titre que les fascistes co-inculpés!

Apparemment absurde, le verdict est en fait très logique: pour relâcher les fascistes et étouffer les complicités inavouables, il ne pouvait y avoir deux poids et deux mesures...

Bien que tardive, une réaction spontanée s'est tout de même produite dès l'annonce du verdict: à Rome, de 2 à 3.000 personnes sont descendues dans la rue pour rappeler que: «Le massacre, c'est l'Etat!».

«LE RADIS NOIR»

● C'est un journal d'information édité par des camarades de Noyon qui, si on en juge par le n° 13, ont quelques démêlés avec la municipalité.

En effet, le «Radis Noir» et le groupe anarchiste de Noyon avaient annoncé un débat sur les élections pour le 1° avril dernier. Débat qui n'a pu avoir lieu car le Maire a refusé de prêter la salle. Motif: «utilisation trop fréquente» ?!

«Le Radis Noir»
B.P. 11
60400-Noyon-cédex.

«BARABAJAGAL»

● Entendant être un relais entre les groupes, un lieu de confrontation et d'échange de différentes pratiques, un instrument de «liaison entre les divers courants de lutte ou de réflexion anticapitaliste et antiautoritaire», le premier numéro de «Barabajagal» nouvelle formule vient de paraître. Sur huit grandes pages, une foule d'informations et d'adresses qui, classées par région, témoignent de la vitalité du «mouvement». Des nouvelles brèves des luttes écologiques, antimilitaristes, anti-nucléaires... ainsi qu'une présentation sommaire de plusieurs groupes, journaux anarchistes et librairies différentes.

L'adresse à laquelle envoyer vos contributions et le montant de l'abonnement (50 Fr par an) ne change pas:

«Barabajagal»
03250
Le Mayet de Montagne

«IZTOK»
revue libertaire
sur les pays de l'Est

● Le n°3 d'«Iztok» en français est paru. Au sommaire de ce numéro:

- Trois articles sur l'anarchisme en URSS aujourd'hui (sur la Commune de Léningrad, les communards révolutionnaires et une édition officielle de Kropotkine).
- Un article sur les anarchistes cubains et la polémique qui a suivi la révolution de 1959 dans les milieux anarchistes internationaux.
- Un article sur la notion de l'Etat et son évolution aux XX° siècle.
- Plusieurs échos sur la Pologne, la Hongrie, la Yougoslavie, la Bulgarie ainsi que des notes de lecture.

Le numéro coûte 7 Frs et un abonnement pour 4 numéros vaut 25 Frs.

«Iztok»
26, rue Piat
75020 Paris.

«INFOS & ANALYSES LIBERTAIRES»

● C'est un journal qui vient de sortir à Perpignan et qui va tenter de paraître chaque mois.

Ce n°1 est consacré aux élections, coûte 1 Fr et on peut le commander à:

Cercle d'Etudes Sociales
(journal)
48, rue des augustins
66000 Perpignan.

AGORA [agɔra] n. f. Dans l'Antiquité grecque, place publique où se tenaient les assemblées politiques. (Larousse)

BULLETIN DE SANTE

Ont été mis à contribution pour ce numéro: Anarchik, André Marcos, Arnaud, A. Kogan, Claude Ariso, Gérard Dupré, I. Rubio, Juanito Marcos, Julien Dreux, Ludo, Marc Létondor, Marco Conforti, Mauro de Cortes, Michel Auvray, Paolo Goegan, Roland Biard, Solon Amoros, Tony Alvarez, Violette Marcos, Collectif d'Iztok, Collectif anti-nucléaire de Carrare, Le Vent du Ch'min, «Anarchismo», «Anarchives», «A. Rivista Anarchica», «Le Réveil Anarchiste», «North American Anarchist», «Umanita Nova», les copains et copines de l'atelier de façonnage M.D.P. et de l'imprimerie Sacco.

C'EST PAS DE BOL!

• Nous sommes au regret de devoir annoncer aux collectionneurs et aux retardataires que les quatre premiers numéros d'«**Agora**» sont complètement épuisés.

Méfiez-vous des spéculateurs aux aguets en ces temps difficiles ainsi que des faux ou copies non-conformes.

VOS LISTES D'ADRESSES PEUVENT NOUS ETRE UTILES

• Vous connaissez sûrement des personnes autour de vous qui ignorent l'existence d'«**Agora**» et qui seraient pourtant susceptibles de s'y abonner. Faites-nous parvenir leur adresse. Nous leur enverrons un exemplaire de la revue...

DES POINTS DE VENTE POUR «AGORA»

• Il nous faut absolument élargir l'éventail des points de vente de la revue pour en développer l'audience.

Si vous connaissez des librairies ou kiosques susceptibles de prendre «**Agora**» en dépôt, faites-nous parvenir leur adresse, ou mieux encore, assurez-en vous même le dépôt. Vous n'êtes pas sans ignorer les difficultés rencontrées pour se faire payer par certaines librairies. C'est pourquoi nous préférerions de loin la seconde solution...

ET SI ON PARLAIT DE...

RENCONTRE DES LECTEURS, SYMPATHISANTS D'AGORA REDACTEURS

LE JEUDI 18 JUIN A 20H 30

A LA M.J.C. DE ROGUET

AU MENU:

- BILAN ET PERSPECTIVES DE LA REVUE.
- PROJECTION: PEINTURES MURALES AU PAYS BASQUE.

«ILS CHANTENT TOUS ENSEMBLE MAIS CHACUN CHANTE SON PROPRE CHANT. ILS SONT MAITRES DE LA NUIT ET CHACUN S'Y VEUT MAITRE DE SOI».

(Pierre Clastres).

ABONNEZ-VOUS

BONNES VACANCES...

AGORA

...TOUT CONTINUE

la liberté, c'est quoi?